Manuel d'anti-économie

SOMMAIRE

Le capitalisme n'est pas l'économie unique. 5
Les principes du capitalisme ne sont pas libéraux. 13
Les principes du socialisme ne sont pas anticapitalistes. 15
L'économie est artificielle. 18

L'introduction de l'argent 21
La Monnaie 25
Définition économique de la richesse et de la valeur 30
Les insuffisances du Produit intérieur brut 33
Le mode de formation des prix 37
La théorie de la valeur travail chez Marx 40
Le fonctionnement de la Bourse 48
Prix, Croissance et Inflation 52
Le crédit bancaire 62
La surproduction permanente 65
Le déterminisme historique 75
Le socialisme d'intérêt privé 77
La redistribution inégalitaire 80
La pénurie artificielle 84
Les cycles économiques 87
La pénurie de ressources 92
La domination du monde 96
Eléments d'irrationalité 102
La sortie de l'économie 105

Nous préférons toujours croire des représentations préconçues du monde et les discours qui les accompagnent plutôt que nos propres observations et raisonnements. Heidegger a affirmé que les catégories du discours étaient de pures inventions, et George Orwell expliquait dans son « 1984 » qu'il était possible de modeler la perception du réel avec le vocabulaire.

Les dictateurs le savent bien, qui entraînent des populations entières à soutenir leurs conceptions du monde et poussent les moins nombreux à faire semblant d'y croire pour éviter les ennuis.

En économie, beaucoup de gens ont l'impression de ne rien comprendre parce que le discours ne leur rappelle rien de ce qui leur apparaît comme réel. Beaucoup d'autres font semblant d'y comprendre quelque chose. D'autres encore croient sincèrement la comprendre parce qu'ils croient au discours économique comme on croit aux religions révélées. Or ces croyances ne sont pas fondées sur une observation objective et un raisonnement sain.

Ainsi se constitue une véritable matrice de représentations fausses du monde, un voile sur la réalité fait de discours trompeurs. Chose amusante : le voile sur la réalité est créé par un autre voile, celui-ci imaginaire, le « voile sur les échanges » que représenterait la monnaie selon l'expression d'Adam Smith.

Nul ne peut se dire économiste s'il ne partage pas cette croyance. Plus largement, les économistes ont en commun la recherche de l'origine de la valeur des choses, la certitude que quelle que soit cette origine la valeur qu'elle procure aux choses est pleinement objective, et la conviction qu'il est possible, utile et important de la mesurer.

Certains économistes doutent pourtant du bien fondé de leur science. John Hicks disait déjà vers la fin de sa vie que la seule économie possible est l'Histoire. Aujourd'hui, on trouve des économistes pour admettre que l'économie universitaire - c'est-à-dire eux-mêmes - ne fait plus aucune découverte, voire même que la théorie économique en général ne vaut rien, qu'elle est un vecteur de type théologique de la domination.

Cela peut sembler très audacieux, mais aucun ne va jusqu'à renoncer à la comptabilité, aux agrégats, au voile d'Adam Smith ou à la mesure de la valeur, car il leur faudrait abandonner avec cela leurs postes universitaires, leur notoriété médiatique relative et le respect dû aux savants.

Pour eux, dire que la théorie économique ne vaut rien et qu'elle est un outil de domination est surtout un prétexte pour ne rien produire et théoriser leur propre absence de production. Ils savent peut-être que la théorie économique ne vaut rien, mais sont incapables ou n'ont pas le désir d'expliquer pourquoi.

Le capitalisme n'est pas l'économie unique.

Une économie peut être comprise comme un système de production et d'échange. Dans toutes les sociétés, les hommes produisent et échangent. Vouloir distinguer différentes organisations de la production et de l'échange, et décrire cette organisation dans une société donnée est un aspect particulier de la discipline qui étudie les sociétés : l'ethnologie. On a appelé ce domaine « l'économie ».

Dans une perspective ethnologique, l'économie est exclusivement descriptive, ne se limite pas à un seul type de société, et ne juge pas les sociétés décrites.

L'économie néo-classique se voit reprocher par certains économistes sa dimension normative. Ceux-là veulent faire de l'Histoire une forme d'ethnologie du passé. Mais ils ne vont pas en général jusqu'à accuser la dimension normative de la pensée keynésienne, qui est pourtant des plus politiques. Leur posture de neutralité révèle simplement un désaccord sur la politique économique à mettre en œuvre.
Ensuite ils se trompent s'ils pensent que le seul tort de l'économie est de manquer à sa neutralité, et pour être normative, d'aller dans le sens où elle légitime les rapports sociaux entre dominants et dominés.

Car l'économie légitime ces rapports sociaux non seulement en imposant sa norme, mais également en en camouflant son action normative derrière une supposée neutralité. Et comme nous l'avons dit, les économistes frondeurs ne sont pas plus neutres que les autres. L'économie n'est pas sortie de l'ethnologie et devenue normative avec Milton Friedman ; elle l'était déjà avec Adam Smith parce que les observations, les postulats et les raisonnements étaient déjà faux. Les outils d'analyse de l'économie ne permettent pas de décrire une société sans une action normative.

L'économie classique, néo-classique ou keynésienne recherche une origine objective à une valeur également objective des choses. Parfois cette valeur objective n'est censée exister qu'à travers l'échange (comme chez Ricardo). On peut déjà voir dans ce besoin de restreindre l'universalité de la valeur le sentiment diffus que cette valeur manque de solidité conceptuelle.

Ainsi on passe d'une description d'une pratique culturelle à une tentative d'explication de la nature, des sciences humaines aux sciences naturelles. L'existence de plusieurs modes économiques – tribalisme, féodalisme, sociétés marchandes « pré » capitalistes – n'est pas perçue comme une difficulté théorique. Elle sera expliquée par l'évolutionnisme darwinien. Selon les doctrines, les sociétés passent par différents stades. Esclavagisme, féodalisme, capitalisme chez Marx. Sauvagerie, barbarie, civilisation chez Hegel.

Si la doctrine de l'évolutionnisme biologique ne prétend plus aujourd'hui à l'existence d'une prédétermination et d'une finalité dans l'évolution, l'évolutionnisme en sciences sociales est encore très marqué par le finalisme, et un certain messianisme des temps à venir. Si Hitler annonçait un Reich de 1000 ans, les économistes prévoient ni plus ni moins que la fin de l'Histoire, marquée par l'avènement final d'une forme de société parfaite que nulle autre ne viendrait supplanter.

Pour l'économie, le désaccord porte sur la nature de ce stade final de l'évolution : le communisme pour Karl Marx, le capitalisme mondialisé chez les prophètes modernes tel Francis Fukuyama.

Cette pensée finaliste implique nécessairement un jugement de valeur sur les modes d'organisation des sociétés, fortement teinté de racisme, qui n'est pas de mise en ethnologie.

Une fois admis ce point de vue évolutionniste, les autres formes d'économie disparaissent totalement du discours. La seule économie existante est le capitalisme. Des économistes contestent la notion de globalisation de l'économie, en notant qu'il n'existe pas de réelle globalisation des échanges. En revanche, il y a bien eu une unification des pratiques comptables et ceci est un fait ethnologique majeur. Ces pratiques comptables ne sont pas discutées, ce qui tend à les faire passer à la fois pour saines et naturelles.

Instruit de la sorte, le grand public pense que l'économie est la même chose que le capitalisme. L'échange suffirait à définir le capitalisme**.** Comme toutes les sociétés échangent, toutes les sociétés seraient capitalistes. La conclusion fatale est alors l'absence d'alternative au capitalisme.

La lecture des contributions des adhérents aux congrès du Parti « socialiste » est édifiante à cet égard. La perte de mémoire historique est patente : le capitalisme y est décrit comme lié à la nature humaine, existerait depuis toujours et serait le seul système économique viable. Il se trouve aussi des intellectuels, même très à gauche, pour dresser un tableau similaire.

L'émergence historique du capitalisme a cependant été décrite par un certain nombre d'auteurs, qui ont mis en évidence les facteurs favorables et énoncé ses principes fondamentaux.

*

Les cités-Etats

L'historien Fernand Braudel fait remonter les débuts du capitalisme au Moyen-âge, dans les cités-Etats marchandes d'Italie et des Pays-Bas. L'activité de ces marchands y est encore marginale. Partout jusqu'au 18ème siècle, le monde est essentiellement paysan.

Braudel distingue une « économie de marché » antérieure au capitalisme, qui est locale et concurrentielle, tandis que le capitalisme fait du commerce lointain – comme les cités-Etats - et développe une inégalité dans l'échange.
Ce caractère internationalisé du commerce est à relativiser : aujourd'hui encore environ 10% des transactions marchandes sont transnationales. Ainsi défini, le capitalisme se résumerait aux transnationales et à 10% de l'activité commerciale.

Braudel distingue également le commerce lointain de ces cités-Etats de celui des phéniciens, grecs, carthaginois ou romains, qui ne serait pas capitalistes, mais impérialistes du fait de l'appui militaire et de l'implication directe de l'Etat.
Cette distinction faite entre capitalisme et impérialisme introduit l'idée courante que le capitalisme relève de l'initiative privée et que l'Etat n'en est pas un acteur. Or nous verrons que le nationalisme économique ne s'est pas arrêté avec le capitalisme, bien au contraire, puisqu'il en a favorisé l'émergence et la pérennité jusqu'à aujourd'hui.

Braudel remarque enfin que l'activité bancaire a accompagné ce capitalisme médiéval. Les banquiers ont par exemple assujetti l'industrie à Florence dès le 14ème siècle.
La description de l'émergence du capitalisme par Max Weber laisse elle peu de place au banquier. L'opinion courante est qu'il intervient comme un acteur

favorable au développement de la production. Dans la réalité, il n'est pas possible de comprendre la nature du capitalisme sans bien comprendre le rôle qu'y tiennent les banques.

Les rapports économiques entre artisans et marchands sont inégalitaires et s'apparentent déjà au salariat, car les marchands contrôlent à la fois l'apport de matières premières en amont et la distribution des produits finis en aval. Braudel définit ainsi le capitalisme comme un système où existent des classes sociales, par définition inégalitaire.

*

La pensée protestante

La philosophie catholique du Moyen-âge ne considère pas la richesse matérielle comme une vertu. Mais au 16ème siècle, les mercantilistes, laïques, vont se préoccuper de la richesse et de la puissance de l'Etat féodal. La pensée capitaliste, elle, se préoccupera plus de richesse privée, même si elle ne négligera pas de se servir de l'Etat.

Pour Karl Marx, l'émergence du capitalisme est due à une évolution naturelle de l'économie féodale. Ce déterminisme historique est un trait assez partagé parmi les économistes. Les sociologues allemands du début du 20ème siècle ont eux proposé des explications culturelles et religieuses à l'émergence du capitalisme. Ils auraient pu analyser l'émergence du socialisme avec le même regard. Ces explications culturelles sont parfois exposées parallèlement à l'analyse économique, mais ne sont jamais utilisées pour ce à quoi elles devraient servir : relativiser la prétendue objectivité de l'analyse économique en pointant ses présupposés moraux.

Pour Werner Sombart, ou plus récemment Jacques Attali, le capitalisme est une création de la mentalité juive. Pour Max Weber, c'est la réforme protestante qui en est à la base. Il a observé que les protestants d'Allemagne sont plus riches que les catholiques, et que ceux-ci étudient plus souvent dans des filières professionnelles, tandis que les catholiques accordent surtout de l'importance aux « humanités ». Le moine allemand Martin Luther, fondateur du luthéranisme protestant, a notamment postulé que le travail était le meilleur moyen de rendre grâce à Dieu. Le français Jean Calvin est allé plus loin en affirmant que la réussite matérielle désigne les élus de Dieu. L'Amérique puritaine fut ainsi naturellement un terrain propice au développement du capitalisme.

La richesse matérielle n'est pas un objectif, mais un signe, reflet de la contribution du capitalisme à l'humanité par sa production. Etonnamment cette contribution ne se mesure pas en quantité de biens produits, mais au profit réalisé. Sans doute l'absence de comptabilité standardisée de la production aura favorisé l'utilisation de la richesse personnelle comme mesure de l'homme de bien. Comme l'entrepreneur protestant est sobre et ne dépense pas l'argent gagné en richesses ostensibles, il conserve ce profit pour lui. Sa richesse monétaire est la preuve de ses deux vertus : la sobriété par l'épargne, et le travail par le profit réalisé. Aujourd'hui, le respect de la vie privée ayant gagné du terrain, il n'est plus si important d'être sobre. Mais la qualité de l'individu se mesure toujours à son travail, et la valeur de ce travail à l'argent accumulé.

Ainsi le riche est un honnête homme et le mendiant un fainéant égoïste. Cette représentation calviniste du monde est encore largement partagée au sein des élites qui dirigent la société occidentale.

Le protestantisme donne donc au capitalisme ses deux premières caractéristiques : l'**obsession pour le travail,** et la **légitimation des hiérarchies sociales**. Les économistes sont directement responsables de ces deux aspects car ils découlent logiquement de la manière d'évaluer la contribution d'un individu à la société. Toute la comptabilité économique contribue à renforcer les préceptes protestants, en cherchant à objectiver par les chiffres la « valeur » produite par un individu.

Premièrement, les économistes nous disent que le prix d'un bien correspond à sa valeur de production, et que cette valeur est objective. Ensuite, la théorie de la « valeur travail » des classiques, populaire aux 18ème et 19ème siècles, suppose que le prix d'un bien est proportionnel au travail fourni pour le produire.

Avec le mariage de l'éthique protestante et de l'économie, le fait que le travail soit effectué par des ouvriers pauvres alors que le profit est perçu par le patron est plus qu'un problème moral, un véritable problème théorique. Ce problème théorique a été l'objection première des penseurs socialistes, mais ceux-ci ont curieusement accepté tout le reste de la théorie économique.

*

Conditions de succès

Plusieurs facteurs, en dehors du climat intellectuel, vont créer des conditions favorables à l'émergence des principes du capitalisme. Ce sont les inventions monétaires, les innovations industrielles, et les changements dans les lois.

1) les inventions monétaires

A l'époque, on considérait que le poids en métal précieux d'une pièce de monnaie déterminait sa valeur. C'est un principe restrictif qui limite automatiquement le volume des transactions à la quantité d'or ou d'argent disponible, même si les hommes désirent échanger plus. Or au 16ème siècle, la colonisation aux Amériques augmente la quantité d'or disponible en Europe. Cependant les mines européennes en extraient encore la grande majorité. C'est plus encore l'invention du billet qui augmente considérablement la monnaie disponible. Grâce à lui, le banquier peut prêter plus d'or qu'il n'en a dans ses coffres. Le volume des échanges peut augmenter.

2) l'innovation industrielle

La Révolution industrielle a lieu d'abord en Grande-Bretagne au 18ème siècle. Au début les innovations ne requièrent pas la concentration du capital industriel et sont accessibles aux petits artisans. Mais rapidement, le coût des machines devient trop élevé pour eux et l'entreprenariat réduit ses effectifs. Ainsi se créent les trusts américains et les holdings allemandes.

Contrairement à une idée répandue, le dynamisme économique ne dépend pas du nombre d'entreprises dans un pays donné. Plus un pays est développé, plus la part des salariés dans les actifs y est importante. Moins il est développé, plus les petits entrepreneurs y sont nombreux. La tendance inverse observée en 2004 en France démontrerait plutôt qu'un dynamisme accru, une absence de travail salarié qui oblige les actifs à créer des entreprises à durée de vie limitée. On voit ainsi très bien que le capitalisme se développe quand la liberté d'entreprendre diminue.

Le capital se concentre, car l'inflation des coûts de production fait disparaître certains entrepreneurs. Chez Karl Marx, il existe une autre cause à la **concentration du capital** : la baisse tendancielle des profits. Cette baisse tendancielle des profits finit par avoir raison du capitalisme lui-même. De ce point de vue, le capitalisme commence de la même manière qu'il finit : par la concentration. Ou alors le monopole privé n'est absolument pas une difficulté du capitalisme et Marx est victime d'une inversion logique.

3) les changements dans les lois

La loi va être modifiée dans le sens de la bourgeoisie capitaliste, avec la **propriété privée des moyens de production**, et la création du « marché du travail », sous l'influence des théories du laisser-faire de Smith, Ricardo ou Malthus.

Au Royaume-Uni, les champs communaux sont exploités par les paysans locaux sous un régime assez collectiviste. Dès le 15ème siècle, certains de ces champs sont accaparés par les seigneurs. En, 1727 paraît l'enclosure act qui permet aux seigneurs (et non pas aux bourgeois) de s'approprier et de clôturer les champs. Les paysans deviennent salariés des seigneurs.

En France, en 1789, les privilèges de la noblesse sont abolis et la propriété foncière est ouverte à la bourgeoisie. Le 26 août, la propriété privée est reconnue comme un droit inaliénable dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle figure donc aujourd'hui encore dans la Constitution française, sans que soient mentionnés le droit au logement ou aux soins. Toutefois, le code Napoléon qui supprime le droit d'aînesse et divise les héritages freine le développement de grandes propriétés agricoles privées.

Aux Etats-Unis, dès leur création, le principe colonisateur fait de la propriété privée des terres une règle, que ne comprennent pas les indiens évidemment. Il se trouve en général légitimé par un titre de vente absurde, signé de la main du chef indien qui ne sait rien de ce qu'il signifie, ou plus simplement par un fonctionnaire qui lui donne l'autorité de l'Etat. Le même principe a servi auprès des populations arabes déplacées en Palestine plus récemment.

Mais le vol que constitue une privatisation ne se limite pas au terrain. Les immenses forêts sibériennes et les entreprises pétrolières et gazières de Russie avaient été vendues par Eltsine à ses amis pour le rouble symbolique. Pire, il s'accapare le savoir passé et la création (brevets).

Ce principe fondateur du capitalisme qu'est l'appropriation initiale illégitime a fait dire à Proudhon : « La propriété c'est le vol. »

Les défenseurs du capitalisme considèrent que cette appropriation est une bonne chose, car seule l'introduction du profit individuel permet de favoriser la création de richesses. Ainsi Max Weber considère que la Révolution agraire doit tout à la privatisation des champs. Les mêmes disent aussi que la privatisation est nécessaire à la concentration du capital productif qui seul permet l'émergence du mode de production industriel.

La création d'un **marché du travail** nécessite d'affaiblir les travailleurs. Aussi en France (loi Le Chapelier de 1791) et en Grande-Bretagne, les associations et corporations professionnelles sont interdites, ce qui signifie l'interdiction du syndicalisme et des grèves. En 1834, la Grande-Bretagne abroge pour l'essentiel les poor laws d'assistance aux indigents. Smith, Malthus et Ricardo avaient activement milité pour cette abrogation, afin de faciliter la mobilité des travailleurs. Les pauvres ruraux sont ainsi obligés de se rendre en ville pour travailler comme ouvriers.
Le principe moral avancé est qu'il n'est pas tolérable que puisse être attribué un revenu à quelqu'un qui ne travaille pas. On retrouve ici l'influence de la pensée protestante.

D'autres lois favorables au capitalisme sont passées. Jusqu'ici l'Etat considérait que l'accumulation des richesses donnait trop de pouvoir aux entrepreneurs. Aussi l'industrie était contrôlée par l'Etat. Mais en Grande-Bretagne, en 1825, le Bubble act, qui demandait l'aval du Parlement pour la création de sociétés et limitait leur taille, est abrogé. Et en 1856, les dernières contraintes à la création de sociétés par action sont levées.

4) Le soutien permanent à la demande

Le capitalisme a besoin de conditions économiques externes dans lesquelles se développer. Ces conditions lui seront données par l'Etat. Ainsi le nationalisme économique prend la suite du mercantilisme et vient apporter l'aide de l'Etat aux entreprises privées nationales.

Entre le 17ème et le 20ème siècle, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Etats-Unis puis le Japon se sont un à un industrialisés grâce au déficit et à la protection de leur marché intérieur.
L'objectif est de soutenir la demande. Successivement celle-ci a été soutenue grâce au protectionnisme, au plan Marshall en Europe, à la hausse des salaires occidentaux pour lutter contre l'influence du communisme, et par l'endettement des Etats-Unis d'Amérique.

Si les autres aspects historiques cités plus haut de l'émergence du capitalisme sont enseignés de manière courante dans les facultés d'économie, le soutien étatique à la demande fait l'objet d'un important déni.

Les Etats-Unis fomentent des guerres pour soutenir leurs entreprises d'armement ou pétrolières. Et dans la plupart des pays, les subventions et les législations créatrices de rentes sont nombreuses.

Il semble cependant que l'Etat ne soit pas un partenaire assez fiable, du fait qu'il doive rendre des comptes à la population. Pendant la seconde moitié du vingtième siècle, le contexte de guerre froide a nécessité des compromis désagréables. Les arbitrages commerciaux étatiques sont donc jugés peu avantageux pour les multinationales, qui souhaitent les remplacer par des arbitrages privés, notamment via des organismes transnationaux, qu'elles contrôleraient, et qui seraient moins soumis aux aléas de la politique internationale et intérieure. On peut considérer que l'arbitrage commercial par les Etats subira le même sort que le contrôle de la monnaie. Le monopole étatique de la monnaie et son mode de fonctionnement fondé sur la rareté et l'intérêt monétaire étaient certes favorables aux capitalistes, mais son administration par des banques centrales privées leur a semblé une meilleure garantie pour leurs intérêts.

On prétend par ailleurs que l'économie s'étant mondialisée, l'intérêt national et l'intérêt de l'entreprise ne convergent plus. Un rapport de juin 2006 du laboratoire Bruegel, dirigé par Jean Pisani-Ferry, a pris pour intitulé « Adieu les champions nationaux ». L'idée est que le patriotisme économique a perdu son sens, parce que les grandes entreprises européennes emploient du personnel dans le monde entier et ont leurs marchés dans le monde entier également.

Cette analyse prend ce caractère apatride des entreprises pour un fait accompli et ne s'interroge pas sur la pertinence dans l'absolu de l'existence de champions nationaux. Mais surtout elle ne décrit pas la réalité : nationales ou pas, le soutien financier des Etats aux entreprises ne se dément jamais, afin d'occuper les français actifs et de faire croître le fameux PIB.

Les principes du capitalisme ne sont pas libéraux.

Max Weber a donc identifié dans l'éthique protestante l'origine des valeurs du capitalisme. Cette éthique dit premièrement que l'individu mesure sa valeur à ce qu'il produit. Ceci entraîne l'**obsession du système pour le travail**.

Deuxièmement elle dit que l'individu mesure sa valeur à sa richesse. Ceci signifie que la richesse est toujours due au travail, que le prix d'un bien mesure la valeur du travail fourni pour le produire, tout autant que sa valeur d'usage pour la société, et que le partage de la plus-value entre le patron et le salarié est fait de manière objective. Ces éléments relèvent d'une **comptabilité fausse**, qui permet de **légitimer les hiérarchies sociales.** Cela se fait donc en deux étapes : d'abord en prétendant que l'individu n'a de valeur que par son travail, ensuite en prétendant que les riches ont mérité leur richesse en travaillant.

Troisièmement elle affirme que l'intérêt personnel du capitaliste conduit mieux la société que le libéralisme économique vrai (tout individu est un entrepreneur) ou l'organisation étatique. Ainsi non seulement l'organisation capitaliste est supposée moralement juste, mais elle est censée être la meilleure pour améliorer le bien-être des peuples. Cependant l'essor du capitalisme est largement du à l'**Etat**. Celui-ci organise l'appropriation des biens collectifs par des intérêts privés, défend la concentration des entreprises pour des motifs d'accroissement de la production, légifère sur l'affaiblissement de la classe salariée, et soutient la demande des entreprises, avant aujourd'hui de soutenir directement ses profits (voir les chapitres « la redistribution inégalitaire » et « le socialisme d'intérêt privé ».

Si le grand public assimile parfois économie et capitalisme, il a été longtemps nécessaire de présenter l'opposition entre les régimes capitalistes et socialistes. Ainsi les défenseurs du choix capitaliste ont avancé qu'une économie est capitaliste si chacun a la liberté d'entreprise et la propriété privée de ses moyens de production. C'est une confusion entretenue entre capitalisme et libéralisme philosophique. Les sociétés capitalistes des pays développés sont les plus antilibérales du monde, puisque 90% des actifs y sont salariés.

La liberté d'entreprise caractérise le libéralisme moral. Comme souvent les principes moraux, il est abusivement assimilé à un règle comptable et politique, le capitalisme.
Or une des caractéristiques historiques du capitalisme est la **limitation de la liberté d'entreprise**, par la réduction du nombre d'entrepreneurs et l'essor d'une classe de salariés de plus en plus nombreux, cristallisant ainsi une hiérarchie sociale. Avant le 18ème siècle au Royaume-Uni, il y a des formes précapitalistes sociologiquement minoritaires, mais pas de société capitaliste.

Le **salariat** est consubstantiel au capitalisme. L'avènement du salariat va de pair avec le développement du capitalisme, lorsque des artisans indépendants ont été transformés en ouvriers dans des usines.
Ceci nécessite l'**appropriation** – le vol- **par des intérêts privés** de la terre et des moyens de production, et par la mise en place de **lois qui favorisent l'emprise des patrons** sur les salariés. Par l'effet de **concentration du capital**, les salariés sont sans cesse plus nombreux et les patrons de moins en moins nombreux. Tout aussi essentiel est le **lien** fait **entre revenu monétaire et travail**, qui permet de faire travailler les pauvres au service du profit, et qui ne va pas de soi.

Max Weber pense que d'autres systèmes que le capitalisme autorisent la recherche du profit et l'accumulation de capital. (Nous verrons que l'accumulation est possible même dans une économie de troc.) Aussi il parle

d'« action économique capitaliste » pour désigner les transactions dans un autre système. Pour définir le capitalisme, il précise des conditions d'émergence : l'existence d'une cellule économique distincte du ménage appelée **entreprise**, l'**organisation rationnelle du travail**, le **salariat** et une **comptabilité rationnelle**.

Cet énoncé des conditions d'émergence du capitalisme est parfaitement juste. Ce qui ne l'est pas, encore une fois, c'est de considérer la comptabilité utilisée comme rationnelle.

Les principes du socialisme ne sont pas anticapitalistes.

John Kenneth Galbraith a écrit dans son ultime ouvrage que social-démocratie est le mot européen pour désigner le capitalisme. Les partisans de Marx en sont souvent d'accord.
Mais à y regarder de près, il n'y a pas non plus une si grande différence entre le socialisme étatique et le capitalisme. Les deux systèmes partagent l'absence de liberté d'entreprise, un salariat généralisé et des principes hiérarchiques rigides aliénant le libre arbitre (le « contrat » de travail), le revenu lié au travail, l'industrialisme, les modalités monétaires de l'échange et la comptabilité nationale propres au capitalisme, qui entraîne la guerre économique.

La propriété individuelle de l'outil de production, l'entreprise dirigée par des intérêts privés, sont certes abolies. Mais le lien de subordination via le salaire est conservé, même si le patron est une personne publique. Or les discours sur l'entreprise publique qui appartient à tous n'ont pas de sens si cette entreprise est hiérarchisée. Le lien est également maintenu entre revenu monétaire et travail et continue de faire travailler les pauvres au service du profit.

Un pays dit « socialiste » est d'ailleurs une holding unique qui participe à un système capitaliste mondial.
On ne peut pas dire que ces pays n'étaient pas capitalistes parce qu'il n'existait pas de marché. Au niveau international, il y avait marché. Au niveau intérieur, il n'y avait certes pas de « marché » au sens où les prix seraient fixés par l'offre et la demande puisque c'est l'Etat qui les fixait. Mais le mode de formation des prix est une chose bien trop insignifiante pour déterminer la nature d'une société. Une opposition de régimes entre ceux qui déterminent les prix par l'offre et la demande et ceux qui proposent des prix administrés est d'ailleurs une image très naïve, les mécanismes de formation des prix étant bien plus variés que cela et leur influence sur un prix donné très difficile à déterminer.

D’un autre côté, les entreprises privées recourent couramment au plan que l’Etat a abandonné. Et les capitalistes n'ont rien contre l'Etat quand son action vise à socialiser les pertes ou à compenser leur profit déficient par la subvention, ou quand il crée une réglementation entièrement en leur faveur.

Il n’existe visiblement qu’une différence de degré dans le caractère public des moyens de production entre un système social-démocrate et un système purement « socialiste », mais certainement pas de nature. Keynes avait affirmé qu’un pays dont la production était prise en charge à plus de 10% par le secteur public devenait de facto un système socialiste. Sous Giscard, la France a atteint les 50%.

Cette constatation est à porter au crédit de Karl Marx qui avait prédit cette prise en main croissante de l’économie par l’Etat. Toutefois cette prise en main ne s’est pas effectuée selon les modalités attendues. Ce chiffre de 50% n’a pas entraîné que l’on parle de « socialisme » dans les pays occidentaux. En effet, l’Etat devant le profit défaillant ne socialise pas l’outil de production, mais socialise le revenu des capitalistes par la subvention. L’Etat se montrerait donc un garant de la pérennité d’un système capitaliste lorsqu’il bute sur ses difficultés naturelles. Ceci est une des nombreuses modalités de résolution des supposées contradictions rencontrées par le capitalisme, et elle était prévisible. Si l’Etat a aidé le capitalisme dans sa phase de démarrage, il était possible de supposer qu’il l’aiderait à se maintenir.

La pensée socialiste n’a pas toujours suivi ce moule. Dans la charte d’Amiens qui a accompagné la création de la Confédération Générale du Travail, le salariat était combattu. Aujourd’hui la CGT a assimilé le principe du salariat, d’autant mieux que ce statut de salarié a bénéficié d’améliorations par rapport aux conditions initiales d’émergence du capitalisme. Il paraît presque utile de le défendre face aux avatars du capitalisme, qui cherche à revenir sur ces améliorations, en remplaçant à l’occasion les contrats de travail par des contrats commerciaux, comme les marchands des cités-Etats contractaient avec les artisans locaux.

Au-delà de l’acceptation du salariat, c’est le travail qui est accepté, comme une donnée intangible des sociétés modernes. La pensée protestante est intégrée : l’homme ne se réaliserait que par son travail, qui seul lui donne une existence sociale et une dignité.

Les économistes connaissent les conditions de Weber à l’émergence du capitalisme que sont le salariat et une taille industrielle critique pour les

entreprises. Tous, marxistes compris, adoptent un point de vue évolutionniste : le capitalisme constitue un progrès par rapport aux économies antérieures.
Plus fondamentalement, ils adoptent tous l'axiomatique propre au capitalisme. C'est-à-dire qu'ils admettent comme naturels ou au minimum bons un certain nombre de principes propres au capitalisme ou hérités des époques antérieures, et ne sont en désaccord que sur des points secondaires qui fondent leurs différentes écoles de pensée.

Les écoles n'ont de désaccords que sur la façon dont le capitalisme peut être dirigé ou pas. Les points soulevés peuvent être la part de l'Etat dans la production (socialisme ou pas), la redistribution en dehors de l'économie marchande (Etat-providence ou pas), ou la manière dont différentes mesures influencent création et répartition de « richesses » (la durée du temps de travail par exemple).

La quasi totalité de l'œuvre de Marx est ainsi une description du capitalisme, description certes critique, car il observe des « contradictions internes » du capitalisme. Ainsi, du fait de ces contradictions, le capitalisme n'est pas un système qui pourrait fonctionner indéfiniment. Nous allons cependant attaquer ces contradictions comme un mauvais angle d'attaque du capitalisme.

De plus, on tend aujourd'hui à appliquer aux Etats les règles comptables de l'entreprise privée, en étudiant ses bénéfices ou ses déficits. Or si on accepte aussi ce point de vue, il n'est pas possible de considérer que la propriété publique des moyens de production puisse résoudre la contradiction qu'est la chute du taux de profit.

Comme Marx utilisait cette axiomatique capitaliste dans ses raisonnements et n'a jamais proposé d'autres règles économiques qu'il conviendrait de suivre dans un système devenu socialiste, il était parfaitement normal qu'il n'arrive pas à décrire un système réellement alternatif. Il est d'ailleurs significatif qu'il ait largement renoncé à le faire, se contentant de dire que le communisme, c'est ce qui vient après le capitalisme et l'abolition des rapports de classe. Il fait même du capitalisme un stade obligatoire du développement des sociétés humaines, soit quelque chose de naturel. Et s'il n'y a pas de révolution, finalement quelque chose de légitime.

*

Ainsi la gauche d'obédience marxiste se prétend anticapitaliste, mais elle adhère aux représentations économiques du capitalisme sans questionner ni leur réalité ni leur légitimité. Cela entraîne un certain inconfort intellectuel, entre une

opposition de principe au capitalisme et une incapacité à percevoir les alternatives.

Certains se contentent d'une nostalgie d'un capitalisme mieux corrigé de ses excès par une politique de redistribution plus soutenue. D'autres conservent du marxisme la croyance en l'effondrement du capitalisme. Ils se trompent certainement moins que les penseurs de la fin de l'Histoire dans le capitalisme mondialisé, car la sagesse suggère que rien n'est éternel en ce monde. Mais ils ont perdu la certitude de cet effondrement que leur donnait l'analyse marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit. Surtout ils ne savent plus comment et par quoi le capitalisme serait remplacé maintenant que l'idéologie communiste a perdu de sa puissance.

Tous ont en commun de se réfugier dans des références anciennes, principalement le marxisme, mais aussi le totémisme monétaire par le biais de l'étalon-or ou la reprise en main par l'Etat ou des collectifs d'individus de la liberté de création monétaire.

Ces références sont inadéquates ou insuffisantes. Il y manque une critique théorique générale de la pensée économique.

L'économie est artificielle.

Le début d'une vraie critique de l'économie commence par la prise de conscience que **toutes les comptabilités sont artificielles.** Capitalisme, capital, économie sont de pures inventions de l'esprit humain.

Le capitalisme fonctionne aux prophéties auto réalisatrices et à la confiance. Si vous y croyez, si vous en acceptez les règles, le capitalisme fonctionnera, pour l'unique raison que vous existez pour le faire fonctionner. De la même façon que si on accepte les règles d'un jeu de société (le Monopoly pour faire un parallèle évident), le jeu pourra se dérouler et offrira un destin aux joueurs.

Le capitalisme n'est pas à proprement parler un dogme. Il admet une certaine souplesse, d'un côté en acceptant des variantes, de l'autre en n'exigeant pas de tous qu'ils connaissent le dogme sur le bout des doigts. Ainsi le capitalisme admet des doses variables d'intervention publique et n'exige de la plupart des membres de l'esprit collectif que de croire qu'il s'agit du seul mode d'organisation possible des sociétés, ou encore de penser qu'il est synonyme de liberté, laissant aux spécialistes la connaissance de ses arcanes.
Il a d'ailleurs la prétention d'être une vérité démontrée et non révélée. Si au commencement, le capitalisme n'était qu'une pratique, il a prétendu, après s'être

imposé comme système, que ses agrégats étaient une représentation du monde.

Nous avons déjà écrit : « les économistes ont en commun la recherche de l'origine de la valeur des choses, la certitude que quelle que soit cette origine la valeur qu'elle procure aux choses est pleinement objective, et la conviction qu'il est possible, utile et important de la mesurer. »

La valeur et le capital sont de même origine. La valeur concerne un bien donné, alors que le capital est une accumulation de cette valeur sous deux formes différentes : l'argent et les biens eux-mêmes. Selon la théorie économique classiques, le capital serait né de l'accumulation du travail humain. Il n'existe aucun capital dans la nature. L'histoire est la suivante : au commencement, le capital était à zéro. Puis l'homme est apparu sur Terre et le capital avec lui. Il n'a jamais cessé d'augmenter depuis, traduisant en cela l'amélioration des sociétés humaines.
Evidemment, il faut un cerveau humain pour constater cela. L'observation directe de la nature ne permet pas de conclure que du capital s'accumule, mais simplement que l'humain interagit avec le reste de ce qui existe. Aujourd'hui le discours économique fait l'impasse sur la question de l'origine de la valeur qui a tant agité les économistes classiques, et considère de manière implicite qu'il s'agit d'une histoire vraie.

En général, les économistes considèrent que l'argent est neutre. Certains d'entre eux ont cependant cru observer qu'en l'absence de monnaie on ne pouvait rien accumuler. Il fallait donc une seconde condition à l'accumulation d'un capital, outre l'apparition de l'homme : l'introduction de la monnaie.
Ces économistes font encore moins bien que les autres. Le fait d'accumuler de l'argent ne fait rien que l'accumulation des biens eux-mêmes ne permette. Cette accumulation est possible par le troc, voire sans échange du tout, en allant à la chasse ou à la cueillette. Et il s'agit d'une accumulation réelle, qui ne fait pas intervenir de notion fictive comme le capital.

L'origine de la valeur fait consensus parmi les économistes : il s'agirait du travail humain, l'activité de production. Ceci entraîne l'existence de la valeur sous des formes différentes (le bien lui-même et l'argent tiré de son prix). Ceci est facilement contourné par l'affirmation d'Adam Smith que l'argent n'est qu'un « voile sur les échanges » de biens. Ce sont deux axiomes intangibles de la pensée économique que la valeur travail et le voile sur les échanges.

L'attaque contre la pensée économique doit être portée contre la valeur travail économique et le supposé caractère neutre de la monnaie.

DEUXIEME PARTIE

L'introduction de l'argent

Les économistes ont considéré comme sans conséquence l'introduction de l'argent. Pour certains économistes – les plus à gauche -, il introduirait le temps dans l'échange et la possibilité de l'accumulation. Pour la majorité il s'agit d'un simple « voile sur les échanges » selon le mot d'Adam Smith.

- **Le voile sur les échanges**

Adam Smith a parlé de **voile sur les échanges,** supposant que l'utilisation de monnaie pour représenter les échanges était neutre.

Pour la théorie économique, ceci entraîne une équation de type [valeur des biens produits = valeur des transactions réalisées au prix du marché = quantité de monnaie en circulation]. De cette équation sont tirés un certain nombre de théorèmes essentiels de l'économie, qui ont tous pour caractéristique d'ignorer l'existence des stocks d'invendus et de l'épargne.

Le principe de **l'économie de l'offre**, théorisé par Jean-Baptiste Say et repris par la théorie économique moderne, affirme que tout ce qui est produit et offert sur le marché rencontre sa demande.

La théorie économique **lie donc la fonction de consommation à la fonction de production**, en suggérant que le pouvoir d'achat est tiré de la production de biens. Ainsi il ne saurait y avoir un « pouvoir d'achat » supérieur à la somme totale des prix du marché. Or **l'argent n'est pas produit dans les usines** en même temps que les biens, mais est créé dans les banques par un mécanisme totalement distinct – le crédit bancaire-, en une quantité qui lui est propre.

Il faut donc décrire le mécanisme qui permet d'égaliser la quantité de biens sur le marché et la quantité de monnaie disponible.

Cela ne peut se faire en postulant que les banques sont vigilantes à adapter la quantité de monnaie en circulation à la quantité de biens disponibles à l'achat. En effet, la quantité de monnaie en circulation correspond en permanence à la valeur totale des prêts non arrivés à échéance. La société dispose pour effectuer ses échanges d'une masse monétaire qui dépend des prêts émis dans le passé et de ce qui reste à rembourser. Cette masse monétaire est donc fixée non pas en fonction des besoins de la société pour réaliser des transactions, mais en fonction des besoins immédiats et particuliers des emprunteurs. Pour une société qui prétend se préoccuper du bien commun, ceci est simplement irrationnel.

Le seul moyen d'égaliser la valeur des biens produits et la quantité de monnaie en circulation est de s'en remettre à un principe immanent : **l'inflation monétaire**, théorisée par John Maynard Keynes. Cette théorie postule que tout surplus de création monétaire qui dépasse la valeur des biens proposés à la vente entraîne une hausse de prix équivalente. Les stocks invendus et l'épargne sont impossibles.

Une des fonctions classiques de la monnaie est d'être un étalon de valeur. Le principe de l'inflation monétaire est assez contradictoire avec cette fonction d'étalon. L'inflation monétaire suggère plutôt que ce sont les biens qui sont un étalon pour la monnaie.
Par ailleurs, si la valeur des biens produits n'est selon la théorie économique absolument pas influencée par la quantité de monnaie circulante, l'inflation monétaire ne devrait pas poser de problème économique, à part celui de dévaloriser l'épargne déjà constituée. Or l'inflation monétaire est perçue comme le problème économique majeur par les banques centrales. La gauche leur reproche d'ailleurs de se préoccuper plus des rentiers que du chômage ou de la croissance. Il y a en effet beaucoup à dire sur la politique monétaire des banques centrales, mais beaucoup plus que ne le soupçonnent leurs adversaires. Le procès qu'ils font aux banques centrales n'est même pas le bon.

La **théorie de la valeur travail** de Karl Marx détaille la génération de pouvoir d'achat à partir de la sphère de production. Elle emprunte à Adam Smith l'idée que la monnaie est un voile sur les échanges et l'impossibilité des stocks. Les crises de surproduction sont la conséquence logique de cela : tout ce qui est produit a vocation à être mis sur le marché, et tout surplus mis sur le marché fera baisser les prix, entraînant le capitalisme dans une crise de surproduction qui ne peut être résolue qu'en transformant les modes de production.

Le **Produit intérieur brut** calcule le volume des échanges sous leur forme monétaire, mais prétend mesurer la production.

- **L'introduction du temps dans l'échange**

Postuler une égalité entre la valeur de la production et la quantité de monnaie pose des problèmes de temporalité. La production est mesurée sur une période donnée, souvent l'année, alors que la monnaie mise en circulation reste dans le circuit pour une autre période donnée, qui est la durée des crédits en cours. De plus, une même monnaie peut être réutilisée plusieurs fois sur une même période, ce qui définit le taux de rotation de l'argent. Or ce taux de rotation est variable d'une période à l'autre. C'est un problème similaire que de constater l'existence des stocks et de l'épargne.

Les économistes s'en tirent en prétendant que **l'argent introduit le temps** dans l'économie. Achat et vente se produisent à des moments différents. Entre les deux le capital reste immobilisé.

C'est cette introduction du temps qui est également à la source de **l'accumulation du capital**. L'économie monétarisée permettrait l'accumulation du capital, tandis que l'économie de troc ne l'autoriserait pas.

Comme le capital accumulé représente le « temps » de travail nécessaire pour le produire, les économistes confondent souvent ces deux « temps ». L'argent représente le temps de travail pour fabriquer les biens. Et il introduit le temps pendant lequel l'argent d'une vente est immobilisé avant qu'il soit réutilisé pour un achat.

Cependant, **l'argent ne crée aucunement la possibilité d'accumuler**.

a) D'autres biens stockent mieux le pouvoir d'achat

Certains biens ne s'amortissent pas même s'ils peuvent à l'occasion se dégrader : c'est le cas des terrains, des immeubles, ou encore des troupeaux de bétail, biens immobiliers ou mobiliers.
Cette absence d'amortissement permet aux prix de l'immobilier de ne pas s'effondrer lorsque l'offre est forte et la demande faible.
On peut même penser que certains titres de propriété intellectuelle ont une capacité similaire (brevets, copyrights).
C'est aussi une similitude avec l'or qui ne se dégrade pas.
Les valeurs mobilières de type actions ou la monnaie, immatérielles, se déprécient plus facilement qu'une immobilisation.

b) Le troc n'empêche pas le stock.

Puisque des biens non monétaires peuvent stocker le pouvoir d'achat, il faut donc conclure que l'économie « troc », et a fortiori les monnaies solidaires qu'on appelle un peu abusivement monnaies de troc, n'empêchent pas l'accumulation.

c) La nature de la monnaie, qu'il s'agisse de temps de travail, de tickets restaurants ou de billets de banques, **n'empêche pas le stock**. Dans tous les cas, il s'agit d'une reconnaissance de dettes, ce qu'étaient les billets de banque au début de leur histoire. Seule la règle qui limite la durée de la dette et force ainsi à la consommation empêche l'accumulation.

Donc nous devons en déduire que **l'argent n'introduit pas le temps** dans l'échange.

*

Le fait que l'intégralité de la monnaie disponible soit créée par le **crédit** crée un problème de temporalité supplémentaire. Les économistes s'en tirent là aussi en prétendant que le crédit est une anticipation de la production future !

Ce sont surtout les keynésiens qui prétendent cela, les autres écoles préférant ne rien dire. En effet, cette anticipation fait que c'est la demande qui permet de générer l'offre.

Toutefois, le volume des crédits n'est pas du tout mis en circulation dans l'optique de stimuler la demande pour une offre à venir. Ils sont mis en circulation pour les besoins immédiats et particuliers des emprunteurs.

Le montant total de la masse monétaire correspond exactement à la masse des crédits restant à rembourser. Ceci est vrai que cette masse monétaire soit utilisée pour des échanges immédiats, ou pour des échanges futurs comme le supposent les keynésiens.

*

Tous ces raisonnements faisant introduire la temporalité dans l'échange par l'argent ne sont que des contorsions intellectuelles pour sauver l'idée que la valeur trouve son origine dans la production.
Les difficultés théoriques que pose le lien supposé entre pouvoir d'achat et production s'expliquent simplement par le fait que ce lien n'existe pas. Le pouvoir d'achat correspond aux crédits en cours non encore remboursés. La production se préoccupe de fabriquer des biens.

*

Le fait d'assimiler la fonction de consommation et la fonction de production dans des concepts comme le voile sur les échanges, la valeur travail ou le Produit intérieur brut porte en germe l'**idéologie du travail**, qui lie exercice d'un travail et octroi d'un revenu. C'est ce que dit clairement Adam Smith. Lorsqu'il écrit que seul le travail humain est représenté dans les prix, il précise aussitôt que chacun reçoit donc un revenu équivalent à son mérite au travail. Ce principe s'applique évidemment essentiellement pour les pauvres.

La Monnaie

La théorie économique attribue traditionnellement certaines fonctions à la monnaie. Ce sont les fonctions d'**étalon de valeur**, de **voile sur les échanges**, de **droit de tirage sur les richesses** produites et d'**engagement à produire**.

Nous avons vu que la monnaie n'est justement pas un voile sur les échanges. Elle est produite par les banques, cependant que les biens sont vendus dans la sphère marchande.

Elle n'est pas non plus un droit de tirage sur les richesses produites, encore une fois parce qu'elle ne se crée pas dans les entreprises.
Elle n'est pas non plus un engagement à produire. C'est une supposition issue de la croyance keynésienne que le crédit anticipe la production. Cette théorie est une adaptation de l'idée que la monnaie se crée sur les chaînes des usines à l'existence embarrassante du crédit.

Pour la théorie économique classique, accumuler du capital permet l'investissement, qui permet de développer la production. Or nous avons vu que la monnaie ne fait pas mieux que les biens pour **accumuler du capital**. De plus, la création monétaire n'est pas la conséquence de l'activité de production et ne résulte donc pas d'une accumulation. Il s'agit donc plutôt d'une **thésaurisation** du pouvoir d'achat créé par le crédit bancaire.

Contrairement à ce que dit la théorie économique, cette thésaurisation **n'engendre pas la croissance** mais s'y oppose. D'un côté l'argent n'est pas nécessaire à la production. De l'autre, « accumuler » du pouvoir d'achat revient à retirer de l'argent du circuit, donc à diminuer la consommation et la croissance.

La solution à la thésaurisation est de limiter dans le temps la validité de la monnaie, ce qui pousse à une consommation rapide. C'est le cas des chèques-cadeaux ou de la monnaie expérimentale dite « fondante », qui perd de sa valeur avec le temps.

*

L'idée que la monnaie est un **étalon de valeur** suggère qu'elle possèderait une valeur « intrinsèque » que n'auraient pas les biens qu'elle achète, ce qui lui éviterait de perdre sa valeur.

La fonction d'étalon de valeur est en réalité tout à fait contradictoire avec la fonction de voile sur les échanges et on s'étonne que ces deux fonctions cohabitent dans les manuels d'économie. En tant que « voile » sur les échanges, ce sont les biens eux-mêmes qui disposeraient d'une valeur intrinsèque. C'est aussi ce qui est suggéré dans le phénomène de l'inflation automatique, qui suggère que la quantité de monnaie en circulation s'ajuste automatiquement à la valeur des biens vendus.

Au 18ème siècle, on avait perçu cette ambiguïté et il y avait débat pour savoir si l'argent était plutôt une « mesure » ou un « signe ». Ce genre de débats n'a plus cours aujourd'hui où la foi du charbonnier tient lieu de compétence aux économistes.

Autrefois la qualité d'étalon n'était portée ni par les biens ni par la monnaie, mais par un tiers objet, l'or et les autres métaux précieux, seuls caractérisés par une valeur intrinsèque selon l'opinion. L'**étalon-or** était détenu par les banques centrales en contrepartie de la monnaie qu'elles émettent.

Ce choix de l'étalon relève du totémisme le plus primitif, où c'est l'arbitraire qui décide ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. De plus, l'idée même d'étalon est irrationnelle : soit les choses ont de la valeur, soit elles n'en ont pas. Aucun étalon ne peut octroyer de la valeur à un papier gras, et aucun étalon ne peut faire perdre sa valeur d'usage au pain.

Le recours à un étalon tiers aux biens échangés et à la monnaie elle-même est une tentative de résoudre la contradiction qu'il y a à considérer la monnaie à la fois comme l'étalon et comme un voile sur les échanges. Les étalons trouvés dans la nature sont en quantité limitée, au contraire de la monnaie qui, en l'absence de règles la limitant (comme l'étalonnage), peut être créée facilement. Une quantité excessive de monnaie dépasserait la valeur des biens produits, ce qui entraînerait un phénomène d'inflation monétaire. Ce qui est tout à fait contraire à ce qu'on attend d'un étalon de valeur.

Or il y a toujours un double étalon, une double origine de la valeur et une contradiction entre le principe de l'étalon-or et la valeur travail. La quantité de monnaie émise ne peut pas représenter à la fois une quantité de métal précieux et la valeur de la production nationale. Le lien est impossible à faire. Utiliser un étalon n'est donc pas plus pertinent pour adapter la quantité de monnaie au volume des transactions que d'imprimer des billets de banques à vue de nez.

L'or, tant qu'il ne sert pas à l'industrie, n'a d'ailleurs pas plus d'utilité que le billet de banque. Sa seule « valeur intrinsèque » ne peut provenir que de sa

rareté. Or l'adage « ce qui est rare est cher » n'est qu'une théorie des prix parmi d'autres. La forte demande pour l'or est une pure convention.

D'ailleurs, même à l'époque de l'étalon-or, les dévaluations étaient fréquentes. Une monnaie n'est cependant volatile que dans la mesure où elle est cotée et fait l'objet de spéculation. Toutefois, si la valeur unitaire diminue, il est toujours possible d'augmenter le nombre d'unités.

En revanche, la rareté de l'or entraîne la pénurie de monnaie, la limitation des échanges et donc la baisse de la croissance. Longtemps, il y a eu assez d'or pour effectuer toutes les transactions souhaitées. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les Etats-Unis ont écarté ce caractère limitant en abandonnant l'étalon-or en 1971. En revanche, l'Europe dès 1975 puis la Banque centrale européenne, appliquant les politiques monétaristes, ont recréé une forme d'étalon-or fictif en restreignant volontairement l'émission de monnaie et en limitant le crédit.

Enfin les étalons favorisent ceux qui possèdent ces étalons. Cela joue toujours en défaveur des pays les moins avancés qui n'en ont pas au départ, ne peuvent donc pas créer de monnaie, et ne peuvent donc pas acheter de l'étalon. Pour se développer, un pays pauvre est obligé d'exporter pour obtenir de la monnaie des pays riches. C'est peut-être ce qui finira par perdre les Etats-Unis, qui, en renforçant leur pouvoir d'achat et leurs importations en déconnectant le dollar de l'or, ont paradoxalement permis l'émancipation monétaire tardive de pays plus pauvres. En effet, on annonce de nouvelles monnaies régionales en Asie et dans le Golfe persique.

*

Certains congressistes américains et certains économistes adeptes de Liszt et Keynes accusent la Réserve fédérale d'avoir appauvri l'Amérique en dévaluant le pouvoir d'achat du dollar. Ils s'attaquent au pouvoir des banques en leur imputant comme crimes l'abandon de l'étalon-or, la création de monnaie en quantité illimitée et une supposée inflation monétaire. S'il y a effectivement des griefs très sérieux à faire à l'institution bancaire comme nous le verrons, la création monétaire excessive n'en fait pas partie.

Tout d'abord, pour les raisons déjà évoquées, l'inflation monétaire automatique n'existe pas. Il est d'ailleurs stupéfiant de constater que les économistes américains en cours et qui remportent des prix Nobel sont des défenseurs acharnés de la limitation de la masse monétaire, cependant que les institutions monétaires américaines prennent le pli inverse.

D'ailleurs leurs détracteurs oublient souvent que le pouvoir d'achat d'une monnaie ne se limite pas à la valeur de l'unité monétaire, mais comporte aussi la quantité d'unités émises.
Penser que cette monnaie ne « vaut rien » est un déni de réalité, puisque cette monnaie qui ne vaut rien permet d'acheter comme n'importe quelle monnaie.

Avec la dématérialisation de la monnaie et l'abandon de l'étalon-or en 1971, le dollar a remplacé l'or comme totem. L'avantage pour les Etats-Unis est qu'ils étaient le seul pays à produire le totem et qu'ils n'étaient plus limités dans leur fabrication de monnaie. La croyance en la valeur intrinsèque de l'or a été remplacée par la croyance dans la « valeur » de l'économie américaine pour soutenir le cours du dollar.

Il n'y a aucune raison qu'une quantité accrue de monnaie créée pour rembourser ses créanciers entraîne son affaiblissement continu. Les créanciers des USA n'ont aucun intérêt à ce que le dollar baisse, vu qu'ils en ont beaucoup. Les Etats-Unis non plus n'ont aucun intérêt à ce que le dollar baisse, puisque c'est avec ça qu'ils achètent des produits d'importation. Si le dollar baissait, ce ne serait que la conséquence d'une croyance : que la valeur d'une monnaie doit dépendre peu ou prou de **la « force de l'économie »** du pays considéré, soit la « valeur » de sa production intérieure. Or le PIB des Etats-Unis est tout aussi arbitraire que la valeur relative du dollar. Il s'agit là de conventions.

*

L'étalon non monétaire limite donc le pouvoir d'achat. Il rend les pays pauvres dépendants de la monnaie des pays riches et gèle les hiérarchies économiques.

La monnaie elle-même n'est pas non plus un étalon de valeur, n'a pas plus une valeur liée à la valeur d'un étalon, ni une valeur liée de manière mécanique à la production d'un pays donné.
La valeur d'une monnaie est toujours arbitraire et n'a que la valeur qu'on veut bien lui accorder.

Ce sont les biens qui sont le mieux fondés à avoir une valeur « intrinsèque » puisqu'ils ont une valeur d'usage. Et pourtant, cette valeur propre aux biens, comme le PIB, est encore une fiction, une pure convention.

Et les conventions ne tombent que parce que le changement est dans l'air du temps. La prophétie auto réalisatrice est une règle générale de la finance et de l'économie : les choses n'arrivent que parce qu'un nombre suffisant de personnes se mettent à croire qu'elles vont arriver.

*

Il existe cependant de véritables fonctions propres à la monnaie, largement ignorées. La monnaie, avec un étalon ou non, peut être limitée plus que ne le sont les biens qu'elle échange. Ceci permet de créer une **pénurie artificielle**. C'est une fonction essentielle dans un monde où les biens sont devenus abondants, car la pénurie est essentielle pour que le profit soit possible.

Ceci n'est pas contradictoire avec le fait que la masse monétaire dépasse de loin la somme des transactions. Mais cette masse monétaire est distribuée très inéquitablement et se retrouve immobilisée en Bourse, dans les comptes des entreprises et l'épargne des particuliers les plus riches.

Cette distribution inéquitable du pouvoir d'achat est également ce qui permet de maintenir un **gradient de richesses** dans un monde d'abondance.

Définition économique de la richesse et de la valeur

L'origine de la richesse et ce qu'on définit comme étant la richesse varient selon les théories. La richesse peut signifier les biens matériels, la qualité de vie ou encore le pouvoir d'achat. L'économie ne retient pas cette ambiguïté : d'une part elle ignore totalement le bonheur ou la qualité de vue ; d'autre part elle assimile dès le départ les biens et la monnaie qui permet de les acheter.

Adam Smith a introduit la notion de valeur travail : les prix ne sont déterminés que par la quantité de travail fournie pour les produire.

David Ricardo a ensuite distingué entre valeur et richesse. La valeur d'un bien était toujours déterminée par la quantité de travail. La richesse représentée par un bien était en revanche une qualité qui lui était propre. Aussi les gains de productivité permettent d'augmenter les richesses produites, cependant que leur valeur, qui se retrouve dans le prix, diminue.

Ricardo tient compte de la nécessité de produire les machines qui interviennent dans le processus de production et les appelle capital fixe. Il considère que le capital fixe est produit comme tout bien par un travail, et ajoute la valeur de ce capital fixe dans le prix des biens qu'il permet de produire. Ricardo tient également compte de l'amortissement de ces machines, et de la qualité du travail fourni qui vient pondérer le temps de travail dans la fixation de la valeur. La valeur des machines, leur amortissement, la qualité du travail permettent d'expliquer les écarts de prix qu'on trouve sur le marché pour des biens similaires.

Ricardo considérait également que la richesse représentée par les biens était équivalente à la richesse présente dans la nature. Une chaise n'est pas autre chose que le bois coupé pour la fabriquer. Or ces richesses issues de la terre sont fixes pour Ricardo. Aucune technique agricole ou industrielle ne permet de tirer de la terre plus que ces ressources fixes. Cette vision de la richesse est donc à la fois patrimoniale et fixiste. A l'opposé, le Produit intérieur brut contient une notion dynamique et s'attache à l'accroissement marginal de la richesse.

Ricardo pense que ce patrimoine est insuffisant par rapport au nombre de consommateurs. L'économie humaine est marquée par la pénurie et rien ne peut y remédier. Aussi il proscrit toute augmentation de la population, celle-ci diminuant d'autant la part de chacun. Thomas Malthus défendra des principes similaires.

Toutefois on ne doit pas confondre ces conceptions ricardiennes avec certaines des théories actuelles de la décroissance. Ces théories de la décroissance considèrent comme Ricardo qu'il existe un risque de pénurie. Mais chez Ricardo la pénurie est de tout temps. Pour les décroissants, la pénurie annoncée est différée dans le temps et l'homme en est responsable. Assimiler ces « décroissants » à des disciples de Malthus est donc un anachronisme.

Les rapports du club de Rome dans les années 1970 annonçaient le retour de la pénurie. La doctrine des rapports -qui est encore celle d'un Henry Kissinger, qui fut et reste influent au club de Rome en 2008 - est de limiter la population mondiale plutôt que de limiter la consommation. Cette vision est probablement plus proche, quoi qu'également anachronique, des idées de Malthus.

Karl Marx s'est surtout attaché à la notion de valeur. Comme ses prédécesseurs, il est un disciple de la valeur travail.

Avant l'industrie, les seuls biens physiques existants sont les biens agricoles. On a vu que ces biens seraient en quantité insuffisante pour nourrir un pays. Elle est donc également insuffisante pour couvrir son développement. Marx considère donc que le colonialisme et la guerre sont nécessaires pour obtenir les richesses qui permettront l'essor industriel.

Cette idée suit la conception ricardienne de la richesse, et en même temps la trahit. En effet Marx a un problème pour démontrer l'accumulation du capital : il ne dispose pas du capital de départ (valeur). L'industrialisation nécessite également des matières premières importées (richesses). Pour faire d'une pierre deux coups, il monétise ces matières premières et leur octroie une valeur. Ricardo lui ne confond pas les notions de richesse et de valeur.

Or on ne peut pas affirmer à la fois que les matières premières ont une valeur qui leur est propre et que la valeur est entièrement issue du travail humain. Ce qui est payé pour une matière première est entièrement distribué en profits et salaires, comme tous les prix et fractions de prix. Des économistes alternatifs disent à cet égard que « la nature ne se fait pas payer ».

La réalité est tout aussi dure avec la théorie marxiste que ses problèmes de cohérence interne. Beaucoup de pays ont démontré qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un empire colonial et commercial pour se développer. Tout d'abord, la terre n'est pas pauvre au point que la pénurie alimentaire soit endémique, les techniques agricoles modernes l'ont prouvé. Et il n'est pas besoin d'un capital de départ pris ici ou ailleurs dans la nature pour lancer l'industrialisation.

Les **néo-classiques** ont eux une conception utilitariste de la valeur : c'est l'utilité marginale d'un bien qui détermine les prix, et non plus son contenu en travail humain. Tirant toutes les conséquences du retour de la richesse dans la valeur chez Marx, ils rendent fongibles ces deux notions. La richesse n'est plus non plus un patrimoine fixe et lié à la nature, mais un patrimoine dynamique et lié à l'activité humaine. Elle s'accroît de la valeur des biens produits. La transformation des germes en blé n'est plus un simple changement d'état d'une richesse fixe mais traduit un accroissement de la richesse, la farine ayant plus de valeur que le blé en herbe, et le blé en herbe plus de valeur que les semis. Le patrimoine est à la fois naturel et artificiel – industriel, culturel, immobilier, etc.

John Maynard Keynes concrétisera ce passage d'une vision patrimoniale et fixe de la richesse à une attention portée sur son accroissement marginal dynamique. C'est le Produit intérieur brut, qui détermine depuis 1945 la richesse des nations. La richesse est assimilée à sa seule dérivée, le PIB, quand il ne s'agit pas de sa dérivée seconde : la croissance.

Le PIB considère le patrimoine comme acquis définitivement et seule une petite partie de celui-ci est utilisé dans un cadre économique : les terres arables essentiellement ; de ce fait il néglige la destruction de ce patrimoine du fait du vieillissement, de l'obsolescence ou du cadre environnemental.

Les insuffisances du Produit intérieur brut

Le PIB est la somme des valeurs ajoutées produites dans le pays pendant un an, par les entreprises et les administrations. Cette valeur ajoutée se partage en profits commerciaux et salaires. Il s'impose comme norme de comptabilité nationale en 1945, lors des accords de Bretton Woods, sous l'impulsion de John Maynard Keynes.

Les insuffisances du PIB comme indicateur unique de la richesse des nations créent un clivage entre fétichisme politique du PIB et de la croissance et une littérature économique qui en a depuis longtemps pointé les limites.

Le PIB n'a pas la prétention de mesurer la richesse, mais son accroissement.

La vraie richesse est un patrimoine difficile à évaluer. Pour faire simple, il n'est pas évalué. L'INSEE ne produit pas de comptes de patrimoine.

Lorsque qu'on parle de la « croissance », on parle de la croissance du PIB, c'est-à-dire de la croissance de la croissance, et on fait abstraction des pertes dans le patrimoine – amortissements ou destructions. Lorsqu'on parle de la hausse de la croissance on parle de la croissance de la croissance de la croissance. Lorsque les marchés sanctionnent une entreprise parce que sa progression de croissance s'est ralentie, on peut avoir l'impression à lire la presse économique que son chiffre d'affaires a baissé, alors qu'il grandit, qu'il grandit même de plus en plus vite, mais moins vite que prévu.

Comparer des niveaux de croissance dans deux pays n'a pas de sens, si on ne vérifie pas que les PIB sont similaires, voire que le patrimoine est équivalent.

Notons au passage que parler de partage de la valeur ajoutée donne l'impression qu'il n'est pas question de revenir sur le partage de toutes les valeurs ajoutées qui l'ont précédé et qui forment le patrimoine. On peut en déduire qu'une fois une richesse acquise, elle ne peut plus être perdue.

Mais le patrimoine se redistribue aussi, que ce soit par l'héritage divisé, les impôts sur celui-ci, les fluctuations de la Bourse. Il peut même disparaître, par la perte de la valeur du bien (amortissement, obsolescence, destruction).

Tout ce qui augmente le PIB n'est pas une richesse.

Ce qui augmente le PIB peut contribuer paradoxalement à faire diminuer le patrimoine. Par exemple, une voiture qui tourne à l'arrêt dans un embouteillage augmente le PIB par sa consommation, mais n'apporte aucune richesse identifiable comme telle. Au contraire, elle contribue durablement à polluer l'environnement.

Les coûts des accidents de la route contribuent à la croissance du PIB ; mais les revenus du conducteur ou du passager mort sont perdus pour la collectivité. Nettoyer les plages polluées bénévolement fait baisser le PIB par rapport à une activité rémunérée.

Le progrès vient d'ailleurs très souvent de la gratuité, d'actions qui ne sont pas valorisées dans le PIB. La prévention antitabac réalisée en consultation médicale n'est par exemple comptabilisée alors que les soins anticancéreux le sont.

Il y a d'autres flous à la limite. Les **revenus d'activité** versés par le secteur public sont inclus dans le PIB comme des productions, mais le discours politique les assimile à des dépenses. **Une heure de cours privé est considérée comme une production, mais une heure de cours de l'éducation nationale est assimilée à une dépense.**

La **frontière entre la rente et le profit** est également imprécise. Les loyers immobiliers comme les assurances sociales en espèces sont considérés comme des rentes et exclus du PIB. Les profits réalisés en Bourse sont eux inclus.

Une vente hors taxe d'un grossiste à un détaillant n'est pas comptabilisée, alors que la vente du détaillant au client l'est, permettant ainsi d'englober les revenus du détaillant, du grossiste et du fabricant. Ainsi **la valeur du produit dépend du nombre d'intermédiaires de vente**. Si le client revend encore une fois le produit, celui-ci est même compté une seconde fois.

Abstraction faite de l'inflation, **le PIB est un indicateur purement quantitatif.** Ce sont les volumes qui définissent la « richesse ». La qualité des produits, la qualité de vie ne comptent pas. De plus, une définition strictement quantitative de la richesse est d'autant moins pertinente que l'on vit dans une société qui ne connaît plus la pénurie.

Les pays riches comptent les biens et services produits pour un usage intérieur, mais **beaucoup de pays pauvres ne voient pas leur marché intérieur comptabilisé** car il n'existe pas de source statistique à son sujet. Le seul PIB qui leur est reconnu est un PIB à l'exportation. Ainsi un pays autosuffisant peu

exportateur est considéré comme très pauvre, alors qu'un pays fortement exportateur d'un petit nombre de produits (parfois un seul), ne couvrant pas les besoins de sa population, sera considéré comme dynamique. Les profits du secteur exportateur cachent ainsi la ruine des autres secteurs, non comptabilisés. Jusqu'au jour où l'industrie exportatrice s'arrête à son tour, faute de pouvoir rembourser ses emprunts. On parle à cet effet de « croissance appauvrissante ».

La combinaison de la structure nationale des prix et salaires et du taux de change des monnaies est parfois appelé **taux de change réel**. Appliqué pour corriger le PIB, il permet de réduire considérablement les inégalités supposées entre pays.

Les **services** représentent plus de 80 % des emplois dans les pays dits « industrialisés ». Ils sont souvent délivrés localement, sans marché international pour fixer les prix. Les honoraires des avocats américains sont très élevés grâce à un taux de change réel et une convention sociale qui admet ces honoraires élevés. Mais ces avocats ne créent pas de « richesse » équivalente. Si les Etats-Unis ont beaucoup d'avocats et de policiers, c'est d'ailleurs parce qu'ils ont une forte criminalité, ce qui entraîne un effet favorable sur le PIB !

De plus, même les biens qui s'échangent entre pays n'ont pas un prix « international » unique, mais un prix national, qui dépend de conventions nationales. Pour un même bien, les prix de l'Afrique ne sont pas ceux de New York. Avec un même revenu, on peut s'acheter beaucoup plus de biens en Afrique qu'aux Etats-Unis.

Enfin, choisir le PIB comme indice économique plutôt que la somme des produits disponibles dans le pays (produits destinés au marché interne et importations) montre qu'on considère comme richesse ce qui est produit et non les conditions matérielles réelles.

Notons aussi que ce qui est produit en France ne donne pas nécessairement lieu à un revenu distribué à des français ou qui sera consommé en France.

Le PIB est le taux de change réel.

En imposant le PIB comme outil de comptabilité nationale, Keynes consacre la vision classique de la valeur. Le PIB tend donc à mettre en avant ce qui a été produit (les flux entrants) en négligeant le patrimoine (les stocks) et les destructions patrimoniales (les flux sortants). Il suggère toujours que la monnaie est créée en même temps que les biens matériels dans les circuits de production, qu'il s'agit d'un « voile sur les échanges », et que la fonction de consommation est la conséquence de la fonction de production.

Par rapport à la théorie marxiste de la valeur travail, le PIB a le mérite de considérer les services comme créateurs de valeur. Toutefois, il continue à ne considérer comme créatrices de valeur que les activités qui dégagent un revenu, salaire ou profit.

Il ajoute toutefois de nouvelles confusions. Comme il s'agit d'une norme internationale, le PIB doit permettre des comparaisons en lieu et en temps. Or ces comparaisons ne sont pas pertinentes.

Il n'est pas capable de refléter correctement la qualité de vie, pas plus qu'il ne précise bien le pouvoir d'achat puisqu'il ne tient pas compte des rapports entre prix et salaires. Il approche à peu près correctement le revenu des français mais si les salaires sont toujours distribués en France, certains profits peuvent échoir à des actionnaires étrangers.

Or le fait que le PIB ignore le patrimoine, le gratuit, la qualité de vie, compte toutes les transactions ayant des impacts négatifs sur la qualité de vie et le patrimoine n'est pas marginal.

Il n'est pas possible d'établir de corrélation entre les indicateurs de développement humain (IDH) comme l'espérance de vie, l'équipement des ménages, la scolarisation des femmes, et le PIB. La conclusion logique serait de dire que le PIB ne représente rien de réel. Au lieu de cela, on fait curieusement cohabiter le PIB et les IDH en disant que le PIB est capable d'évaluer la part financière du développement et les IDH sa part humaine.

Plus encore, le PIB est un indicateur monétaire, qui agrège des fractions de prix. Or ces prix sont incapables d'établir une valeur « objective » des biens produits. Il mesure le volume monétaire des transactions, c'est-à-dire la production VENDUE, et non directement la production.

La valeur ajoutée est calculée à partir des comptes de classe 7, dits de « produits » mais il s'agit de production « vendue ». Dans cette expression, c'est le terme « vendue » qui compte : les comptes de classe 7 retracent les ventes, pas la production. C'est-à-dire que ce qu'on appelle « production intérieure » est en faite la « production intérieure vendue ». La comptabilité connaît les stocks que la théorie économique ignore.

In fine, c'est le revenu que le PIB mesure, c'est-à-dire le taux de change réel, et en aucune manière une quelconque production.

Le mode de formation des prix

Si keynésiens et néolibéraux partagent des croyances communes et erronées du rôle de l'argent, de l'inflation, de ce que représente le PIB, deux sujets les séparent : la représentation de la sphère financière et le mode de formation des prix.

Une des questions fondamentales de l'économie est "Comment se forment les prix ?". Elle fonde une discipline, la micro-économie.

Toutes les théories à ce sujet partent du postulat : le prix est la valeur d'un bien. On a supposé que c'était l'utilité qui fondait la valeur. Mais les pierres précieuses ont moins d'utilité que l'eau. On a proposé la rareté, mais la difficulté à trouver des Trabant en état de marche à assez peu fait monter leur cote à l'argus.

Pour finir, on a mixé l'utilité et la rareté, assimilé l'utilité à la demande et la rareté à l'offre et créé la théorie de l'offre et de la demande, qui se rencontrent à un prix d'équilibre. La théorie de l'offre et de la demande fonctionne parfois pour expliquer un prix, parfois pas.

Pour expliquer ces échecs de la théorie, on a suggéré que la loi de l'offre et de la demande ne fonctionne que dans une situation de marché idéale, où la concurrence est « pure et parfaite ». Dans une situation de concurrence pure et parfaite, aucun offreur n'a d'avantage contingent par rapport à un autre (par exemple sa boutique est plus proche de chez vous), seuls la qualité du produit et le prix proposé jouent. De même, il n'existe aucune distorsion d'information pour le demandeur, qui peut décider en parfaite connaissance du produit et des produits concurrents.

Lorsque la condition de concurrence pure et parfaite n'est pas réalisée - c'est-à-dire quasiment toujours - le modèle de l'offre et de la demande doit être modifié pour en tenir compte. Ainsi, dans la plupart des segments de marché, il existe un ou plusieurs modèles spécifiques au segment. Malgré cela, beaucoup de ces modèles restent insatisfaisants.

Il faut également ajouter que l'offre et la demande se déterminent de manière différente selon les économistes.

Pour Jean-Baptiste Say, précurseur du néo-libéralisme, la demande n'est pas limitante. La loi de Say dit que toute offre supplémentaire sur le marché génère automatiquement sa propre demande. On voit donc qu'évoquer la loi de l'offre et de la demande en même temps que la loi de Say n'a aucun sens, puisque l'un

des deux facteurs est nié. Pourtant les discours économiques balancent en permanence entre l'économie de l'offre (Say) et l'économie de la demande (Keynes), voire associent allègrement l'économie de l'offre avec la loi de l'offre et de la demande.

Les politiques menées relèvent très largement de l'économie de l'offre. On soutient l'offre par le biais d'allègements de charges et de subventions. La redistribution est conçue comme une politique sociale, sans qu'elle soit envisagée comme un moteur de la consommation.

Un exemple de cette économie de l'offre serait la journée dépendance créée par Jean-Pierre Raffarin pour financer la caisse nationale dépendance. Elle suppose qu'une journée de travail supplémentaire va permettre de créer automatiquement plus de chiffre d'affaires et de profits, dont les employeurs reverseraient une partie. En réalité, une journée supplémentaire n'a pas d'influence sur les salaires annuels, et donc la demande annuelle ne peut être modifiée qu'à la marge. Celle-ci s'étalera simplement sur plus de jours ouvrés. Tout le monde y perd : les patrons qui cotisent sans croissance de leur chiffre d'affaires, les salariés qui travaillent plus sans progression de salaire.

Le poncif de l'économie de l'offre est : « il faut créer les richesses avant de les répartir » et sert en général à critiquer les principes de redistribution. C'est doublement un faux débat. D'abord parce que ce sont les économistes de la demande qui ont raison : sans débouchés, il n'y a pas de prix et la « richesse » matérielle ne peut être convertie en argent. Ensuite parce que les économistes de la demande ont aussi tort : la vente, pas plus que la production de biens, ne permet de créer de la monnaie qu'il serait possible de redistribuer.

*

La théorie marxiste tire les conséquences logiques du concept de valeur travail d'Adam Smith et postule que la quantité de travail fournie pour produire un bien détermine son prix. (Devant les difficultés de la **théorie de la valeur travail** à faire ses preuves, certains marxistes le nient d'ailleurs et prétendent que Marx ne parle pas du prix, mais d'une valeur intrinsèque aux biens que le prix ne reflète pas !).

La théorie de la valeur travail pose de nombreux problèmes : elle est notamment incompatible avec toutes les autres théories de formation des prix, qu'il s'agisse de l'offre et de la demande, de l'utilité ou de la rareté.

La dernière théorie sur la formation des prix est celle de Debreu dans les années 1970 : les évolutions des prix sont totalement imprévisibles à moyen terme. Cette théorie n'est pas compatible non plus avec la théorie de la valeur travail. Un prix ne peut pas dépendre d'une quantité de travail ET être totalement arbitraire.

Les économistes qui acceptent la conclusion de Debreu n'ont cependant pas rompu avec le PIB et agrègent dans le PIB censé refléter la production d'un pays des prix qui ne la reflètent pas. Ils ne critiquent pas non plus la théorie de la valeur travail. La raison triviale étant qu'ils sont souvent de gauche, que le PIB est une création de Keynes et la valeur travail un élément essentiel de la pensée de Marx.

La théorie de la valeur travail chez Marx

Pour le patronat, ce sont les entreprises, entité incarnée par l'entrepreneur, qui produisent les richesses. Pour les économistes classiques et les marxistes, c'est le travail humain, et donc les travailleurs qui produisent ces richesses. Ceux-ci se voient soutirer la plus-value par le patron ou les actionnaires. L'entrepreneur comme les ouvriers ont une responsabilité dans la bonne marche de l'entreprise, attribuer à l'un ou à l'autre les mérites de ses résultats est sans fondement solide. Les deux postulats du patronat et des marxistes sont donc idéologiques.

Cette dimension idéologique a entraîné des positions morales différentes chez Marx et chez les autres classiques. Marx, quoi qu'il se défende de tout moralisme, considère que puisque le travailleur crée la valeur, il doit en bénéficier. Les autres classiques retiennent de la valeur travail ce qui les arrange (on touche un revenu à proportion de ce qu'on a mérité par son travail), tout en taisant ce qui les gêne (la richesse est créée par les ouvriers).

La production chez Marx effectue un cycle. L'entreprise réalise des profits. Pour maximiser ses profits, elle augmente son volume de production dans la mesure du possible. Pour ce faire, elle demande à ses travailleurs de travailler plus tout en maintenant les salaires au minimum, c'est-à-dire qu'elle augmente leur productivité. Comme les prix baissent sous l'effet de la concurrence de toutes ces entreprises qui produisent plus, le patron doit pour maintenir son profit baisser les salaires. Or cette baisse des salaires comprime à nouveau la demande. Les stocks s'accumulent ; c'est la crise de surproduction, qui ne peut être résolue que par un changement du mode de production, qui permettra à nouveau d'augmenter la productivité des travailleurs et de baisser les prix.

Il existe une contradiction dans le fait que les prix dépendent à la fois de la demande, identifiée aux salaires, et de la quantité de travail fournie.

Premièrement parce que le salaire (la demande) n'est pas toute la valeur travail. L'autre partie de la valeur travail est constituée par les profits. Et contrairement à ce que suppose Marx, les profits ne viennent pas seulement gonfler le capital. Une partie est versée à l'entrepreneur ou aux actionnaires, et cette partie alimente aussi la demande.

Deuxièmement, si la valeur d'un bien est équivalente à la quantité de travail pour le produire, cette valeur est fixe et entraîne un prix également fixe. Il y a incompatibilité théorique entre une valeur de production fixe et des prix qui baissent du fait de la demande.

Troisièmement, l'existence de stocks d'invendus est prise en compte dans une partie de la théorie marxiste (la surproduction), et ignorée dans l'autre (la valeur travail implique que tout ce qui est produit est vendu). Notons que l'inexistence des stocks est également un pilier de la pensée monétariste dominante. C'est peut-être même parce la théorie économique considère les stocks d'invendus comme impossibles que la surproduction constatée a été désignée comme « crise » par Marx.

Or il existe des stocks d'invendus comme on peut aussi le constater tous les jours. Et ceux-ci ne conduisent à des crises que si on considère qu'il est obligatoire de les vendre.

Par ailleurs, Marx suppose que tout ce qui est produit devrait être vendu si la baisse de salaires n'empêchait pas cela. Or la demande telle qu'elle existe n'a rien à voir avec la demande chez Marx. D'abord parce que les salaires ne sont pas maintenus au minimum comme il le suggère. Comment Marx arrive-t-il d'ailleurs à concilier des salaires maintenus à un minimum permettant le renouvellement de la force de travail et le fait que ces salaires alimentent la demande des nouveaux biens produits par l'industrie ? Ensuite parce que la demande existante a trait aux désirs individuels. On n'achète pas tout ce qui est disponible parce qu'on n'a pas le désir de tout acheter.

Les prix varient évidemment avec cette demande comme on peut également le constater tous les jours. Pour que cela soit compatible avec la théorie de la valeur travail, il faudrait que la demande d'un bien soit corrélée au temps passé pour le produire. Chose étonnante : ces deux théories semblent plus ou moins utilisées dans le concept de PIB, qui prétend refléter à la fois la valeur « objective » de la production d'un pays et le revenu disponible de ce pays pour consommer.

La « contradiction » propre au capitalisme que relève Karl Marx n'existe donc pas. La demande n'est pas spontanément comprimée. Les stocks d'invendus ne sont pas une difficulté du capitalisme. La valeur incluse dans le prix n'a tout simplement pas pour origine le travail humain.

*

Karl Marx a été plus loin et a énoncé certains éléments qui contribueraient à accélérer la baisse tendancielle du taux de profit.

Le **progrès technique** est selon lui défavorable au profit. Marx ne croit pas en l'existence d'une productivité propre aux machines car toute la valeur est produite par les travailleurs. L'utilisation des machines peut certes accroître les

profits en accroissant les volumes, mais elle les fait baisser en réduisant la valeur du produit vendu, qui contient moins de travail humain. Comme par ailleurs, elle conduit à licencier du personnel, elle a un effet également négatif sur la demande. En somme, l'utilisation des machines renforce la contradiction fondamentale : à mesure que le progrès et la productivité de l'entreprise se développent, les biens produits ont de moins en moins de valeur.

Dans la réalité, la mécanisation peut permettre de baisser les coûts de production et donc de baisser ses prix. Mais cette baisse de prix n'a rien de systématique ou d'obligatoire comme le suggère Marx. Si le machinisme faisait baisser les profits et que ceux-ci augmentaient à proportion du travail humain, jamais les entreprises n'auraient licencié personne et jamais elles ne se seraient équipées en machines.

La seule évaluation de la valeur à la quantité de travail suffit à considérer la mécanisation comme conduisant à la déflation. Mais Marx propose aussi un autre raisonnement : c'est la baisse de prix qui est à l'origine de la mécanisation. Dans un contexte de concurrence, l'entrepreneur doit baisser ses prix pour vendre. Or, comme les salaires sont déjà au minimum, il doit recourir à la mécanisation pour réduire les coûts salariaux. Il n'est pas aisé de déterminer à lire Marx auquel des deux phénomènes il souscrit.

David Millet nous propose dans son ouvrage « Pensées et éclaircissement concernant la politique et l'économie politique » une jolie démonstration mathématique pour démontrer que le machinisme crée bien de la valeur, au même titre que le travail humain :

Pour Marx, la valeur d'une machine correspond à la valeur du travail humain qui a servi à sa fabrication. Par ailleurs, la machine en fonctionnement économise un certain nombre d'heures de travail jusqu'à son usure complète. Millet note x le nombre d'heures de travail nécessaire à la fabrication d'une machine, et y le nombre d'heures de travail humain utilisées. Comme le machinisme n'a aucune conséquence sur la productivité pour Marx - la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi n'en économise, ce qui en ferait du « capital constant » – il s'ensuit que x=y.

Millet écrit : « Selon cette conception, si une machine a nécessité 100 heures de travail humain pour être fabriquée par exemple, elle sera nécessairement détruite par son usure au moment même où elle aura développé un travail équivalent à 100 heures de travail humain.
Il suffit donc de confronter la théorie à l'expérience pour mesurer la validité de la théorie de Marx. Supposons que nous souhaitions imprimer un live, pour la commodité de l'exemple, et que pour cela nous eussions recours à une petite

machine, telle que celles que l'on utilise dans l'imprimerie, capable de faire la photoimpression des pages. Grâce aux progrès de la technique, ce genre de machine ne nécessite pas d'entretien, hormis le changement du compartiment qui contient l'encre nécessaire à l'impression des documents. J'ai relevé pour une telle machine les caractéristiques suivantes :

- coût de la machine : 192 195,40 F (NB : la démonstration est en francs)
- consommation électrique maximale :2,7 kW/h
- coût du papier : 30 F/1000 pages
- vitesse d'impression : 72 pages/minute
- coût du toner : 840 F à changer toutes les 33 000 pages imprimées.

J'ai pu constater qu'au bout de plusieurs années de fonctionnement, la machine, toujours en parfait état de marche, avait servi à l'impression de 3 800 000 pages, nécessitant 115 changements de toner, soit 96 727 F de frais de maintenance, auxquels se sont ajoutés la consommation électrique de 2 375 kW/h, soit, à raison de 0,60 F/kWh, une consommation facturée 1 425 F, et 114 000 F de papier. L'impression des 3 800 000 pages a donc coûté au total 404 347,40 F, alors même qu'à ce stade, la machine était loin d'avoir atteint la fin de sa vie.

En supposant maintenant que l'on ait voulu fabriquer ces 3 800 000 pages sans l'aide d'une machine et uniquement grâce au secours de la main d'œuvre humaine, c'est-à-dire en utilisant des copistes, le compte serait le suivant :

- prix minimum de la main d'œuvre : 40 F/heure
- vitesse de travail : maximum 3 pages/heure
- prix de l'encre : 1 F/100 pages soit 38 000 F au total
- coût du papier : 30 F/100 pages

Le coût total pour la réalisation des 3 800 000 pages par des copistes, après 1 266 666 heures de travail, ou 144,5 ans de travail ininterrompu d'un seul copiste, c'est-à-dire 50 666 640 F de main d'œuvre, serait de 50 818 640 F au total.

L'expérience, donc, infirme la théorie, car le coût d'impression des 3 800 000 pages est non pas égal, mais 125,68 fois supérieur si l'on a recours à la main d'œuvre humaine, en comparaison de ce qu'il en coûterait si l'on utilisait une machine.

En d'autres termes, étant donné que le coût de travail humain nécessaire à la réalisation des 3 800 000 pages dépasse de très loin la valeur de la machine, jusqu'à présent, la machine a permis d'économiser 125,68 fois plus de travail

humain que sa valeur n'en représente, tandis qu'elle n'est toujours pas parvenue à la fin de sa vie. »

Il est d'ailleurs illogique de considérer d'un côté que l'utilisation des machines renforce la baisse tendancielle du taux de profit, et de l'autre qu'elle conduit à transformer les rapports de production résolvant temporairement les crises de surproduction.

*

Marx s'intéresse également au rapport profit sur capital, appelé **taux de profit** plutôt qu'au profit tout court. Cela conduit à grandement exagérer la baisse tendancielle des profits. En effet si le bénéfice tend à diminuer, le capital augmente sans cesse, ce qui fait que le rapport baisse plus vite que le profit lui-même. Ceci est vaguement lié à la croyance en l'inflation monétaire.

En économie, on préfère souvent parler de taux comme si la quantité de capital (pour le taux de profit) ou le patrimoine économique (pour le taux de croissance) n'avait pas d'importance. Or bien entendu un taux de croissance de 9% au Mozambique est bien plus facile à atteindre du fait du faible PIB initial que dans un pays comme la France. On en a vu certains écrire malgré tout sur le miracle mozambicain cette année-là !

*

Une troisième « contradiction », dont nous allons reparler, est la baisse des débouchés suite à la diffusion des produits dans la société. Ce type de surproduction n'a pas les caractéristiques d'une crise de la demande et pourrait être appelée **surproduction permanente**. Elle ne peut pas être résolue par un changement des modes de production. En revanche, le progrès technique permet de la surmonter par la création de nouveaux produits disponibles à la vente. On voit que, loin de contribuer à la baisse tendancielle des profits, le progrès permet de garantir des débouchés au capitalisme.

*

Devant toutes les difficultés de la théorie de la valeur travail à expliquer les prix, un économiste marxiste tel que Jean-Marie Harribey affirme que la valeur travail est la valeur substantielle de la marchandise alors que la valeur d'échange est une « valeur phénoménale ». Ceci complique grandement la possibilité de faire comprendre Marx en dehors des cercles d'économie marxiste, car il faut comprendre que les calculs de Marx ne concernent jamais les prix et autres

agrégats monétaires couramment utilisés, mais une valeur intrinsèque cachée voire ésotérique que le prix ne reflète pas.

Le prix qui existe est faux. Le prix qui n'existe pas est la vérité.

Il semblerait pourtant que le Marx des Grundrisse ait commencé à renoncer implicitement à la valeur travail en écrivant que « la distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume de travail fourni. »

On passe d'une loi de l'économie à un choix de société. Dans Le Capital, Marx ne formule pas de souhait, mais un constat qui ne souffre pas la discussion : le revenu est équivalent au volume de travail fourni. Il a donc évolué sur ce point.

Harribey fait pourtant partie avec André Gorz des marxistes critiques qui remettent en question le rapport des sociétés au travail et même au productivisme.

Dans « Désaliéner le travail pour économiser les ressources », texte écrit pour la revue Entropia, Jean-Marie Harribey écrit « La critique radicale de la marchandise et de son fétichisme, par laquelle Marx ouvre Le Capital, contient, en germe, la critique anti productiviste qui naîtra véritablement un siècle plus tard. »

Il extrait donc le « fétichisme de la marchandise » du Capital. Reconnaissons que cette dimension existe chez Marx. Mais faire de lui un précurseur de la décroissance ou utiliser le mot « communisme » pour y inclure une forme de contestation du capitalisme comme l'anti productivisme est aller vite en besogne.

Harribey et Gorz partagent une analyse des liens entre travail, richesse et valeur qui les égalisent tous trois, analyse typiquement classique et marxiste portant en germe le productivisme.

Harribey note en particulier que la socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur appropriation privée. Mais cela n'infirmerait pas, contrairement à ce que certains théoriciens de la « nouvelle économie » pensent, la théorie de la valeur de Marx, bien au contraire : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Au point qu'on entrevoit la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement, parce qu'ils ne valent rien ou presque.

Pour répondre à Harribey, on ne voit pas de contradiction entre la socialisation de la production et son appropriation privée. Les salariés de l'Etat achètent des biens pour leur propre consommation comme tout le monde.

En revanche, il existe comme on l'a vu d'excellents arguments pour infirmer la théorie de la valeur chez Marx.

D'ailleurs le logiciel (si Harribey parle bien de son contenu immatériel et pas de son support) est un très mauvais exemple de gains de productivité : le développement est long et coûteux en temps de travail humain.

Harribey comme Marx pense que les ressources naturelles sont des richesses, mais que seul le travail produit une survaleur. Les ressources naturelles n'acquièrent éventuellement de la valeur économique que par l'intervention du travail humain. Si, en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique ou au politique.

Le point de vue de ce livre est différent : ce qui confère une valeur économique aux choses n'est pas le travail humain mais leur VENTE. Ce n'est pas le travail qui crée la valeur, mais la valeur qui se partage entre salaires et profits et détermine leur niveau.

Surtout, Harribey ne fait qu'avaliser le champ traditionnel de la discipline économique : l'éthique, la politique, en fait le réel, n'a rien à faire avec l'économique. Evidemment l'équilibre des écosystèmes est tout à fait admissible dans le champ des valeurs humaines et devrait être logiquement intégré au domaine des valeurs économiques si celles-ci cherchaient réellement à décrire les problématiques réelles. Au lieu de quoi Harribey préfère séparer d'un côté les problématiques de ressources, qui ne seraient pas économiques, de l'autre les règles artificielles de l'échange que les hommes se sont données et toutes les fausses problématiques qui vont avec, et leur donner une importance égale.

*

De plus, l'économie marxiste ne peut tout simplement pas admettre l'idée de décroissance. Chez Marx, la plus-value baisse toujours à moyen terme si la croissance n'accélère pas et si les entreprises ne se concentrent pas (c'est le phénomène de « concentration du capital »). Or sans plus-value, pas de services publics !

Ainsi, la philosophie de la décroissance est doublement dans l'erreur à leurs yeux : d'abord parce que sans croissance, la plus-value diminue, ensuite parce

qu'elle se fonde sur des petits producteurs indépendants. Et avec cela, les décroissants voudraient des services publics qu'ils ne seraient pas capables de financer.

En France, au milieu du XIXe siècle, Proudhon proposait de réorganiser l'ensemble de l'économie nationale sur le modèle d'un immense réseau de coopératives paysannes et artisanales. Ces idées, pour un marxiste, expriment les intérêts de la classe moyenne capitaliste menacée par l'industrialisation et la concentration du capital. Un décroissant grippe le processus normal qui mène le capitalisme à sa perte; il est « contre-révolutionnaire ».

In fine, toutes ces objections marxistes ne tiennent pas debout. L'argent comme on l'a vu ne se crée pas dans les usines, mais par le phénomène du crédit bancaire.

*

Rappelons aussi que Marx, s'il ne défend pas le capitalisme, **raisonne « à propos » du capitalisme**. Il en dénonce son injustice, cible certaines contradictions qui le rendraient impermanent, mais son raisonnement se fonde sur une axiomatique propre au capitalisme qui le légitime, d'autant plus qu'il voit dans le capitalisme un stade d'évolution naturel des sociétés. Il admet l'assimilation de la fonction de consommation à la fonction de production et la théorie du voile sur les échanges, l'inexistence des stocks et de l'épargne, l'inflation monétaire, et y ajoute ses propres erreurs. En lien richesse et temps de travail, Marx a également contribué à la sacralisation du travail.

Le fonctionnement de la Bourse

Pour comprendre le fonctionnement de la Bourse, il faut suivre l'argent qui s'y investit.

1) La Bourse ne crée pas de « valeur », elle diminue le revenu disponible.

Lorsqu'il y a augmentation de capital ou introduction en Bourse, il y a de nouvelles actions qui sont achetées. La **valeur d'émission** de ces actions **diminue** d'autant **le revenu disponible** pour consommer de ceux qui les achètent. Le placement en Bourse est assimilable à l'épargne.

Lorsqu'une entreprise est **liquidée**, c'est à une valeur inférieure à sa valeur lors de l'introduction en Bourse. Une partie de l'argent redevient disponible pour la consommation, mais l'autre partie est perdue.

La **revente des actions** n'a pas de conséquence sur la masse monétaire. Celui qui revend peut faire une plus-value de cession, mais celui qui achète n'a plus cet argent. Il est encore plus dénué de logique d'intégrer la revente d'actions dans le PIB que des ventes de disques d'occasion, qui ne sont pas produits mais ont au moins une utilité propre.

L'**évolution de la cote des actions** n'a pas non plus d'incidence sur la masse monétaire en circulation, même si depuis 2005 le capital des entreprises cotées en Bourse est valorisé au niveau du cours de l'action et non à sa valeur d'émission.

Quant au **dividende**, il s'agit d'un profit commercial. Même ce qu'on appelle « profits financiers » des entreprises sont des profits marchands d'une ou plusieurs autres entreprises dont la première entreprise est devenue actionnaire. Il n'est pas créé par le passage en Bourse.

2) La Bourse détruit des activités et freine l'investissement productif.

La Bourse est censée permettre de **lever des fonds** pour l'investissement productif, via l'augmentation de capital ou la demande de prêts obligataires.
Mais en pratique, les entreprises françaises investissent très peu. Au contraire, la logique boursière les amène à détruire des activités et à freiner l'investissement productif.

Ceci est du à l'utilisation d'un **indicateur irrationnel : le taux de rendement**. Au lieu de s'intéresser au profit net, les investisseurs regardent le rapport entre le profit de l'année et le capital de l'entreprise. Les fonds d'investissement exigent 12 à 15 %, alors que le taux de croissance est inférieur à 3 %, alors même que les salaires n'ont pas été payés et le bénéfice en partie réinvesti.

Pour obtenir 15 %, il y a deux choses à faire. L'une est de réduire l'activité : on ferme le service qui fait baisser la moyenne, même s'il est rentable. L'autre est de faire baisser le dénominateur – le capital – c'est la relution du capital ou effet de levier. Parfois l'entreprise rachète ses propres actions. Cette pratique est autorisée en France depuis 1998 à hauteur de 10 %. Une moitié de ces actions est conservée pour les stock-options du personnel d'encadrement. L'autre moitié et détruite.

Les émissions nettes d'action sont négatives depuis de nombreuses années en Europe traduisant un recours massif à l'effet levier.
L'indice boursier qui augmente est trompeur parce qu'il ne tient pas compte du volume des actions et du capital total investi en Bourse, mais uniquement de la cote de l'action. Ainsi les actions en circulation sont moins nombreuses, et les actionnaires également.

L'**actionnariat populaire** est donc également une fiction. A l'introduction en Bourse, les entreprises ont besoin de capital pour financer leurs investissements et leurs revenus d'activité car il y a peu de profits. Ils ciblent alors les particuliers.
Lorsque la phase de démarrage d'activité est terminée et que les profits rentrent, les actions des particuliers sont rachetées par les gros investisseurs au prix correspondant aux profits antérieurs observés : à bas prix.

3) les limites des penseurs keynésiens

Les néo-keynesiens ont le mérite de ne pas partager l'enthousiasme des libéraux quant à la Bourse.

Ils rappellent à raison que la Bourse concerne une infime partie de l'activité**,** soit 1% de grosses entreprises. En 2004, Il y a 250 sociétés non financières cotées à Paris dont 85 % ont plus de 10 000 salariés. Or 99 % des entreprises françaises comptent moins de 500 salariés et représentent 90 % des emplois. Les grosses entreprises publiques ne sont pas cotées.

Ils constatent avec pertinence que la Bourse ne crée pas de « valeur » (qui se créerait dans l'économie réelle), au contraire des penseurs libéraux.

Leur première erreur est d'être des économistes, de penser que leur économie réelle a elle-même une « réalité » qu'ils n'aient pas inventée, et qu'il se crée une véritable « valeur » dans l'économie marchande.

Leur seconde erreur est de considérer que les cours de la Bourse ont un rapport avec l'économie « réelle », et que dans un monde idéal, elle réaffecte au mieux le capital vers les activités les plus productives et rentables.

Ils pensent que la valeur de l'action d'une entreprise est déterminée par l'espérance de dividendes futurs. Théoriquement la Bourse **anticipe** à court ou moyen terme les évolutions du PIB. Or même en considérant que le PIB est un indicateur extrêmement pertinent (ce qui est loin d'être le cas), on ne constate pas que la courbe du PIB suive la courbe des indices boursiers. Dans les années 60, la Bourse allait mal et l'économie se portait très bien. Dans les années 90, c'était plutôt le contraire. Par ailleurs on constate que les investisseurs se désintéressent du dividende, lié à l'activité réelle des entreprises, pour gagner de l'argent grâce aux plus-values sur cession d'actions.

A ces objections, les keynesiens répondent que c'est seulement à moyen terme que les évolutions de la Bourse finissent par rejoindre celles de la sphère marchande. Ce n'est pas très cohérent car la Bourse censée anticiper les changements de l'économie finit par les **suivre**. Devant cette incapacité à anticiper, les keynesiens prétendent avoir des explications qui n'invalident pas leurs théories.

Premièrement, que toute anticipation est un pari et qu'un pari peut être perdu. Ainsi, il est normal que certaines anticipations ne se retrouvent pas dans les chiffres de l'économie réelle.
Deuxièmement, que la spéculation est une anomalie, qui conduit à la formation de bulles. Ces bulles finissent tôt ou tard par éclater et les cours de la Bourse par s'aligner sur la sphère marchande.

Mais en cherchant les points communs entre les courbes de la Bourse et celles de l'économie réelle, ils mettent en valeur les rares moments qui valideraient leur théorie, en passant pour quantité négligeable toute la durée pendant laquelle les deux sphères ne correspondent pas.

Ils raisonnent de la même façon sur le crédit bancaire. Comme la Bourse, le crédit serait anticipateur de la création de richesses. La réalité est que le déséquilibre est naturel : la capitalisation boursière n'est jamais une valeur « objective » de l'outil de travail, la quantité de crédit n'est jamais une valeur « objective » de la production.

D'ailleurs, la capitalisation boursière, comme la masse monétaire disponible pour les échanges marchands, sont **alimentées le crédit !**
Toute la masse monétaire immobilisée en Bourse, et même la masse monétaire détruite en Bourse, réduisent d'autant la masse monétaire disponible pour les transactions marchandes, nécessitant de nouveaux crédits. Pire : les intérêts sur ces sommes courent toujours !

Cette « anticipation » provient de la fausse croyance économique de base : la masse monétaire, qu'il s'agisse de revenu d'activité (**la plus-value**) ou de capital (**la valeur de l'outil de travail**), est issue de la sphère de production. Les billets sont produits à mesure que les voitures sortent des chaînes de production. Les cours boursiers trop hauts sont des **« bulles »** qui doivent éclater. La masse monétaire dans la sphère marchande trop importante finit en **inflation monétaire**.

*

Ils passent également totalement sous silence la non-pertinence qu'il y a à utiliser comme indicateur le **taux de profit** plutôt que le profit lui-même.

Ceci témoigne également de leur croyance en l'inflation monétaire, qui nécessite d'utiliser des taux plutôt que des chiffres bruts. Et plus largement de leur croyance dans les théories classiques de Karl Marx. En effet Marx utilise lui-même le taux de profit pour établir les gains des capitalistes. En le rapportant au capital, il sous-estime systématiquement ces gains.

Les capitalistes ont simplement pris au mot Karl Marx. Si à terme, le taux de profit s'effondre parce que le capital s'accumule, il suffit de détruire ce capital par l'effet de levier et le tour est joué !

C'est là une des nombreuses possibilités d'échapper à la baisse du taux de profit, et non la moindre. Elle fonctionne d'ailleurs à rebours de la théorie de Karl Marx : le capitalisme est sauvé non par son développement perpétuel, mais par sa rétraction.

Prix, Croissance et Inflation

Les prix payés par les uns sont les revenus des autres. Voilà une affirmation qui semble tomber sous le sens, pourtant elle a des conséquences plus étonnantes.

Il est d'usage de dépersonnaliser les causes des hausses de prix, mais au final il s'agit toujours d'un transfert d'argent d'une poche à une autre. Ainsi les coûts de la santé n'augmentent pas à cause du vieillissement de la population ou de l'innovation technologique comme tous les rapports le disent, mais parce que les revenus – nominaux ou globaux - des professions de santé et des industries de santé augmentent. Si les déficits de l'assurance maladie se creusent, c'est que les revenus de ceux-ci augmentent plus vite que les revenus de l'assiette.

Une autre conséquence est que la nature ne se fait pas payer. Le prix payé pour les matières premières se partage entre salariés (mineurs par exemple) et patrons de l'industrie de la matière première.

On pourrait dire également que tous les prix et fractions de prix se partagent entre salaires et profits.

Il en résulte que des fractions de prix comme la croissance ou l'inflation se partagent également entre salaires et profits.

Donc **l'inflation ne réduit pas le pouvoir d'achat, elle redistribue la valeur ajoutée à la marge.**

Quand un seul secteur est en inflation, il augmente ses revenus – salaires et profits – au détriment des autres secteurs.
Quand toute une économie est concernée par l'inflation, il y a redistribution de la valeur ajoutée entre salariés et profiteurs. Il s'agit d'un pur phénomène monétaire, les biens réels ne sont pas concernés.

Malgré cela, les périodes d'inflation galopante ont parfois l'apparence de crises. Ce n'est qu'une apparence. On ne parle de crises que lorsque ce sont les salaires qui font les frais de l'inflation. Pendant les Trente Glorieuses, l'inflation a été continuelle et forte mais les salaires ont augmenté plus vite que les prix et les ménages se sont enrichis. Aujourd'hui on assiste au phénomène inverse, une inflation non négligeable face à des salaires qui stagnent et perdent donc en pouvoir d'achat. Comme il reste aux salariés moins d'argent pour rembourser leurs crédits, la durée de remboursement peut être allongée. Il en résulte une seconde perte de pouvoir d'achat.

A l'inverse, si les salaires augmentent plus vite que l'inflation, le gain de pouvoir d'achat se double d'une plus grande facilité à régler ses dettes. C'est comme cela que les jeunes adultes issus des classes moyennes ont pu se constituer facilement un patrimoine immobilier dans les années 1960.

On entend souvent des considérations contradictoires sur l'inflation. L'inflation faciliterait les remboursements de capital. L'inflation serait un « intérêt » à payer sur l'utilisation de l'argent. Il faut simplement regarder si l'inflation est plutôt favorable aux salaires. Dans le premier exemple, c'est le cas. Dans le second, c'est le contraire.

Les détenteurs de patrimoines financiers n'ont eux aucun intérêt dans l'inflation, puisque elle diminue la valeur de leurs avoirs. On lit aussi chez certains économistes que l'inflation est défavorable à la rente. C'est inexact : c'est le patrimoine monétaire qui fond avec l'inflation, pas la rente. Les lois font en sorte que les revenus de la rente sont indexés sur l'inflation (comme les loyers), et les rentiers n'y perdent rien.

Afin de ne pas perdre les gains escomptés, les organismes de crédit ont d'ailleurs créé les crédits à taux variables, dont les intérêts sont calculés en fonction de l'inflation, grâce auxquels tout le risque lié à l'inflation est reporté sur l'emprunteur.

*

- **Les causes de l'inflation**

La théorie économique propose de nombreuses causes d'inflation. Leur nombre démontre une fois encore qu'il n'est pas possible de suggérer un schéma unique de formation des prix. Comme pour les prix, ces différentes causes de l'inflation sont largement incompatibles entre elles.

La théorie de **l'inflation par les coûts** dit que l'augmentation des coûts de salaires, des matières premières importées ou des taxes sur la consommation se répercute sur les prix.

La théorie classique de la valeur travail ne connaît que l'inflation par les coûts. Et encore ces coûts ne peuvent être augmentés que si la quantité de travail pour produire les biens et les machines qui entrent dans la fabrication du bien a elle-même augmenté. C'est-à-dire que la valeur travail ne connaît en fait pas l'inflation du tout, seulement la croissance. Le rapport entre une « unité » fictive de quantité de travail et son équivalent monétaire est absolument fixe, sauf si on

prend au mot les marxistes qui affirment que Marx parle d'une valeur réelle ésotérique et non pas du prix constaté. En tendance, l'économie marxiste ne connaît que la baisse des prix, lorsque les crises de surproduction surviennent.

La théorie de **l'inflation par la demande** dit que les prix augmentent quand la demande excède l'offre.

L'indexation de certains prix sur d'autres est dénoncée comme une escalade ou un « cercle vicieux ». L'inflation se partageant entre profits et salaires, refuser l'indexation des salaires sur les prix par exemple, revient simplement à arbitrer en faveur des profits.

On néglige souvent un **phénomène psychologique simple** : le vendeur veut mieux gagner sa vie que son voisin, aussi il augmente ses prix en espérant que les autres ne feront pas de même. Mais ils font de même.

L'attention est souvent portée sur un seul type d'inflation : **l'inflation monétaire**. La théorie de l'inflation monétaire dit que toute monnaie supplémentaire en circulation par rapport aux prix des biens en vente finit par augmenter ce prix. Le raisonnement est le suivant : si les autres types d'inflation surviennent sans augmentation de la masse monétaire, certains prix montent et d'autres descendent. Seule l'inflation monétaire permettrait l'augmentation permanente des prix. Voilà pourquoi la Banque centrale européenne se donne pour priorité la lutte contre l'inflation monétaire en limitant la quantité de monnaie en circulation.

Les intellectuels **monétaristes** développent ce raisonnement en y ajoutant l'effet de l'inflation monétaire sur la demande. L'augmentation de la masse monétaire accroît la demande. Une partie de cette masse monétaire en surplus part en inflation, l'autre en augmentation temporaire de la production. Puis l'augmentation de production s'arrête et tout finit en inflation. La conséquence est que les hausses de salaires ne peuvent jamais susciter l'offre.

Ce raisonnement monétariste est à l'opposé du raisonnement keynésien qui affirme que le crédit bancaire anticiperait la production. Curieusement on trouve beaucoup de keynésiens pour dénoncer l'inflation automatique. Sans doute veulent-ils limiter le crédit à des proportions qu'ils jugent « raisonnables ».

Les monétaristes récusent le soutien donné à l'économie par la demande des keynésiens. En revanche, ils approuvent la loi de Say qui dit que l'offre trouve automatiquement sa demande. Ils considèrent que toute la production est vendue, et que les stocks sont impossibles.

Les monétaristes concluent qu'il faut restreindre la quantité de monnaie pour éviter les hausses de prix, tout en précisant que la demande n'en pâtira pas, la quantité de monnaie ne jouant que sur les prix.

Dans la théorie de l'inflation monétaire automatique, le pouvoir d'achat doit s'ajuster au prix. L'épargne n'existe pas. Tout ce qui est produit est vendu. Les stocks n'existent pas. Comme dans toute théorie économique, le prix est la valeur de production.

Or tout le monde peut observer que son pouvoir d'achat varie selon la quantité de monnaie qu'il détient, que les crédits, l'épargne et les stocks existent. L'économie traite tous les jours de ces questions, et pourtant toute l'action de la Banque centrale européenne est fondée sur une théorie qui ne les admet pas.

On peut aussi se demander comment la « valeur de production » peut rester la référence quand son prix augmente. C'est un phénomène étonnant qui consiste à ne plus utiliser la monnaie comme étalon de valeur, mais à utiliser la production pour servir d'étalon à la monnaie. Et pourquoi limiter l'inflation si, au final, tout ce qui compte est la valeur de production ?
Et selon notre idée, les prix ne reflètent pas une « valeur de production » objective, et ne peuvent donc pas se stabiliser à ce niveau.

Une grande quantité de monnaie peut certes entraîner une hausse des prix, mais celle-ci n'a rien d'automatique, peut être limitée à une partie du surplus, ceci d'autant mieux qu'on aura encadré l'évolution des prix. Il faut également souligner que la masse monétaire existante est très largement supérieure à la somme des prix des biens sur le marché. Une grande partie de cette masse monétaire est immobilisée en Bourse et dans les actifs des entreprises.

De l'argent qui est immédiatement utilisable pour la consommation, une grande partie dort sur les comptes en banque, sans que le vendeur en ait connaissance. Il n'augmentera donc pas ses prix en conséquence. Comme toutes les idées qui lient le pouvoir d'achat avec la valeur de la production, l'inflation monétaire ignore l'existence de l'épargne. Enfin, l'argent est notoirement si mal réparti que pour la plupart des gens, les besoins ou les souhaits de consommation sont infiniment supérieurs à ce qu'ils sont en mesure d'acheter, et non le contraire.

Pour la plupart des biens mis en vente, l'offre est d'ailleurs infiniment plus abondante que la demande. Les stocks d'invendus sont gigantesques, et d'après le mécanisme de l'offre et de la demande, les prix devraient baisser. La réalité est l'abondance des biens et la pénurie monétaire.

Ce phénomène rêvé d'inflation monétaire crée la légende de la « monnaie de singe ». Les injections de monnaie dans l'économie terrifient un certain nombre de gens, qui considèrent que leur monnaie perd de sa « valeur ». Outre l'inexistence de l'inflation monétaire, ils ne s'intéressent souvent qu'à la valeur faciale des billets, mais la quantité qu'ils en détiennent ne les rassure jamais.

Le pouvoir d'achat et les prix sont déconnectés par nature. Il n'y a jamais eu d'égalité entre la masse monétaire et les biens disponibles. Nous sommes passés d'une époque où la masse d'argent disponible était inférieure à l'ensemble des richesses disponibles, à une époque où cette masse d'argent permet de les acheter plusieurs fois.

Il existe bien en réalité une inflation monétaire, mais elle ne dépend pas de la quantité de monnaie en circulation, mais du fait que la masse monétaire est issue exclusivement du crédit. On parle **d'inflation par les intérêts des crédits**. En effet, les intérêts des crédits ne sont pas couverts par une monnaie qui circule. Pour payer ses intérêts, la société doit globalement prendre de nouveaux crédits. Le commerçant qui a pris un crédit doit augmenter ses prix. Certains auteurs ont calculé qu'il y aurait 50% d'intérêts cumulés dans les prix hors taxes. Et lorsque les taux augmentent, les prix augmentent de façon exponentielle. On peut noter qu'il s'agit aussi d'un cas particulier de l'inflation par les coûts.

L'inflation par les intérêts du crédit est une cause majeure d'inflation. La quantité de monnaie en soi n'oblige personne à augmenter ses prix. En revanche, le poids des crédits incite fortement à augmenter le producteur ou le commerçant qui les a contractés à le faire. Curieusement, l'inflation par les intérêts des crédits est largement ignorée, alors que l'inflation monétaire classique est désignée fréquemment comme un problème économique majeur.

Pourtant officiellement les taux d'intérêt élevés protègent de l'inflation. Ils permettraient d'augmenter l'offre de capitaux et de diminuer la demande. Les prêts en circulation représentent une masse monétaire moindre. Les prix s'ajustent dessus et baissent.

En réalité, lorsque leurs intérêts augmentent, les emprunteurs augmentent leurs prix. Contrairement à l'économie classique qui ne connaît qu'elle, les Banques centrales ne connaissent pas la théorie de l'inflation par les coûts. Par ailleurs, les hausses de taux d'intérêt visent à limiter la demande de crédit pour faire baisser les prix. Or il n'y a pas plus de déflation automatique que d'inflation automatique : ce n'est pas parce qu'il y a moins d'argent en circulation que les prix baissent.

*

- **Différence entre croissance et inflation**

La croissance économique mesurée n'est pas l'augmentation des quantités de biens ou de services produits dans ce pays. C'est une pure fonction de consommation, qui ne dépend que du niveau général des prix.

Il y a peu de différences entre croissance et inflation. Les deux sont mesurées par des fractions de prix supplémentaires. La croissance recouvre des fractions de prix supplémentaires qui correspondent à une augmentation des quantités vendues et une amélioration qualitative des produits. L'inflation est une augmentation des prix sans effet quantitatif ou qualitatif. Mais les innovations font l'objet d'un flou à la limite. Quelle est la part de la croissance et quelle est la part de l'inflation lorsque l'on remplace un balai par un aspirateur ?

Le paiement de ces fractions de prix entraîne l'augmentation des transactions commerciales et nécessite soit de recourir à l'épargne (qui n'existe pas pour les monétaristes), soit d'augmenter la masse monétaire circulante. Cette augmentation de la masse monétaire nécessite une augmentation de la masse de crédits en cours équivalente. La croissance de la production ne crée pas la monnaie pour l'acheter. Il en résulte que **la croissance ne permet donc pas de résorber la dette de l'Etat, comme les politiques le disent, mais elle en crée de nouvelles pour la collectivité !** L'effet de l'impôt consiste à transférer ces dettes de l'Etat aux particuliers.

La Banque centrale européenne prétend lutter contre l'inflation, sans freiner la croissance. Ce sont des entités jumelles et il est illusoire de prétendre combattre l'une tout en favorisant l'autre via la politique monétaire.

La gauche prétend d'ailleurs parfois que lutter contre l'inflation a pour objectif de protéger les patrimoines financiers d'une perte de valeur, au détriment de la croissance. En effet, lutter contre l'inflation revient bien plus sûrement à lutter contre la croissance, mais pour une raison différente de celle avancée par la gauche. La gauche pense que la hausse des taux d'intérêt entraîne la baisse de la demande de crédits et donc des investissements productifs, ce qui ralentirait la croissance. Or si la baisse des investissements peut être une conséquence de la hausse des taux d'intérêt, le phénomène principal est que la baisse de la demande de crédits limite le volume de monnaie en circulation. Or en limitant la masse monétaire, on limite le pouvoir d'achat, moteur de l'économie selon les keynésiens, et les ventes baissent.

Les néolibéraux ont créé à cet effet le concept de « potentiel de croissance » qui est le maximum de croissance souhaitable au delà de laquelle on considère qu'il

existe un risque inflationniste. Il ne faut pas confondre avec la capacité de production des entreprises françaises, très largement supérieure à ce potentiel et sous-utilisée.

A ce potentiel est associé un niveau de « chômage structurel » qui est le taux de chômage en dessous duquel on considère qu'il y a un risque de pression à la hausse sur les salaires et donc d'inflation. A ne pas confondre non plus avec la capacité qu'auraient les entreprises à proposer des emplois. Il n'est pas souhaitable pour ces néolibéraux de passer en dessous de ce chômage structurel, qui a été calculé à près de 9% pour l'année 2006, pas plus qu'il n'est souhaitable de dépasser le potentiel de croissance qui a été prévu. Les gouvernements acceptent en général d'utiliser ces concepts, tout en faisant semblant de ne pas savoir ce qu'ils recouvrent. Ainsi ils peuvent parler de chômage structurel (ne surtout pas passer en dessous !) tout en affirmant souhaiter faire reculer le chômage.

Ces économistes qui utilisent le chômage pour lutter contre l'inflation n'hésitent pas à accuser l'inflation d'être responsable du chômage, sans craindre de se contredire. Les biens devenus trop chers, la demande baisse. Les besoins de la production se réduisent et les travailleurs sont licenciés. Ce sont souvent les mêmes économistes qui disent ailleurs que le prix n'a pas d'influence sur la demande.
Il n'est pas faux de dire que des prix trop élevés entraînent des problèmes de demande, mais les politiques suivies ne proposent jamais d'agir directement sur les prix, mais sur la masse monétaire. Or une baisse de la masse monétaire entraîne une baisse du pouvoir d'achat, une baisse des ventes, et in fine…le chômage.

*

- **Les banques ne souhaitent pas limiter l'inflation**

Surtout l'objectif de lutte contre l'inflation que se fixe la Banque centrale européenne est d'un intérêt collectif très douteux. Pourquoi lutter contre l'inflation si elle est une simple fraction de prix, venant modifier à la marge la répartition entre salaires et profits ?

Mieux encore, les éléments identifiés comme inflationnistes ne le sont pas. Le refus de l'indexation des salaires sur les prix est un simple arbitrage en faveur des profits contre les salaires. Les prix eux sont laissés libres (mais cela ne serait pas inflationniste !). En conséquence toute augmentation de ceux-ci se fera en faveur des profits. L'inflation monétaire n'existe pas.

En revanche, les moyens préconisés pour lutter contre l'inflation, eux, sont bien inflationnistes ! Les taux d'intérêt sont en soi la cause essentielle de l'inflation. La hausse de ces taux d'intérêt proposée pour lutter contre l'inflation ne peut donc que favoriser plus d'inflation encore.

Cette inflation nécessite d'augmenter d'autant le volume de monnaie en circulation, et nécessite de contracter de nouveaux crédits. Il se crée un cercle « vertueux » : L'inflation entraîne le crédit, qui entraîne l'inflation.

A dire la vérité, les banques centrales ne souhaitent pas du tout limiter l'inflation. Elles ont même de très bonnes raisons de l'entretenir : les intérêts des crédits souscrits pour payer l'ensemble des fractions de prix sont les revenus principaux des banques.

Les banques ont même mis en place un moyen pour ne pas perdre dans l'inflation une partie du capital en même temps qu'elles empochent les intérêts : les **taux variables**.

Les banques tiennent à leur **indépendance** vis-à-vis du pouvoir politique. La doctrine est que l'Etat doit être dessaisi du droit de création monétaire car étant intempérant il pourrait générer de l'inflation en faisant tourner la « planche à billets ». Aussi les banques privées réunies en consortium dans le cadre des banques centrales nationales ou de la BCE sont-elles désormais les seules à pouvoir créer de la monnaie.

Selon ce qui précède, l'argument ne porte pas. L'inflation monétaire n'existe pas et la pratique de la planche à billets n'a pas de conséquence de cet ordre. Et la hausse des taux d'intérêt préconisée comme moyen de lutte est au contraire inflationniste.

Les banques ne peuvent cependant pas trop augmenter les taux d'intérêt pour que les ménages ne renoncent pas à prendre des crédits. Elles doivent arbitrer un taux qui leur permettra d'optimiser les intérêts touchés. C'est assez similaire avec l'arbitrage du patronat qui ne peut pas trop diminuer les salaires pour trouver un débouché à ses produits. Cela est rendu possible grâce à l'émission d'un volume de crédit phénoménal, mais rendu inutilisable par sa captation par les comptes de capital des entreprises et **la Bourse.** Cette capitalisation fait disparaître l'épargne et une partie du revenu disponible net, ce qui permet de parler de « resserrement du crédit ». Ceci permet de prêter plus de capital, qui générera plus d'intérêts.

Les banques préfèrent que ce soient les **profits marchands** qui augmentent et appuient le patronat pour des politiques de modération salariale. Elles préfèrent que les prix augmentent, tout en faisant en sorte que ce prix ne profite pas au revenu de la majorité, afin de lui proposer de nouveaux crédits. Entre 10% de patrons et 90% de salariés, le choix est vite fait.
Voilà pourquoi elles racontent que les hausses de salaires entraînent automatiquement des hausses de prix qui les annulent. Il y a dans les hausses de prix une composante qui est la hausse des profits, contre laquelle on ne dit jamais rien, alors que les prix sont libres. On refuse l'indexation des salaires sur les prix qui serait inflationniste alors que si les prix ont augmenté c'est parce que les profits ont eux augmenté ! L'indexation ramène simplement le statu quo de la répartition de la valeur ajoutée.

Le niveau réel de l'inflation est également extrêmement sous-estimé avec des paniers de biens fantaisistes. Les biens soumis à forte inflation (tabac, immobilier) sont notoirement sous pondérés et influencent peu l'indice. Ceci permet de contenir les salaires malgré une forte inflation réelle.

On peut aussi sous-estimer la croissance. La croissance, comme l'inflation, est une somme partagée entre profits et salaires. La différence ici est que la chose est connue. Or il est de coutume de négocier son partage. En la sous-estimant, il est possible de dire qu'il n'y a rien à négocier. Par ailleurs, il est de coutume lorsque la croissance est faible de suggérer que les salariés doivent « faire des sacrifices » que ceux qui empochent la part des profits n'auront pas à faire.

En plus de taux d'intérêt élevés, les banques préfèrent les **monnaies fortes**. Les intérêts touchés dans une monnaie ont d'autant plus de valeur que le taux de change est également élevé. Or les moyens pour une banque centrale de renforcer la monnaie sont justement d'augmenter les taux d'intérêt ! Ainsi la banque centrale peut faire d'une pierre deux coups en augmentant les taux d'intérêt : elle génère de l'inflation et un taux de change favorable.

Par ailleurs, il est dit qu'une monnaie forte, comme les taux d'intérêt élevés, protège de l'inflation. C'est en réalité une tautologie, puisque la définition d'une monnaie forte est que l'unité possède un fort pouvoir d'achat, et qu'elle reste forte si et seulement si il n'y a pas d'inflation. Mais on ne parle de « monnaie forte » que de manière restrictive, par comparaison avec d'autres monnaies. Le pouvoir d'achat de l'euro ne cesse de se dégrader en 2008, mais l'euro se renforce par rapport au dollar. Ceci ne protège les européens que de l'inflation des prix des importations payées en dollar.

Enfin, la combinaison d'intérêts élevés et d'une monnaie forte est favorable aux banques, mais tout à fait défavorable aux Etats, qui ont intérêt à affaiblir leur monnaie pour faciliter le remboursement de leurs emprunts.

Le crédit bancaire

Le mécanisme du crédit

L'ensemble de la monnaie existante est créée par le crédit bancaire. La masse monétaire correspond exactement à la masse des crédits restant à rembourser. La société fixe donc de manière irrationnelle la masse monétaire en fonction des besoins individuels de crédit, et non en fonction de ses besoins en terme d'échanges.

Certains économistes distinguent « deux monnaies », l'une issue du crédit et soumise à intérêt, et l'autre fiduciaire dépourvue d'intérêt. Ce n'est pas exact car pièces et billets de banque ne sont que des moyens de paiement. Ils ne circulent qu'une qu'une fois qu'on a débité le compte bancaire d'autant.

Quand un crédit est remboursé, la masse monétaire correspondante disparaît. En revanche, **la masse monétaire s'accroît en permanence du fait de l'existence des intérêts.** En effet, les intérêts ne sont pas couverts par une masse monétaire existante. Il faut donc créer cette monnaie pour payer des intérêts aux banques. Cette monnaie, comme toute monnaie, ne peut être créée qu'en souscrivant à nouveau à l'emprunt.

Il en résulte que toute augmentation des prix et des fractions de prix ne peut se faire qu'en contrepartie d'un emprunt. Ainsi la croissance ou l'inflation nécessitent une telle augmentation de la masse des crédits en circulation.

*

Le mécanisme des krachs

Seule la monnaie de compte existe. Lorsqu'une banque commerciale émet un crédit, la Banque centrale la dote d'une contrepartie en billets pour honorer la part qui sera utilisée sous la forme de monnaie fiduciaire. Le rapport entre le crédit que les banques ont l'autorisation d'émettre et les dépôts en billets est un coefficient réglementaire dit « de Mac Williams ».
Ce rapport est d'environ 9, c'est-à-dire que les crédits peuvent représenter jusqu'à 9 fois les « dépôts ».

Les keynésiens utilisent ce rapport pour dire qu'il existe un règlement permettant d' « anticiper une croissance future de la production par le crédit ».

Abstraction faite de l'éternelle idée que la monnaie se crée dans les usines, cela fait tout de même une sacrée anticipation : avec l'en-cours de crédit que possèdent les américains, les Etats-Unis parviendront à produire l'équivalent de ce qu'ils consomment dans au moins 5 générations.

La réponse des keynésiens est qu'un crédit trop gigantesque pour être couvert à moyen terme par une production serait une anomalie, une bulle, et que tout cela va finir en krach.

Il existe deux types principaux de bulles. La bulle monétaire est une masse monétaire trop importante par rapport à ce que produit le pays. Pour un keynésien, une partie du différentiel est une anticipation de crédit, le reste entretient l'inflation monétaire et la dévaluation de la monnaie. Pour un monétariste, tout part en inflation monétaire à moyen terme. Les bulles d'actions concernent une survalorisation des cours en Bourse par rapport à la « valeur » réelle des entreprises.

On observera que les bulles ne peuvent crever que s'il existe des marchés d'actions et des marchés monétaires, ce qui n'est absolument pas un fait de nature.

En réalité, le « décalage » entre ce que produisent les Etats-Unis et ce qu'ils consomment n'est pas une anomalie. Il y a décalage simplement parce que la fonction de consommation ne dépend pas d'une production antérieure. Les phénomènes de production et d'achat sont fondamentalement non liés. A la croyance du monde en la valeur de l'Amérique ils répondent par la croyance judéo-chrétienne que l'on ne peut consommer que ce que l'on a mérité par son travail.

Les krachs ne résultent donc d'aucune anomalie, mais du phénomène de « prophétie auto réalisatrice » : si tout le monde croit qu'il va y avoir un krach et agit en conséquence, le krach survient. La prophétie auto réalisatrice peut prendre deux formes : le simple panurgisme et la croyance fondamentaliste. Par panurgisme, lorsque certains acteurs jouent une valeur à la baisse, tous les autres les suivent pour ne pas trop perdre. Par effet de la croyance en une Bourse reflet de la sphère marchande, des acteurs peuvent être tentés de jouer à la baisse lorsqu'ils croient qu'une bulle s'est formée. Lorsque la supposée bulle crève, cette croyance se trouve confortée, mais cela ne suffit pas à la rendre objective.

Le fait que les « bulles » éclatent est simplement la preuve que rien n'est éternel. La Bourse ne s'aligne pas à moyen terme sur la sphère marchande parce qu'il n'existe pas de « valeur » objective de la sphère marchande. De plus, se focaliser sur les moments où la Bourse et la sphère marchande seraient alignées conduit à

tenir pour négligeables les longues périodes où les bulles existent sans éclater et où la Bourse et la sphère marchande évoluent différemment.

La surproduction permanente

Dans ce qui suit, nous continuons d'admettre l'axiome de base capitaliste que la valeur se crée dans la sphère de production, ceci pour montrer qu'il existe d'autres erreurs de raisonnement chez les économistes, indépendamment de ce point fondamental.

Nous avons largement évoqué les problèmes généraux que posent les théories économiques, dont celle de Marx. La théorie de la valeur travail et la survenue de crises de surproduction sont prises en défaut.

Les « crises » de surproduction au sens marxiste ne sont pas une contradiction du capitalisme. Les stocks d'invendus ne sont pas une caractéristique de crises. Il y en a toujours.

Il existe malgré tout une « contradiction » du capitalisme qui débouche effectivement sur une baisse des profits, c'est la transformation d'un monde de pénurie en monde d'abondance, qui entraîne un phénomène de **surproduction permanente**.

Car si la simple existence de stocks n'entraîne pas la terrible crise de surproduction et des profits, une offre en excès de manière durable par rapport à la demande peut parfois – pas toujours – entraîner des baisses de prix non négligeables.

La surproduction permanente – ou abondance - n'est pas une menace pour le profit dans l'avenir, mais une réalité depuis des décennies, comme nous allons le voir. Les biens sont produits en quantité très supérieure aux besoins. Les économistes identifient rarement la survenue de l'abondance comme une contradiction du capitalisme. Ils connaissent mieux en revanche certaines de ces manifestations comme la gratuité.

La dématérialisation des supports numériques est un bon exemple. Le fichier numérique a une caractéristique essentielle : son coût marginal est nul. Un fichier ne passe pas de la main à la main, mais se duplique quand il est échangé. Ainsi, donner un fichier n'empêche pas d'en jouir soi-même et il est très difficile d'en interdire l'accès. Ce sont là les caractéristiques d'un bien public pur (comme l'éclairage public). Or la théorie économique dit qu'un bien public pur ne peut être produit en quantité suffisante que s'il est financé par l'impôt et mis gratuitement à la disposition du public.

La surproduction est immédiate et illimitée. La bataille pour maintenir le caractère unitaire de l'œuvre dématérialisée, par des droits d'auteurs, des brevets, est une lutte pour maintenir la pénurie. De même que toute tentative de rendre marchand ce qui est gratuit et identifié à un bien public (les espaces verts, la nature en général) est une tentative de recréer artificiellement la pénurie.

Pourtant cette surproduction permanente n'a pas plus entraîné la fin du capitalisme que les autres contradictions évoquées par Marx. Les problèmes posés par l'abondance sont tout d'abord moindres que ne pourraient le supposer les économistes. L'existence de stocks ne pose pas les problèmes que suggère la théorie économique. Et la loi de l'offre et de la demande ne s'applique pas de manière automatique pour déterminer le prix, ce qui serait problématique avec l'énorme excès de l'offre.

Par ailleurs, beaucoup de moyens étudiés par les économistes conservent une certaine pertinence pour favoriser l' « accumulation du capital ». Les historiens évoquent le protectionnisme et l'impérialisme comme modalités de décollage économique. Marx suggère que les modalités de rétablissement du produit peuvent être la réduction de la concurrence, ce qui conduit à terme à l'oligopole et au monopole (phénomène de concentration du capital), la conquête de marchés extérieurs (phénomène d'internationalisation), ou encore les pratiques impérialistes.

*

Lorsque le profit se fait rare, une des solutions est la fusion ou l'acquisition d'entreprises concurrentes. On parlerait aujourd'hui de **concentration** de type « horizontale ». Cette fusion permet

- de réaliser des « économies d'échelle » - les coûts marginaux de fabrication baissent dans l'industrie à mesure que les quantités produites augmentent,

- d'amenuiser les coûts résultant de la concurrence. Le coût de la concurrence est représenté par la publicité. On peut y assimiler le coût du « non profit » puisque baisser les prix à cause de la concurrence est une forme de coût ainsi qu'une forme de publicité,

- de cumuler les profits de deux entreprises bénéficiaires, quand c'est le cas.

Il existe également une concentration dite « verticale », qui concerne de grandes sociétés, appelées holdings, qui coiffent de nombreuses activités, parfois complémentaires dans la chaîne des productions, parfois sans lien entre elles.

Quelques observations vont dans un sens apparemment opposé à la concentration du capital. Lorsqu'un groupe trop important se met à engendrer des « déséconomies » d'échelle, il a tendance à vendre certaines activités. Un certain nombre de laboratoires pharmaceutiques ont vendu leur activité de chimie parce qu'ils n'arrivaient pas à gérer deux branches. Toutefois ils ont toujours vendu ces activités à d'autres groupes de grande taille.

Par ailleurs, la Bourse n'a pas comme vertu de démocratiser la possession du capital par l'actionnariat populaire. Au contraire, l'effet de levier en Bourse entraîne l'accélération du phénomène de concentration du capital. Même quand de « petits porteurs » investissent, la propriété nominale des actions qu'ils détiennent n'entraîne ni pouvoir de décision, ni mouvement d'entreprise lorsqu'ils achètent et vendent.

Au bout de la logique, il y a l'oligopole – un petit nombre d'acteurs se partagent un marché – et le monopole.

Le monopole permet de fixer les prix plus hauts qu'en situation de concurrence et donc de garantir le profit. Ce surprofit est assimilable à une rente. A côté des monopoles existent les cartels qui permettent aux acteurs d'un oligopole de s'entendre sur les prix et d'anéantir le jeu de la concurrence, ce qui est similaire à une situation de monopole.

*

L'autre solution principale pour maintenir le profit défaillant est la **recherche de débouchés à l'export.**

Le fait que les besoins des ménages d'une nation sont finis ne permet pas de maintenir durablement le profit. Une fois que tout le monde a acheté son balai, les gens n'en achètent plus. Aussi il est nécessaire de trouver des débouchés en dehors de la nation. Marx désigne cela comme la phase d'internationalisation du capital.

*

Le **protectionnisme** est la doctrine de protection des marchés intérieurs contre la concurrence internationale. Il propose des outils comme les taxes à l'importation pour enchérir le prix des produits étrangers en concurrence avec la production nationale, ou même interdit l'importation de certains biens.

Il permet aux pays « riches » de compenser un taux de change réel défavorable, et aux pays émergents de ne pas étouffer dans l'œuf un démarrage industriel par des coûts non optimisés ou une qualité défaillante.

En pratique, plus de 80 % des transactions commerciales sont réalisées à l'intérieur des frontières d'un même pays. Finalement, le protectionnisme n'intervient qu'à la marge pour augmenter un peu ce pourcentage.

Pour un pays exportateur comme la Chine, le protectionnisme a l'apparence de la déloyauté : le pays demande à pouvoir vendre ses produits à l'extérieur, mais refuse en contrepartie de laisser les produits étrangers concurrencer les produits nationaux à l'intérieur. C'est pourtant comme cela que les empires ont pu s'imposer face aux autres pays développés. Il existe cependant une différence de taille : l'Angleterre a fabriqué des biens à l'usage de ses nationaux et s'est développée en interne; elle conservait les revenus et les biens. Les chinois visent avant tout l'export. Ceci consacre l'idée d'une division entre pays producteurs et pays consommateurs, et non d'une spécialisation des pays dans la production des biens pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif, que Marx appelait la division internationale du travail.

Pour un pays importateur net comme les Etats-Unis, le choix protectionniste se concentre sur des niches exportatrices et sur les secteurs importateurs nets à concurrence de ce qui est produit dans le pays. Les Etats-Unis ne produisent que 95% de ce qu'ils consomment. Un protectionnisme généralisé entraînerait une chute de 5% de la consommation.

*

Les Etats-Unis font la **guerre** pour créer un débouché à leur industrie d'armement. Il s'agit également d'un besoin artificiel. On peut aussi considérer qu'il s'agit d'une variante déguisée de l'investissement keynésien d'Etat.

Notons que la guerre a également une motivation **impérialiste.** Economiquement, l'impérialisme comme la colonisation sont des moyens de faire main basse sur des richesses réelles sans les acheter, de détruire un appareil productif dans un pays concurrent, et de se garantir un marché captif pour ses productions nationales.

L'association du protectionnisme et de l'impérialisme est ce qui a permis à l'Angleterre du 18ème siècle et aux Etats-Unis de la seconde moitié du 20ème siècle de dominer l'économie mondiale. D'autres pays comme l'Allemagne à partir de la seconde moitié du 19ème siècle, puis le Japon plus récemment, ont essayé d'associer une pratique impérialiste à leur protectionnisme.

La pensée marxiste traditionnelle suggère que l'impérialisme est nécessaire au démarrage d'une civilisation industrielle, car la ressource naturelle serait insuffisante, selon l'idée de Ricardo. Lénine lui suggère que lorsque le capitalisme subit la baisse de ses profits, ni l'internationalisation des marchés, ni les gains de productivité, ni la relance par l'Etat et le protectionnisme ne suffisent à l'enrayer. Le recours aux pratiques impérialistes devient alors une nécessité. C'est-à-dire que Marx pense que l'impérialisme précède le développement capitaliste, Lénine qu'il résout en dernier recours ses problèmes de profits. Un peu comme la concentration du capital est à la fois à l'origine et à la fin du capitalisme pour les mêmes.

Ces considérations sur l'impérialisme sont très exagérées. Tout d'abord, nous avons déjà vu que l'impérialisme n'est pas une nécessité pour constituer un capital de départ au capitalisme. Un pays comme la Suède s'est développé sans recourir à la conquête coloniale. Par ailleurs, l'impérialisme n'est pas non plus l'avatar ultime du capitalisme en crise. Les autres solutions pour rétablir le profit sont tout aussi efficaces.

Le pétrole irakien est désormais exploité sous la forme de concessions de service public par des entreprises occidentales, principalement américaines. Les coûts d'investissement sont supportés par les communautés irakiennes. Ces entreprises étant souvent des filiales, le pétrole est vendu très peu cher à leur maison mère, qui revend au prix fort. Ceci permet de limiter au maximum les royalties versées aux communautés irakiennes. On doit aussi signaler que la reconstruction d'un pays que l'on vient de détruire est également l'occasion de gagner de l'argent, puisque les Etats-Unis s'octroient la quasi-totalité des contrats de reconstruction.

L'Irak détenant peu de dollars pour payer les entreprises américaines, 30% de la dette irakienne a été abandonnée en 2006 (les Etats-Unis demandaient 80%), dette contractée principalement auprès de l'Europe. C'est donc l'Europe qui paye d'une certaine manière Halliburton.
Les pratiques impérialistes ne consistent pas seulement à organiser des marchés captifs, voler des matières premières et des technologies et détruire l'appareil productif, pour dominer du point de vue de la production. Il existe également un **impérialisme monétaire**, fait d'une nation qui impose sa monnaie pour les transactions internationales.

Ce pays peut à tout moment émettre de la monnaie pour payer. Il n'a pas besoin d'exporter quoi que ce soit pour récupérer de cette monnaie. Inversement les pays qui se font payer dans cette monnaie n'ont aucun intérêt à la voir se dévaluer.

Pour un keynésien, les déficits doivent s'arrêter un jour et être couverts par une production nationale. Pour eux, la domination du dollar, justifiée par la production américaine dans la seconde moitié du vingtième siècle, doit s'arrêter. La Réserve fédérale américaine a elle totalement changé d'optique : les déficits sont normaux et peuvent continuer de manière illimitée. La « Fed » a constaté empiriquement que les bulles n'éclataient pas forcément, sans faire l'analyse qui est proposée ici.

Ceci est assez caractéristique d'un changement de la manière dont l'argent est considéré dans l'économie. De voile sur les échanges et la production de biens, l'argent a supplanté les biens comme étant la richesse réelle, sans que cela soit ouvertement pris en compte par la théorie économique. La manière dont la rente est assimilée au profit est également significative à cet égard. Karl Marx dénonçait cette illusion qui existait déjà à son époque qui consistait à prendre la monnaie pour la richesse réelle. Mais il lui a opposé que la monnaie n'était qu'un symbole commode pour représenter les échanges des biens, ce qui n'était guère mieux.

*

Il existe bien d'autres modalités par lesquelles le capitalisme peut enrayer la baisse des profits auxquelles Karl Marx n'avait pas pensé.

Les **gains de productivité** s'obtiennent sur la productivité des travailleurs et sur celle des machines.

La productivité des travailleurs augmente en accroissant les cadences de production ou en baissant les salaires. Comme il y a une limite physique à l'accroissement des cadences, nécessite de recourir à la mécanisation.
Les restructurations en France, malgré le « retard français » souvent invoqué en la matière, se sont heurtées au fait que la productivité des salariés français est déjà très élevée en comparaison d'autres pays développés.

La productivité des machines augmente grâce au progrès technique, entraînant elle aussi des restructurations. La distinction entre productivité humaine et productivité des machines est assez arbitraire puisque l'une a toujours une action sur l'autre.

Chez Marx, les gains de productivité participent à la « contradiction fondamentale du capitalisme ». Pour la productivité humaine, il y a d'un côté une limite à la durée d'une journée de travail pour des raisons physiologiques, de l'autre de trop faibles salaires et des licenciements entraînent une crise de la

demande. L'absence de demande accroît la pression sur le coût et la productivité du travail, générant un cercle vicieux.

Marx ne croit pas en l'existence d'une productivité propre aux machines car toute la valeur est issue du travail humain. L'utilisation des machines conduirait par ailleurs à un moindre contenu du produit en travail humain et donc à diminuer sa valeur. Nous avons démontré que la mécanisation ne conduit pas nécessairement à la baisse des prix et contribue au contraire à augmenter considérablement le volume de la production. D'un autre côté, l'absence de progrès technique dans la chaîne de production ne conduit pas nécessairement à une « baisse de la croissance » comme le suggèrent a contrario les keynésiens, car il existe bien d'autres manières de maintenir le profit à flot.

Actuellement, le progrès technique accroît peu la productivité. La hausse de la productivité du travail, qui était de plus de 3% en 1970, n'est plus que de 1,3% dans les années 1990. Ces difficultés sont utilisées comme argument pour accélérer le démantèlement des retraites, mais Marx allait beaucoup plus loin qu'un simple constat en l'impossibilité de continuer à financer la consommation des catégories inactives de la population : il prévoyait une crise capitaliste globale !

Pour René Passet, la baisse de taux de progression de la productivité du travail s'explique en grande partie par l'accroissement de sa « composante immatérielle » que nous ne savons pas mesurer. Ceci vise à défendre l'idée qu'il faut faire cotiser tous les coûts de production pour financer les retraites. Cette explication semble courte, dans la mesure où il suffit de globaliser les coûts de production pour calculer la productivité globale, et que celle-ci ne semble pas mieux se porter.

*

Le progrès technique a également pour conséquence un très fort **renouvellement des produits**. Il crée même des services associés (hotlines par exemple).

Les **services** ont l'avantage de rarement devoir soutenir la concurrence internationale. Aujourd'hui les services regroupent plus de 80% de l'emploi dans un pays comme la France. De nouveaux services peuvent être créés au fil du temps, avec une grande diversité. Cependant les gains de productivité y sont assez limités, à cause de leur nature relationnelle. Marx s'en débarrassait en refusant d'admettre que des services puissent être de vraies richesses.

On recourt également au **raccourcissement de la durée de vie des biens** : par la mode, la publicité, la production de biens fragiles. De même, le progrès technique contribue à remplacer les produits déjà possédés par les ménages par une nouvelle génération de produits destinés au même usage, mais censés être plus performants.

L'industrie du **luxe** est un consensus social qui permet d'attribuer artificiellement plus de valeur à un bien qu'il n'en aurait réellement sur un marché pur et parfait, et donc de maximiser le profit.
Marché de niche, il n'est pas question de chercher outre mesure des débouchés en dehors de son cœur de cible. La concurrence, l'offre et la demande ne jouent pas à la baisse sur les prix.

*

Le soutien impérialiste aux entreprises capitalistes n'est pas le seul **mode d'intervention de l'Etat** pour enrayer la baisse des profits.

Devant la menace d'un monopole ou d'un cartel de prix, loin de prendre en main le système de production (comme il devrait le faire selon Marx), l'Etat peut **créer des lois pour limiter le rôle du marché** et empêcher la création de monopoles, comme les lois anti-trust aux Etats-Unis. Ces lois interviennent très tardivement, parfois lorsqu'il existe trois ou quatre entreprises oligopolistiques dans un secteur. L'Etat intervient encore contre d'éventuelles ententes illicites qui détruisent la situation de concurrence (cartels de prix).

Ces lois ne sont pas toujours respectées, notamment lorsque les intérêts américains sont en jeu dans un contexte international : c'était le cas du cartel de l'aluminium, menacé par les exportations russes.

Mais loin d'être un problème tendanciel du capitalisme, l'existence de monopoles ou de cartels de prix est une solution à la baisse des profits car ceux-ci ne sont plus contraints par la concurrence. L'Etat ne représente pas l'intérêt général, aussi il laisse souvent ces monopoles se constituer. Comme pour l'impérialisme ou la concentration du capital, on peut remarquer qu'il s'agit simplement pour l'Etat de continuer à intervenir comme il l'a fait en créant les conditions favorables au développement initial du capitalisme.

Il va même plus loin en offrant une **garantie aux profits**, d'une part en assurant des débouchés aux entreprises par les commandes d'Etat, d'autre part en compensant d'éventuelles baisses de profit par des subventions. Nous allons étudier deux formes de cette action de l'Etat en faveur des profits. L'une est le

socialisme d'intérêt privé et concerne le secteur marchand, l'autre est la redistribution inégalitaire des pauvres vers les riches.

*

Même en admettant le cadre général de la théorie capitaliste – la création de valeur dans les usines – et en laissant de côté les problèmes de cohérence interne déjà soulevés dans la théorie de la valeur travail, il existe des erreurs de prédiction dans la théorie marxiste.
Karl Marx sous-estime la capacité du capitalisme à renouveler ses produits, et se trompe quant aux modes d'intervention de l'Etat. Le monopole privé semble perdurer sans entraîner de passage spontané au socialisme. Et l'Etat ne semble intervenir que pour subventionner le profit, et non pour prendre les rênes de la production. Par ailleurs, puisque l'Etat a été un moteur essentiel des débuts du capitalisme, en promulguant des lois qui lui étaient favorables, et en mettant en place une politique impérialiste, il n'y avait aucune raison pour qu'il change d'attitude à cet égard.

Pour les marxistes, le soutien de l'Etat au profit intervient forcément au détriment des salaires, et l'on retrouve les problèmes de demande. Mais la surproduction permanente est la réalité depuis longtemps, et jamais ces problèmes de demande n'ont été constatés.
D'autres modalités inventées pour créer du profit sont incompréhensibles pour un marxiste, pour qui les services ne peuvent pas créer de valeur, et la rente n'est pas la même chose que le profit.
Par ailleurs, la concentration du capital en Bourse s'accompagne aujourd'hui de la destruction de ce capital. Aussi le taux de profit augmente. C'est illogique pour un marxiste pour qui le capitalisme se définit par l'utilisation de l'argent dans le but de sa propre accumulation.

L'économie marxiste postule également que la concurrence entre deux pays producteurs d'un même bien conduit à évincer l'un des deux du marché. Mais comme il faut que ce pays conserve une production nationale pour pouvoir importer ce produit, il se crée une spécialisation des différents pays dans la production de certains biens, appelée la division internationale du travail.
Or il n'y a pas de division internationale du travail, mais une division internationale entre pays producteurs et pays consommateurs, car le pouvoir d'achat d'un pays n'est pas créé par la production intérieure, mais par l'activité de crédit des banques commerciales.
Les pays dont les systèmes de prix et de salaires sont faibles finissent à terme par produire tout ce qui s'exporte. Les pays dont les salaires sont relativement plus élevés se spécialisent dans des productions de biens et de services de

proximité et dans la consommation. Les Etats-Unis ajoutent aussi à leurs revenus fictifs une énorme propension à consommer à crédit.

Pour finir, la surproduction permanente devrait entraîner de véritables problèmes pour maintenir le profit dans le cadre des théories capitalistes qui font de l'activité de production l'origine de la valeur. **Elle n'en pose pas, simplement parce que l'activité de production n'est pas à l'origine de la valeur.**

Le déterminisme historique

Les concepts centraux de la pensée de Marx sont la lutte des classes, le déterminisme historique, la théorie de la valeur travail, et la baisse tendancielle du taux de profit.

La **lutte des classes** se retrouve au niveau économique dans le concept de plus-value qui se partage entre salaires et profits. Mais Marx s'appuie sur une théorie micro-économique fausse - la valeur travail, et un déterminisme historique tout aussi discutable.

Le **déterminisme historique** chez Marx emprunte à Darwin la logique évolutionniste, au positivisme de Comte la notion de progrès permanent, ainsi qu'à la religion un fort relent messianique.

L'histoire suit un chemin de progrès, de formes archaïques d'organisation sociale jusqu'aux formes évoluées. Ainsi l'organisation capitaliste vient supplanter l'organisation féodale par nécessité historique exactement comme la nécessité a transformé les espèces animales. De la même façon, l'organisation communiste – supérieure - doit supplanter l'organisation capitaliste du fait des « contradictions internes » qui menacent le système capitaliste.

Marx préfigure un darwinisme tardif qui décrit une évolution soudaine et brutale – du fait de cataclysmes naturels par exemple - plutôt qu'une évolution permanente et progressive. De ce fait, l'évolution des organisations humaines doit en passer pour Marx par des époques de crise appelées révolutions.

Ce déterminisme utilisant des références scientifiques, Marx va jusqu'à qualifier le socialisme de scientifique et certains marxistes revendiquent aujourd'hui pour eux la méthode scientifique.
Il faut remettre cette idée dans son contexte : Darwin propose une théorie, il n'utilise pas la méthode scientifique, ni dans la forme philosophique du doute systématique de Descartes, ni dans la forme moderne prise par les essais en laboratoires. De même, les analogies de Marx n'ont rien de scientifiques.

Tout d'abord, l'histoire ou l'économie ne se prêtent pas à la démarche scientifique et au déterminisme. Les événements décrits (des révolutions ni plus ni moins) ne se répètent pas assez souvent pour en déduire des lois statistiques.

La science a remis en cause la notion de progrès : il ne suffit pas de produire toujours plus et toujours plus sophistiqué pour améliorer la condition humaine. La nécessité de Darwin a du accepter que le hasard aussi préside à l'évolution,

comme en témoignent les travaux de Stephen Jay Gould. Le phénomène de l'évolution lui-même ne suffit pas à prouver les théories qui en découlent (l'origine africaine par exemple), a fortiori les théories politiques de Marx.

Enfin, le monde n'a pas évolué dans le sens prédit par Marx. Le darwinisme politique a été récupéré à son compte par le capitalisme prédateur sous le nom de darwinisme social : les plus forts survivent. L'actionnariat et la rente créent une caste dominante faisant penser à un retour au système féodal.

Le socialisme d'intérêt privé

Le socialisme passe par l'appropriation collective des moyens de productions. Dans sa version étatique, c'est l'Etat qui devient propriétaire.

Les principes sociaux-démocrates laissent au privé la propriété des entreprises mais organisent une certaine redistribution du pouvoir d'achat en faveur des salariés pauvres et des chômeurs.

Le socialisme d'intérêt privé compense les baisses de profits en transférant des ressources collectives aux entreprises. L'intervention de l'Etat ne se fait pas sur un mode d' « appropriation collective », comme le prévoit la théorie marxiste, mais sur un mode de « **subvention collective** ». L'Etat se porte garant de la pérennité d'un système capitaliste lorsqu'il bute sur ses difficultés naturelles.

Ce sont des exonérations de charges diverses et d'impôts, des emplois subventionnés, des subventions directes, ou une couverture assurantielle automatique des pertes d'exploitation.

Les **subventions à l'emploi** sont présentées comme une mesure de soutien à l'emploi, car il est exigé que les pauvres travaillent. En termes économiques, si le coût unitaire d'une personne embauchée (salaires et charges) est supérieur au chiffre d'affaire supplémentaire généré, l'embauche de cette personne entraîne une perte d'exploitation. La subvention permet de couvrir le déficit, et même de fournir une marge à l'entreprise.

On parle parfois d' « effet d'aubaine », l'entreprise touchant parfois des aides pour un emploi qu'elle aurait créé de toute façon. Il s'agit ici des embauches rentables qui seraient des passagers clandestins. Le phénomène étudié ici est celui des passagers réguliers : l'entreprise génère peu ou pas de chiffre d'affaires supplémentaire et la communauté lui paye son profit.

Les **subventions à l'installation** sont un pur cadeau financier, sans lien avec l'emploi.

Des **assurances d'Etat** garantissent le chiffre d'affaires de certaines professions. Ainsi la COFACE assure gratuitement les contrats des entreprises françaises à l'étranger. Ainsi, quand l'Arabie saoudite n'a pas payé des chars Leclerc après les avoir reçus, GIAT Industries a été indemnisé par l'Etat français. Des compensations automatiques ont été organisées pour la profession agricole en cas de surproduction détruite, de sous-production, de jachère, etc.

Des **aides diverses** sont versées et des exonérations d'impôts sont proposées ou accordées aux entreprises du cinéma, des jeux vidéo, de l'industrie agro-alimentaire, aux restaurateurs et aux buralistes (TVA). Les médecins bénéficient de tarifs garantis et de prises en charge collectives pour certains investissements. Des exonérations d'impôt sur les sociétés ont été proposées par le président Sarkozy pour pousser au regroupement en pôles des entreprises de technologie.

Il peut y avoir **étatisation temporaire** : l'Etat protège le capital d'une entreprise déficitaire en la rachetant. Lorsque de nouveaux produits sont développés, lorsque de nouveaux gains de productivité surviennent, l'entreprise peut redevenir excédentaire et l'Etat la restitue alors au privé. On retrouve ici un peu l'adage « socialisation des pertes, privatisation des profits ». La banque britannique Northern Rock, secouée par la crise du crédit immobilier dite crise des « subprimes », a été nationalisée en février 2008, après 5 mois de subventions massives du gouvernement, financées par le contribuable. Le retour de la banque sous statut privé une fois sa situation améliorée était annoncée dès le début de l'opération. Il faut noter que c'est un retour en arrière imprévu par la théorie marxiste. Pour elle, l'Histoire a un sens et une fois le socialisme en place, on ne rebrousse pas chemin.

*

Pour illustrer l'ancienneté du phénomène d'abondance dans les pays dits développés, on peut observer que sans les subventions, les différents secteurs de l'économie seraient déficitaires !

Le secteur primaire est internationalisé et ne permet pas de réelle spécialisation. Il est très fortement concentré. Et il ne peut pas avoir recours au remplacement qualitatif des produits par le progrès technique. On ne remplace pas les bananes par des super bananes.
La surproduction y est globale depuis les années 50. L'idéologie d'Etat promouvant la pratique intensive a accéléré cet état de fait. Les petits producteurs ont été éliminés, les prix se sont effondrés, le taux de profit avec. Les revenus sont devenus largement indépendants de la production et socialisés par des subventions multiples.

L'industrie bénéficie d'aides multiples depuis les années 80, malgré l'innovation qui rend possible les gains de productivité des machines et le renouvellement des produits.

Le secteur tertiaire est subventionné depuis le début parce qu'il n'existe pas vraiment de clientèle solvable, que les gains de productivité sont peu ou pas possibles et que les services produits ne sont pas améliorables. On peut

améliorer une voiture, pas vraiment une assurance, comme une banane. Les emplois subventionnés sont notamment tous les services d'aide à la personne, dits de « tiers secteur ». Il s'agit également des revenus des professionnels de santé par le biais de l'assurance maladie. Il s'agit enfin de toutes les mesures sectorielles, comme celles mises en place en faveur des buralistes ou des restaurateurs.

La redistribution inégalitaire

A la subvention au profit s'ajoute des phénomènes de redistribution des pauvres vers les riches.
Sa justification théorique est l' « effet de ruissellement ». Selon ce principe, l'Etat doit favoriser les riches car ceux-ci, plus enclins à l'initiative économique, créent plus facilement de la richesse, et cette richesse ruisselle par leurs consommations en bas de l'échelle. Il y a plus d'inégalités mais les pauvres sont plus riches en termes absolus. Cette idée est fondée sur le principe erroné que l'initiative économique crée des revenus. De plus, l'effet de ruissellement n'a jamais été démontré et bute sur une réalité plus simple : quand on prend de l'argent aux pauvres, ils sont encore plus pauvres.

Les économistes nomment la redistribution des pauvres vers les riches : effet « Mathieu », et la voient un peu comme une curiosité. C'est en réalité une politique : l'Etat met en place de véritables mécanismes rentiers.

Le loyer est une rente « vraie » créée par la loi. Beaucoup de profits ressemblent aussi à des rentes, parce que le propriétaire de l'entreprise ne travaille pas lui-même, comme c'est le cas des actionnaires.

*

On pourrait associer le mécanisme de **privatisation** au socialisme d'intérêt privé. Mais la privatisation ne vient pas simplement renforcer le profit, elle crée la possibilité du profit.

La privatisation est la condition initiale de l'émergence du capitalisme. On rappellera la phrase de Proudhon : « La propriété c'est le vol. » Elle correspond assez bien au mécanisme de privatisation d'un bien collectif. Ainsi on peut dater les débuts du système capitaliste anglais du moment de la privatisation des prés communaux, ayant entraîné la révolte des « enclosures ». Les paysans ont été chassés des prés communaux comme sont chassés aujourd'hui les paysans des Andes. Le même principe a œuvré à la dépossession de leurs terres des indiens d'Amérique ou les palestiniens au début du 20ème siècle. La légitimation se fait par la création d'un « titre de propriété » au bénéfice du nouveau « propriétaire ».

La privatisation de biens collectifs concerne également des entreprises, comme celles qu'ont acheté au rouble symbolique les oligarques russes sous Eltsine, s'octroyant au passage le monopole du gaz ou de l'exploitation de la forêt russe. De même, tout mécanisme de privatisation d'entreprise entraîne une création de

profits soutirés par l'acheteur au contribuable. C'est assez flagrant avec les sociétés d'autoroute. Il s'agit typiquement d'une activité pour laquelle la concurrence n'existe pas ou peu – il n'y a jamais deux autoroutes concurrentes sur le même trajet, tout au plus des alternatives globalement non concurrentielles comme les petites routes ou le train – et dont le caractère de service empêche toute possibilité d'innovation. La privatisation d'une telle société n'a aucun intérêt pour le public. Il s'agit typiquement d'une redistribution inégalitaire.

A procédures égales, aucune entreprise capitaliste n'est en mesure de rivaliser en termes de prix avec une entreprise autogérée ou publique. Elles arrivent parfois à compenser dans l'industrie par une meilleure utilisation du progrès technique, mais sont démunies dans les services où elles doivent couvrir les dividendes des actionnaires, les coûts de la concurrence et les déséconomies d'échelle.

Malgré cela les assurances sont toutes privées. De plus, certaines polices sont obligatoires, comme l'assurance habitation ou l'assurance automobile, assurant un marché aux assureurs.
Les fonds de pension remplacent avantageusement l'assurance vie puisque désormais le bénéficiaire ne peut plus réclamer que les intérêts. Le capital ne lui appartient plus, mais est conservé par le fonds. De plus, le versement d'intérêts n'est pas garanti et est suspendu si le portefeuille concerné n'est pas bénéficiaire.

La gestion du régime général de sécurité sociale par certaines mutuelles leur octroie de la part de l'assurance maladie une remise de gestion par assuré très supérieure à leur coût réel. Le crédit d'impôt mutualiste pour que les revenus situés entre le plafond de la CMU complémentaire et ce plafond majoré entraîne une subvention des organismes d'assurance maladie aux assureurs complémentaires privés.

Les marchés publics organisent des avenants sans appels d'offre, évincent des PME sur des critères d'effectifs, financiers et d'expérience permettant à certaines entreprises de s'assurer des profits sans réelle mise en concurrence.
Les concessions de service public organisent une forme de rente aux titulaires des marchés.
Les secteurs de la formation ou du recrutement privé bénéficient de ponts d'or de la part de l'Etat pour simplement faire de la sous-traitance, plus chère, avec des résultats inférieurs.
Mieux que les concessions, le régime des partenariats public-privé ne les limite pas dans le temps. Dans ce cadre, l'Etat remboursera les loyers, prendra en charge le risque commercial et d'exploitation, tandis que l'entreprise concernée empochera les profits.

Les événements sportifs sont payés par la collectivité au profit des entreprises qui obtiennent les marchés. Les sommes sont d'ailleurs souvent dépensées sans que l'investissement soit pérenne.

*

Le **droit intellectuel** organise également une forme de redistribution inégalitaire.

Le salarié n'est jamais payé de son travail au-delà du mois considéré. Dans le meilleur des cas, il bénéficie d'un intéressement au résultat sur un à trois ans. Les chanteurs sont encore rémunérés trente ans plus tard pour la chanson qu'ils ont écrite en deux heures. Parfois ce sont les maisons de disques qui ont les droits de chanson qu'elles n'ont pas écrites.

Les OGM permettent de rendre les plants stériles, ce qui assure de vendre des semences au producteur chaque année.
On octroie des brevets sur des biens qu'on pouvait croire dans le domaine public. L'utilisation de plantes de la médecine traditionnelle est parfois interdite quand un laboratoire pharmaceutique a déposé un brevet sur le principe actif.

*

Les **aides financières aux riches** sont le pendant pour le particulier des subventions aux entreprises.
Des déductions d'impôts sont octroyées en plus des versements de la CAF aux familles qui embauchent des assistantes maternelles à domicile.
Les gains réalisés à l'étranger, les successions sont défiscalisées dans beaucoup de pays.
Les créances non recouvrables possédées par les particuliers font l'objet de déductions fiscales contre abandon de celles-ci. Ceci est une assurance gratuite fournie aux rentiers par l'Etat.
Les dirigeants d'entreprise bénéficient de « parachutes dorés ». Les salariés peuvent être embauchés sous des statuts qui ne donnent pas droit à la moindre indemnité.
Les écoles de « l'élite » sont financées par tous.
Beaucoup de ceux qui ont un revenu ainsi subventionné trouvent par contre scandaleux que l'on continue de verser l'assurance chômage ou l'aide sociale.

L'Etat **s'endette** plutôt que de collecter l'impôt nécessaire ou de frapper la monnaie qui lui permettrait de réaliser les dépenses prévues. Les intérêts de la dette sont payés aux riches prêteurs, grâce à l'impôt de l'ensemble des français.

Ce qu'on nomme profit ne résulte donc plus de la seule activité marchande, mais également des subventions et de la redistribution inégalitaire. Ce qu'on nomme encore capitalisme sert seulement à cristalliser un rapport hiérarchique en **simulant un marché de biens**.

La pénurie artificielle

Un dernier moyen pour le capitalisme de lutter contre la baisse des profits que pourrait amener une société d'abondance est de recréer une pénurie artificielle.

Tous les autres moyens évoqués suffisent à lutter éternellement contre la baisse des profits, mais la pénurie artificielle a le mérite de maintenir l'illusion d'un fondement moral à la persistance des inégalités.

Pour maintenir les hiérarchies existantes, la fiction de la valeur qui serait créée dans les entreprises est essentielle. Le capitalisme est légitimé parce qu'il serait le meilleur système à même de créer des richesses dont tous bénéficient, mais il devrait pour cela conserver une hiérarchie sociale adaptée à la production, avec un partage des rôles entre patrons et salariés.
Il faut donc continuer à appeler profits les revenus de compensation offerts par la société aux riches et à utiliser des descriptions des mécanismes économiques falsifiées.

Mais une autre fiction est nécessaire : celle de la pénurie.

L'abondance pose deux problèmes aux riches. L'un est que les pauvres qui ne ressentent pas la pénurie ne ressentent pas le besoin de continuer à produire des richesses, et pourraient remettre en cause les hiérarchies. Dans un système féodal, la société peut imposer l'inégalité de manière idéologique. Dans le capitalisme moderne où le discours est pseudo égalitaire (l'inégalité est la conséquence du mérite), il faut assurer à la fois le progrès pour tous et l'inégalité au mérite. Il faut donc promettre que tous pourront consommer plus, mais que les plus méritants pourront consommer encore plus que les autres.
L'autre problème est que les riches ne peuvent pas jouir d'avoir plus si les pauvres ne souffrent pas d'avoir moins.

Les solutions sont de deux ordres : créer une pénurie de biens, ou créer une pénurie artificielle de pouvoir d'achat.

*

Pénurie de biens

L'abondance de biens est difficile à cacher. Les stocks d'invendus sont une constante de la sphère marchande, pour la grande majorité des produits, et beaucoup de ces produits ne sont pas d'une absolue nécessité. Les ménages

achètent une seconde voiture ou un troisième téléviseur, et il y a toujours des stocks.

La pénurie de biens peut s'obtenir en inventant sans cesse de faux besoins, avec l'aide de la publicité par exemple. Ces faux besoins avaient été identifiés comme un mécanisme de sauvegarde du capitalisme par Guy Debord dans « La société du spectacle ». On peut également pour ce faire supprimer l'accès au patrimoine ou même le détruire.

Ernest Oppenheimer disait que « la seule manière d'augmenter la valeur d'un produit est d'en réduire la production tout en parlant de pénurie ». Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 étaient dus à des ententes de ce type.

La destruction de la nature n'est donc pas une contradiction du capitalisme détruisant la source de tout profit, mais une solution aux problèmes posés par l'abondance. Pour maintenir le cours du poisson, une des solutions retenues a été la destruction de 90 % des stocks naturels. Il a ainsi été possible de les remplacer par des élevages piscicoles grâce auxquels il est possible de contrôler les volumes de production.

La pénurie volontaire de biens n'est pas en contradiction avec l'idée de « croissance ». La croissance est une problématique monétaire, sans rapport avec les flux de biens et services concrets.
Ainsi, il n'est pas anormal de consommer moins à cause de la pénurie de biens tout en enregistrant une croissance en termes monétaires. Il n'y a pas de luxe sans pauvres.

Pour la grande masse des individus, ce pseudo capitalisme va à l'encontre du développement de la consommation qu'il promet.

*

Pénurie de pouvoir d'achat

L'abondance d'argent est également difficile à cacher car la masse monétaire est énorme, même si elle reste immobilisée en Bourse, dans les capitaux d'entreprise ou dans les produits d'épargne. Cet argent est donc ignoré. On ne tiendra compte que du revenu des ménages et des revenus de l'Etat. La pénurie monétaire est aussi artificielle que l'ensemble du mécanisme de création monétaire.

On a vu que les banques doivent arbitrer un taux d'intérêt qui leur permette de toucher un maximum d'intérêts, car d'un côté les hausses du taux d'intérêt

augmentent ces intérêts perçus, mais de l'autre elles réduisent le volume des crédits souscrits.

Mais les banquiers, qui sont des riches comme les autres, connaissent un autre dilemme : créer des crédits pour s'accaparer les richesses, ou limiter le crédit pour empêcher le pauvre de jouir ?

Pour empêcher la jouissance du pauvre, il faut susciter le besoin et ne le satisfaire qu'en partie, avec un gradient des plus pauvres aux plus riches. La publicité suscite le besoin. La pénurie monétaire empêche de le satisfaire complètement.

Pour les riches, cela permet de priver la population d'une partie de ce qu'elle souhaite consommer, et ainsi de mieux jouir de leurs propres possessions, sachant que les pauvres ne les possèdent pas.

Une seconde utilité de la pénurie monétaire est de contraindre les pauvres à travailler, en liant pouvoir d'achat et exercice d'un travail. D'une part, cela permet aux riches de les faire travailler pour leur compte. D'autre part, les pauvres ont moins le temps de réfléchir pour remettre en cause les hiérarchies sociales quand ils sont au travail.

Ces considérations sur la pénurie artificielle ne valent que pour la foule des individus. Les plus riches ne la subissent pas.
Les banquiers résolvent leur dilemme de manière simple. Ils limitent les crédits aux pauvres pour maintenir la hiérarchie de la richesse. Mais ils continuent à accorder d'énormes crédits aux riches pour s'assurer leur propre richesse.

Cette masse monétaire ne diffuse pas vers les plus pauvres à travers l'échange, car l'immense majorité des actifs sont salariés. Ils ne peuvent donc pas en récupérer leur part en augmentant leurs prix.

Les cycles économiques

Les cycles de la demande chez Marx sont la manifestation des transformations dans les modes de production. Lorsque les crises de surproduction surviennent, les capitalistes sont incités à changer leur mode de production pour pouvoir baisser leurs prix. Une fois ce nouveau mode de production adopté, on repart pour un cycle, qui passe par une phase de concurrence, la nécessité de baisser ses prix, qui conduit à une nouvelle crise de surproduction. A terme, le capitaliste n'a plus la capacité de modifier une dernière fois son mode de production, et la crise de surproduction devient définitive.

Rappelons ici le double discours marxiste sur le progrès technique, qui diminue la quantité de travail contenue dans un bien et donc sa valeur, mais qui permet de sauver le profit lorsqu'il baisse du fait de la concurrence.

Les autres théories économiques identifiant des cycles diffèrent du cycle de Marx par le fait que le cycle est permanent et qu'il ne survient jamais de crise définitive.
Modigliani a inventé la théorie des cycles de vie. L'individu jeune est censé épargner en prévision de ses vieux jours, tandis que l'individu âgé dépense ce qu'il a accumulé. La théorie est évidemment fausse, puisque les personnes âgées sont celles qui épargnent le plus.
Beaucoup d'économistes prétendent également que la croissance obéit à des cycles. Il existe des cycles courts au niveau des entreprises, mais surtout des cycles longs, dits de Kondratieff, de l'ordre de 40 à 60 ans.

La phase ascendante voit la production augmenter, les salaires, l'emploi, les profits s'améliorer. Kondratieff explique que les industriels voyant la demande forte augmentent progressivement leur capacité de production, et les coûts de production augmentent. Les industriels répercutent ces coûts sur leurs prix, et la demande élevée de monnaie pour investir entraîne une hausse des taux d'intérêt.

Puis vient la phase descendante : du fait de la hausse des prix, la consommation diminue, tandis que l'offre constituée est élevée. Pour vendre, les industriels réduisent leur prix. Ils le font en réduisant leurs coûts de production et licencient, et ils arrêtent d'investir. Dans le même temps, les baisses de consommation et d'investissement réduisent les taux d'intérêt. Comme les prix sont alors bas et les taux d'intérêt peu élevés, la demande peu repartir.

D'autres économistes complètent la théorie de Kondratieff en observant que la reprise des investissements intervient plus tard que la reprise de la

consommation, ce qui explique l'aspect séquentiel et cyclique du mécanisme économique.

D'autres encore nient un cycle investissement-désinvestissement et s'attachent à un cycle hausses salariales -baisses salariales. Le besoin de main d'œuvre entraîne un partage de la valeur ajoutée plus favorable au travail. Ainsi les coûts de production augmentent, les profits baissent, les entreprises réduisent leurs activités les moins rentables. Il y a des licenciements et des baisses de salaires. Il s'agit en général de démonstrations visant à réconcilier l'existence de cycles et la loi de Say qui dit que l'offre n'est pas limitée par la demande. Lors des politiques keynésiennes de relance, les hausses salariales et l'inflation étaient fortes, mais la phase descendante des cycles avait disparu, ce qui montre bien que cette théorie ne tient pas.

D'autres expliquent les cycles par l'inflation due à la création monétaire ; d'autres encore par l'influence des cycles boursiers. Nous avons vu que l'inflation ne crée pas de crise de demande puisqu'elle n'est qu'un transfert de pouvoir d'achat d'un secteur à l'autre. Nous avons vu également que les fluctuations de la Bourse n'ont pas d'impact sur la sphère commerciale. Aussi nous ne nous attarderons pas sur ces théories.

Attardons-nous plutôt sur les théories de Kondratieff et de Schumpeter.

*

Le cycle du prix et de la demande

La théorie de Kondratieff se préoccupe du niveau de la demande. Cependant la demande n'est limitée que par le niveau du pouvoir d'achat. Pour lui le fait que le bien soit diffusé partout ne sature jamais la demande ! Ainsi la demande de biens repart naturellement lorsque les prix ont baissé. L'abondance n'est pas un problème économique. Le progrès technologique n'est pas une nécessité ; le capitalisme est viable dans une société de technologie stationnaire.

*

Le cycle de l'innovation et de la demande

Pour Schumpeter, c'est l'inverse. Il favorise une théorie de la demande limitée par la saturation des marchés, sans qu'une baisse de la demande soit possible du fait de la hausse des prix et des taux d'intérêt, un peu comme dans les théories de Say où le pouvoir d'achat ne manque jamais. Le facteur essentiel pour la relance est alors l'innovation.

Le progrès technique permet des gains de productivité et le renouvellement des produits, relançant ainsi le profit. Schumpeter ajoute que le profit est d'abord le fait d'un monopole temporaire – ce qui permet un surprofit supplémentaire -, avant de se réduire aux gains de productivité et au renouvellement des produits.

D'autres auteurs considèrent que le surprofit lié au monopole temporaire est la part essentielle de la croissance mesurée. Ils le démontrent astucieusement en observant que les monopoles anglais au 19ème siècle et états-unien au 20ème siècle ont permis de fortes croissances mondiales. Toutefois, ils négligent un peu le rôle du protectionnisme qui permet de prolonger une situation intérieure de monopole même quand il existe des industries concurrentes ailleurs, sans parler des pratiques impérialistes de ces pays.

Il ne faut pas confondre ces monopoles temporaires liés à l'innovation avec la constitution de monopoles pour maintenir le profit chez Marx. L'innovation chez Schumpeter crée un mouvement du monopole à la concurrence lorsque le profit existe. La concentration du capital chez Marx crée un mouvement de la concurrence au monopole lorsque le profit n'existe plus.

Schumpeter considère les monopoles comme utiles, car ils permettraient de baisser les prix par les économies d'échelle et la vente à perte. Par ailleurs, les surprofits liés au monopole favoriseraient l'investissement et de nouvelles innovations. En réalité, l'observation montre qu'en situation de monopole, les prix montent en général. C'est d'ailleurs la source du surprofit observé, ce qui rend la démonstration de Schumpeter assez contradictoire. Et si les monopoles ont une capacité d'investissement supérieure, elle n'est guère utilisée, puisque on considère avec le recul que la concurrence est le moteur psychologique de l'investissement.

Le raisonnement de Schumpeter n'est pas très éloigné de celui des marxistes : lorsque les consommateurs sont tous équipés en un produit, la demande baisse, alors que la concurrence entre les entreprises est de plus en plus rude. Pour les marxistes, il s'agit d'une lutte permanente entre l'innovation et la baisse des profits. Pour Schumpeter, le fait que les cycles existent prouve que l'innovation est un phénomène spontané ! De plus, ces cycles nécessitent que les innovations surviennent toutes en même temps et dans tous les secteurs. Lorsque les anciens modes de production et les produits partout diffusés ne permettent plus le profit, elle apparaît naturellement, ce qu'il nomme la « destruction créatrice ».

Curieusement, Schumpeter ne souscrit pas aux théories de Marx sur la chute du profit dans une économie capitaliste stationnaire (sans progrès technologique), alors que sa démonstration l'exigerait. Il croit que ce sont les innovations qui génèrent elles-mêmes les cycles. Or il n'y a aucune raison d'observer une phase

descendante si l'économie stationnaire est viable et que les innovations ne sont pas encore apparues.

*

Les cycles existent-ils ?

A première vue, les cycles observés apparaissent approximatifs et les statistiques choisies arbitraires.

De plus, il existe des causes exogènes de crise : les guerres, les famines, les épidémies, ainsi que des causes exogènes de croissance comme les politiques économiques, qui altèrent la prévisibilité des cycles.

Ainsi la politique keynésienne des Trente glorieuses a permis une croissance continue, sans que des cycles s'observent. Ces cycles supposent également que sans politique économique l'inflation et la déflation cycliques sont une chose naturelle. Il n'y aurait donc aucune raison pour les Etats et les banques centrales de proposer des politiques de lutte contre l'inflation. D'ailleurs, dans le modèle de Kondratieff, la hausse des prix et des taux d'intérêt va de pair, alors que dans le modèle de la BCE, ils varient en sens inverse.

Il est donc difficile de faire cohabiter des politiques économiques avec ces cycles de croissance.

La chute de la demande chez Kondratieff est due à la hausse des prix et des taux d'intérêt. Pour Schumpeter, elle est due à une saturation du marché. Chez Schumpeter, le caractère cyclique nécessiterait que les innovations surviennent spontanément en même temps dans tous les secteurs.

Les économistes classiques situaient l'origine du profit dans l'effort de production. Schumpeter ajoute l'innovation comme origine au profit. Mais ces deux affirmations sont des truismes. Il peut sembler évident que sans produire on ne fait pas de profit et que sans innover on réduit ses débouchés. Schumpeter pense que le prix donne une valeur objective de l'innovation comme les classiques pensent que le prix a un rapport avec la valeur travail. Et il pense comme eux que l'argent pousse dans les arbres pour venir augmenter les profits.

Les théories des cycles de croissance ont été utilisées pour lutter contre la croyance marxiste en une baisse définitive des profits. Or, s'il n'existe pas de baisse tendancielle des profits, ce ne sont pas les théories des cycles qui le prouvent. La croyance en des révolutions technologiques qui viennent toujours

en temps voulu sauver un capitalisme dont les profits s'effondrent est simplement une forme de pensée magique.

La pénurie de ressources

La pénurie de ressources est tout autre chose que la pénurie de biens dans un système capitaliste. Elle pourrait reposer sur la distinction que fait Ricardo entre richesse et valeur. De ce fait, elle ne contredit pas le phénomène d'abondance qui est observé dans la sphère marchande.

Pour certains écologistes, elle apparaît comme une forme ultime de contradiction pour le capitalisme. Le capitalisme contribue en effet à détruire la nature qui serait à la source même de son développement. Ce n'est pas exact car la comptabilité capitaliste ne se préoccupe pas de la richesse véritable comme la beauté de la nature, la qualité de vie ou les indicateurs de développement humain. Elle se passe également très bien de la nature pour assurer sa propre croissance. Elle est bien plus inventive que cela. Le monde peut bien exploser, le capitalisme peut y résister s'il reste un économiste pour le prétendre.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un problème sérieux pour le genre humain.

Pour **Ricardo** et **Malthus**, la pénurie est indépassable. Ceux-ci proposèrent de proscrire toute augmentation de la population humaine. Mais il est apparu que seules les limites des technologies d'exploitation de la nature par l'homme étaient la cause de cette pénurie.

La pénurie de ressources est réapparue au grand jour en 1972 lors d'une réunion du club de Rome. Comme Ricardo en son temps, le club a jugé la pénurie définitive, sans s'appesantir sur les limites technologiques de l'exploitation de la nature.

Nicolas Georgescu-Roegen a aussi postulé que l'entropie en thermodynamique amenait une dégradation inéluctable des ressources naturelles avec le temps. Cette dégradation serait contradictoire avec l'objectif d'une croissance sans limites. De plus, il ne lui semblait pas possible de remédier à cette loi de la nature par le seul progrès scientifique et technologique. C'est ce qui en faisait un des premiers militants connus de ce qu'on nomme la décroissance.

Il y a d'excellentes raisons d'être un partisan de la décroissance, notamment la dégradation des ressources naturelles plus rapide que leur régénération. Mais Georgescu-Roegen ne met pas en cause le capitalisme dans la dégradation des ressources ; il estime qu'il s'agit d'un phénomène naturel. C'est un peu de la pensée de Ricardo et de Malthus qu'on retrouve chez lui avec la pénurie comme l'état de nature permanent. C'est aussi une vision classique qui voit dans l'organisation économique un système naturel et non pas une construction sociale et humaine. Ce

qui en fait un argument bien moins bon contre le capitalisme que la critique habituelle du productivisme.

Là où Ricardo parle de pénurie permanente, là où le club de Rome pense qu'on revient à un état de pénurie par une consommation trop forte, Georgescu estime que la nature se dégrade d'elle-même pour nous amener la pénurie.

Le Cercle des économistes, lors du colloque « Un monde de ressources rares », qui s'est tenu du 7 au 9 juillet 2006 à Aix-en-Provence, apporte une réponse différente : ce sont les technologies qui ne sont pas au point, mais il n'y a pas à craindre à terme de réelle pénurie de ressources.

La synthèse d'Aix est rédigée ainsi : « La réponse aux nouvelles raretés n'implique pas de renoncer à la croissance, au contraire. Elle impose d'accepter le renouveau du nucléaire et le développement des OGM. Mais elle suppose aussi le changement profond des modes de consommation des pays développés, un progrès des formes de redistribution et, surtout, une refondation de la gouvernance mondiale. »

Dans un article du 28 septembre 2006 du journal Le Monde intitulé « L'environnement de l'économie », Jean-Paul Fitoussi s'inscrit en faux contre Georgescu-Roegen. Pour lui, il existe un contrepoids à la loi d'entropie, c'est l'augmentation des savoirs, qui permettra de préserver la ressource. Le Cercle des économistes cite le progrès technique, Fitoussi le savoir, mais l'idée est la même.

Pour le Cercle des économistes, la pénurie engendre la hausse des prix, ...qui supprime la pénurie ! En effet des gisements non rentables le deviendront : les schistes bitumineux du Canada pour le pétrole seraient une source aussi importante que les gisements saoudiens. Il conviendrait donc de ne pas subventionner ou taxer les énergies. Bref, les vertus du marché libre ont encore fait des miracles.

Notons d'abord si à 70 dollars le baril l'exploitation de schistes bitumineux ou le développement des biocarburants devient rentable, il reste que ça devient très cher et que cela va provoquer des inégalités d'accès à la ressource.

Non seulement une pénurie relative permettrait de rendre rentables des technologies mises de côté qui ne l'étaient pas, mais elle permettrait aussi de stimuler la création d'autres technologies nouvelles.

Notons encore que la pénurie artificielle est la situation de choix pour le capitalisme, puisqu'elle permet de maintenir des prix hauts, l'abondance et une pénurie réelle et définitive étant des plaies pour le profit.

La seule rareté est pour eux le temps : arrivera-t-on à développer les technologies nécessaires avant une pénurie réellement sérieuse ? La réponse qu'apporte le Cercle est un oui massif.

Les conclusions font froid dans le dos. Premièrement, la destruction REELLE de l'environnement n'a aucune importance pour ces économistes du moment que la technologie nous permet d'y survivre.

Ensuite, l'idée que le capitalisme trouve toujours LA solution à temps relève de la pensée magique de Joseph Aloÿs Schumpeter. La course entre les solutions technologiques et la pénurie de matières premières est similaire à la course entre l'innovation et la baisse des profits chez Schumpeter. Schumpeter disait que le progrès sauvait les profits, Fitoussi et le Cercle des économistes disent qu'il sauvera l'environnement.

*

Le coût de la destruction du patrimoine naturel

Une étude de 2007 de Nicholas Stern pour le gouvernement britannique affirme que le réchauffement climatique pourrait coûter 5 500 milliards d'euros. Le questionnement de départ est donc différent : il s'agit de connaître **l'impact financier de ce réchauffement**.

Jusqu'à récemment, on considérait plutôt que les atteintes à l'environnement étaient une bonne chose, car elles permettaient de créer un marché de la dépollution. Lorsqu'un pétrolier s'échoue, aussitôt des entreprises proposent leurs services pour pomper le pétrole, déverser des bactéries dans l'eau, nettoyer les plages. Parfois d'ailleurs des pétrolières qui gagnent ainsi sur les deux tableaux. Ca fait grimper le PIB.

Puis d'autres économistes sont arrivés pour considérer que le patrimoine naturel étant exploitable, on pouvait lui fixer un prix, qui se partagerait comme tout prix entre salaires et profits. En conséquence, toute destruction de la ressource naturelle peut conduire à une perte d'exploitation. C'est une position qui entraîne des comportements plus écologiques, mais pas forcément plus intelligente, parce que ce faisant on admet que le patrimoine naturel est privatisable, et que sa valeur évolue en fonction de l'offre et de la demande. Ainsi Stern affirme que l'humanité devrait dépenser 1 % du PIB annuel de la planète, soit près de 275 milliards d'euros sous peine de voir le coût du réchauffement climatique être de 5 à 20 fois plus élevé.

Alors qui a raison ? Ceux qui parlent de création de richesses grâce aux marchés de la dépollution ? Ceux qui parlent du coût de la pollution ?

La seule REALITE est que le réchauffement climatique pourrait entraîner de graves dégâts écologiques. Mais les économistes ne s'intéressent pas à l'écologie, ni à la réalité. Par contre, si on démontre que le réchauffement climatique nous ferait perdre de l'argent, c'est la panique à bord.

Cette antinomie des conclusions des uns et des autres révèle non pas que les uns se trompent et que les autres ont raison, mais que les fondements de la pensée économique - déterminer ce qui relève d'une dépense ou d'une création de richesses par exemple - sont absolument arbitraires.

Ainsi les économistes de la santé répètent de temps en temps que si la santé est un coût, elle est également une production de soins et de médicaments, qui en tant que telle se retrouve dans le PIB comme composante. (Rappelons que la "création de richesses" dans leur raisonnement crée dans le même temps la monnaie qui sert à l'acheter.) A la fois dépense et recette en quelque sorte. C'est ainsi que selon ce que l'on veut démontrer, la santé sera tantôt un coût, tantôt une création de richesse. Et on se prend à demander pourquoi, si la santé est une richesse mesurable par le coût des soins, le secteur de la santé ne se finance pas de lui-même et a besoin des ressources de l'assurance maladie.

On retrouve le même raisonnement spécieux avec les dépenses environnementales. En général, tout ce qui est privé est considéré comme une création de richesse, tout ce qui est public est une dépense.

On s'enfonce donc encore. Ceux qui s'interrogent sur la pénurie de ressources ont au moins le mérite de parler du réel. Ceux qui s'interrogent sur le « coût » de la destruction de la nature sont au-delà de toute réalité.

La domination du monde

Dès son origine, le capitalisme a pour objectif d'assurer à une élite la domination du monde. Il n'est attaché ni à la liberté d'entreprendre, ni au développement, ni à la démocratie, ni à la concurrence ; il ne défend que l'ordre.

*

Le capitalisme contre la liberté d'entreprise

Le libéralisme moral contient dans ses principes la liberté d'entreprise et la liberté des échanges. Le capitalisme s'oppose frontalement au libéralisme moral.

Historiquement le capitalisme a entraîné la **limitation de la liberté d'entreprise**, par la réduction du nombre d'entrepreneurs liée à l'industrialisation et une transformation des artisans indépendants en salariés des usines. Ainsi le capitalisme a créé une nouvelle hiérarchie sociale entre patrons et salariés. Plus un pays est dit développé, plus la part des salariés dans les actifs y est importante. Plus de 90% des actifs sont salariés en France aujourd'hui. Les nombreuses créations d'entreprises en 2004 en France démontrent non une plus grande vitalité de l'économie française, mais un chômage qui oblige les actifs à créer des entreprises à durée de vie limitée.

La **limitation des échanges** se fait via la pénurie monétaire artificielle. Les métaux précieux utilisés comme étalon monétaire sont en quantité limitée et empêchent le développement des échanges. Antérieurs au capitalisme, ils ont été progressivement supplantés par l'activité de prêts contre intérêts. Les riches étaient en effet contraints comme les pauvres par la quantité limitée de métaux précieux. Le crédit illimité permet d'accroître les inégalités de pouvoir d'achat, car l'octroi de prêt est souvent refusé aux pauvres.

Le choix délétère entre liberté et justice sociale qui est le clivage fondamental entre le droite et la gauche est un faux dilemme. Le capitalisme n'est ni du côté de la justice sociale, ni du côté de la liberté. Cependant personne ne songe plus à contester le capitalisme lui-même.

*

Le capitalisme contre la démocratie

Le capitalisme remplace la noblesse par une aristocratie de l'argent, héréditaire et sans rapport avec le mérite individuel. Le salariat vient naturellement prendre la suite des rapports féodaux entre serfs et seigneurs. Ce capitalisme n'est pas démocratique.

Il prétendit cependant être lié à la démocratie, sur la foi du doux commerce de Montesquieu, qui pourtant ne parlait que de la capacité du marché à atténuer les conflits entre nations, pas de rapprochements des classes sociales. Pour mieux saisir le rapport de domination permanent qui est à l'origine de la pensée capitaliste, on peut donner quelques exemples de celle-ci :

Ricardo disait que dans ce monde de pénurie, il convenait de ne donner que le strict nécessaire aux travailleurs pour qu'ils puissent survivre et faire des enfants, afin de reproduire la force de travail.
Plus tard, Max Weber ajouta que l'ouvrier ayant tendance à choisir le plus souvent le temps libre plutôt que l'argent, il fallait fixer son salaire au plus bas pour l'obliger à travailler.
Keynes suggérera aussi la nécessité de maintenir un « volant de chômeurs », pour empêcher que les travailleurs ne soient en position de force pour négocier les salaires et les conditions de travail.
A aucun moment il n'est fait état de partage démocratique de la valeur ajoutée.

Les luttes syndicales et la menace du communisme ont amené le capitalisme à considérablement revoir sa copie. Le discours économique s'est transformé pour prétendre que les travailleurs reçoivent leur part du développement économique.

La théorie économique continue cependant de légitimer l'inégalité en la présentant comme une conséquence secondaire et un peu fâcheuse de l'utilisation des meilleurs principes économiques. Ainsi on justifiera l'existence d'inégalités par le fait que la redistribution freine l'initiative et donc la croissance. On dit aussi que les couches les moins aisées, quoi que moins bien servies, bénéficient de cette croissance, et voient finalement leur niveau de vie mieux amélioré que dans un système moins inégalitaire. C'est ce qu'on appelle « l'effet de ruissellement ».

On a largement démontré l'inanité de ces prétendus « meilleurs principes économiques », et pourtant ils triomphent encore partout. Il y a une excellente raison à cela : en réalité c'est l'effet collatéral – l'inégalité – qui est leur véritable objectif, non la croissance.

La gauche a un point de vue moins inégalitaire sur le pouvoir d'achat, quoi que pas « égalitariste » comme on peut l'entendre ou le lire parfois. Elle est favorable au principe de redistribution pour des raisons de « justice sociale ». Ce mot de « justice » est une tentative pour rendre universels et naturels les points de vue moraux de la gauche. Contrairement à la droite, on n'est pas dans le registre lexical de l'économie, mais de la morale (même si, l'économie, fausse science, ne fait que naturaliser des préférences morales). Or pourtant la redistribution du pouvoir d'achat est globalement favorable à l'augmentation des transactions commerciales.

*

Les principes monétaires enchaînent l'homme et l'Etat

Les banquiers créent l'argent ex nihilo, le distribuent à un certain nombre de personnes qui défendront ce système parce que la hiérarchie créée leur est favorable, le font reconnaître comme richesse et unique vecteur de l'échange, et prennent possession des richesses matérielles avec cet argent.

Il faut alors créer une économie marchande qui accepte ces principes financiers, et s'y imbrique de telle manière qu'on les croie indissociables.

Sont créés une **comptabilité**, une **monnaie**, le principe de son **accumulation** (car une monnaie peut être « temporaire » et disparaître, comme les chèques cadeaux à durée limitée), et le principe qui **lie revenu et travail**.

In fine, le **prêt à intérêt** et la **dépossession de l'Etat** du privilège d'émettre la monnaie permet aux banques d'avoir le contrôle sur les Etats et les hommes à travers leurs dettes. Le principe de l'**impôt** permet de restreindre la liberté des individus, notamment en opérant un contrôle sur l'activité de production et d'échange des derniers indépendants. In fine, ni l'individu ni l'Etat ne peuvent plus acheter ni vendre sans le contrôle du pouvoir financier.

La plupart de ces principes sont antérieurs au capitalisme, à l'exception du salariat. Tous ne se retrouvent pas nécessairement dans toutes les sociétés. La chrétienté avant le Moyen-âge et l'Islam encore aujourd'hui refusent l'usure, quoi que les banques islamiques tendent à proposer aujourd'hui un intérêt « raisonnable ». On ne connaît pas semble-t-il de puissances publiques endettées avant les Empires romains d'Orient et d'Occident. En revanche, l'accumulation du capital et la valeur intrinsèque attribuée aux matériaux précieux semblent remonter à la Préhistoire.

Par rapport aux économies antérieures, le capitalisme ajoute la transformation des artisans indépendants en salariés de grandes unités de production, créant ainsi le **salariat** et l'échelle industrielle. Les salariés perdent une part de la liberté en signant un supposé « contrat » de travail, qui crée un rapport de subordination à son entreprise.

*

Le capitalisme détourne le bien commun

L'Etat vient apporter son soutien à cette mise sous coupe réglée de la société.

Il organise l'appropriation des biens collectifs par des intérêts privés, défend la concentration des entreprises pour des motifs d'accroissement de la production, légifère sur l'affaiblissement de la classe salariée (interdiction des syndicats par la loi Le Chapelier en 1791), et soutient la demande des entreprises.

Comme souligné précédemment, la demande a été soutenue par les Etats par différents moyens, successivement l'impérialisme, le protectionnisme, le plan Marshall en Europe, la hausse des salaires occidentaux pour lutter contre l'influence du communisme, l'endettement des Etats. Aujourd'hui, l'Etat **subventionne directement les profits**.

Les Etats-Unis font la guerre pour le profit de leurs entreprises d'armement et de leurs entreprises pétrolières. La France met en place des subventions et des législations créatrices de rentes. Mais les arbitrages des Etats pendant la seconde moitié du vingtième siècle ayant été moins favorables aux entreprises pour cause de guerre froide, on essaie aujourd'hui de remplacer les arbitrages étatiques par des arbitrages privés, via des organismes transnationaux contrôlés par les multinationales, indifférents aux aléas de la politique.

*

Le pouvoir plutôt que les profits ?

Karl Marx disait que le système économique capitaliste est une construction sociale reflétant les rapports entre dominants et dominés. Il est à l'opposé de l'économie vue comme une branche de la physique, répondant à des lois naturelles qu'il s'agirait de décrypter. Les économistes qui présentent l'économie comme une science dure participent à ce rapport de force en soutenant le point de vue de ceux qu'il favorise. Ainsi, un Georgescu-Roegen, tout décroissant qu'il soit, reste dans la lignée des physiocrates. Ainsi sont tous les économistes néolibéraux qui avancent que si redistribution de l'état il doit y

avoir, elle doit se faire en faveur des riches, du fait de l'effet de ruissellement, tout en récusant toute préférence de classe. Derrière la prétention scientifique se cachent les choix moraux.

Marx distingue le capitalisme des autres systèmes marchands par son but : **l'accumulation du « capital »**, considéré comme la source du pouvoir. Cependant, le profit et l'accumulation de celui-ci ne sont finalement que des moyens, et le pouvoir le véritable but. Or le pouvoir passe par **la concentration du capital** dans des mains de moins en moins nombreuses.

Aussi les capitalistes ne mettraient pas en œuvre la concentration du capital pour sauver le profit défaillant, mais feraient du profit pour pouvoir réaliser la concentration du capital.

La destruction du capital en Bourse quand une entreprise rachète et détruit ses propres actions n'est pas dans la logique marxiste de l'utilisation de l'argent pour sa propre accumulation. Mais elle va bien dans le sens d'une concentration de ce capital.

Les profits ne servent pas à accumuler le capital : ils sont très majoritairement distribués aux actionnaires. Les actionnaires accumulent du capital financier personnel, qu'ils ne consomment pas, tandis que le capital productif stagne ou régresse.

Corollairement ces entreprises n'investissent pas. Or il existe encore de nombreux secteurs où la concurrence s'exerce encore fortement. Malgré la part des dividendes versés, la capacité d'autofinancement des entreprises françaises dépasse les 100% dans les années 2000, sans qu'il leur soit nécessaire de se financer sur les marchés.

Ceci s'explique parce que l'accumulation ou le profit n'ont d'importance que parce qu'ils permettent d'accumuler rapidement du pouvoir, en limitant de plus en plus la liberté d'entreprendre par un coût d'accès au marché prohibitif. Ce besoin ne subsiste que tant qu'il existe une concurrence qui permet à l'entreprise la plus capitalisée d'être le prédateur de l'autre. Lorsque les secteurs sont concentrés dans les mains de quelques acteurs, lorsque le capital accumulé est si énorme qu'il permet d'acheter tout et n'importe quoi, le profit perd de son importance. Aujourd'hui il n'est même plus nécessaire d'utiliser son propre capital. On peut investir aussi ce qu'on a emprunté aux marchés financiers sous la forme d'obligations ou une augmentation de capital.

Tout se passe comme si banques et multinationales se partageaient le pouvoir.

Les banques organisent la hiérarchie du pouvoir d'achat par le crédit, l'impossibilité de produire et d'échanger à leur guise pour l'immense majorité des individus par **le contrôle de la masse monétaire**. Les multinationales conservent un quasi monopole de la production. **La pénurie artificielle de biens et la création de besoins artificiels** par la publicité assurent que les individus restent dépendants des biens qu'elles produisent.

Pourtant, si le capital accumulé a régressé, la concentration du capital et du pouvoir n'a pas entraîné un moindre intérêt pour les profits. Les capitalistes agissent comme des toxicomanes. Ils n'ont pas besoin de profits supplémentaires qu'ils sont incapables de consommer, mais en veulent sans cesse plus.

Eléments d'irrationalité

La théorie capitaliste est formée d'un empilement de couches, souvent contradictoires, qui la rende foisonnante, indigeste voire impénétrable.
Avant de revenir à ses principes fondateurs, il est possible d'observer un certain nombre de raisonnements secondaires très irrationnels.

Ils sont secondaires car ils admettent les principes essentiels comme la création de valeur dans la sphère de production et le voile sur les échanges. Ce sont souvent ceux qui viennent à l'idée quand il s'agit de s'opposer aux économistes monétaristes et néo-libéraux.

Certains combinent capitalisme théorique et théorie de l'Etat dans un système capitaliste :

On peut relever par exemple qu'il n'y a rien de naturel à mutualiser les coûts d'éducation des enfants, mais pas les coûts de leur habillement ou de leur alimentation. Parler de problèmes des retraites au regard du rapport entre actifs et retraités est curieux car on ne parle jamais des autres inactifs qu'étaient à une époque les femmes au foyer et sont encore aujourd'hui les enfants. Or il y a de moins en moins d'enfants et de femmes au foyer.

On peut également observer qu'il n'y a pas de différence entre un régime par capitalisation et un régime par répartition quant au « problème » démographique. Dans les deux cas, la rente payée est issue des versements des sociétaires actifs. Ce sont donc toujours les actifs qui financent les retraites.

Par ailleurs, les suppositions reposant sur des seuils comme « le niveau des prélèvements sociaux deviendra insupportable pour la compétitivité des entreprises françaises » ne reposent que sur des a priori. Aucune étude n'a jamais déterminé aucun seuil au delà duquel des prélèvements sociaux ou des impôts deviendraient insupportables.

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe et la France étaient en ruines. Il y avait pénurie de biens. Cela n'a pas empêché le plan Marshall, les grands projets d'Etat pour soutenir la demande et la mise en place d'un solide système de redistribution. Aujourd'hui que l'abondance est la règle, il serait impossible de continuer à financer les retraites ou l'assurance maladie.

Le déficit de l'Etat ou de la Sécurité sociale ne sont pas comparables à un déficit d'entreprise, car l'Etat détermine lui-même l'assiette, le taux d'imposition et les dépenses. Pour l'assurance maladie, l'acteur public détermine l'assiette, le taux

de cotisation, le panier de prestations qu'il rembourse, leur prix et leur niveau de remboursement. L'Etat ou l'assurance maladie ne sont donc en déficit que parce qu'ils le veulent bien.

Il est également intéressant de noter qu'à procédures égales, aucune entreprise capitaliste n'est en mesure de rivaliser en termes de prix avec une entreprise autogérée ou publique. Elles arrivent parfois à compenser dans l'industrie par une meilleure utilisation du progrès technique, mais sont démunies dans les services où elles doivent couvrir les dividendes des actionnaires, les coûts de la concurrence et les déséconomies d'échelle.

En général, la gauche n'utilise même pas ces arguments pourtant pas les plus fondamentaux.

*

Un autre raisonnement, plus intéressant, conserve les principes fondamentaux du capitalisme, mais refuse la théorie capitaliste de l'Etat :

Il est irrationnel de penser que des activités privées créent des richesses que des activités publiques consomment ensuite ; une heure de cours de mathématiques donnée en cours privé est comptée comme une création de richesse, alors qu'une même heure donnée dans un lycée publique est une dépense publique.

Cela semble absurde, d'autant plus que le PIB tient compte des activités publiques. Pour autant, il ne les prend en compte que si des revenus sont versés sous forme de salaires (à un enseignant ou à une assistante sociale par exemple). L'aide sociale ou les assurances sociales ne font pas l'objet de versements de salaires de la part de la sphère publique et sont considérées comme non créatrices de valeur. Pourtant elles ont un impact indéniable en termes de qualité ou de niveau de vie.

Mais même si ces revenus sont inclus dans le PIB, ils sont comptabilisés comme des dépenses de l'Etat ou de l'assurance maladie. Ils créent des richesses, mais ils les dépensent aussi. En ce cas, il serait logique qu'elles « s'autofinancent ». Si on élargissait la notion de richesse à tout le chiffre d'affaires du secteur public, la conséquence logique à tirer de cela est que **l'existence des impôts, du budget de l'Etat, du budget de la Sécurité sociale, est irrationnelle.**

Il y a une grande différence entre l'impôt en nature que prélève le seigneur sur ses paysans et l'impôt monétarisé. Le seigneur ne fait pas pousser de blé, le paysan oui. Le seigneur a une armée pour se défendre, le paysan non. L'échange

féodal a une logique. A contrario, l'Etat moderne exerce lui-même les activités qu'il finance, et ce n'est pas le travailleur qui fabrique l'argent.

Dans une société saine, où l'Etat crée lui-même la monnaie dont il a besoin, l'impôt n'a aucune utilité, et n'est jamais limité par des choix budgétaires.

Corollairement, il est impossible que la croissance du Produit intérieur brut permette de rembourser les dettes de l'Etat. La croissance est une augmentation du volume des échanges sous leur forme monétaire. Celle-ci nécessite une quantité de monnaie supplémentaire, qui sera puisée dans l'épargne ou fera l'objet d'une nouvelle émission de crédit. En conséquence, la dette collective ne peut qu'augmenter. Ce qui se passe réellement lors de la collecte de l'impôt est un transfert de dettes de l'Etat aux particuliers.

*

Il nous reste à présenter une argumentation réellement anti-capitaliste. Il se trouve qu'elle est plus généralement anti-économique.

Aucune activité, publique ou privée, ne crée jamais d'argent. Elle crée des voitures, des oranges ou du bien-être, sur lesquels on ne peut pas appliquer de taux de prélèvement. Enfin, l'argent est également une création artificielle, qui n'est pas limitée fondamentalement par aucune contrainte d'aucun ordre.

Les problèmes monétaires ne sont **pas de vrais problèmes économiques**. Tant qu'il y a du blé, des paysans et des boulangers qui savent faire le pain, il n'y a aucune raison pour s'arrêter d'en manger, sinon à accepter les aléas monétaires et les problèmes artificiels qu'ils créent.

La sortie de l'économie

Karl Marx prétendait que la conscience des individus n'est pas à l'origine des rapports sociaux mais que les rapports sociaux déterminaient la conscience des individus. La vérité est que la conscience détermine tout ce qui existe, et l'économie en est un exemple.

Il existe un proverbe bien connu des indiens Cree qui dit « Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors l'homme blanc découvrira que l'argent ne se mange pas. »
Ceci est généralement considéré par les occidentaux comme une parole très sage. Il est culturellement bien vu de s'extasier devant des philosophies primitives et exotiques, parce que cela donne un petit air branché et humaniste. Mais on ne va pas jusqu'à intégrer intellectuellement ce que signifie cette phrase, puisque l'on retournera aussitôt à ses considérations sur la croissance, les impôts et le budget de l'Etat.

Nous avons présenté les grands principes de l'économie que sont le voile sur les échanges et la théorie de la valeur travail qui affirment que la valeur des biens est créée dans la sphère de production, ainsi que des principes corollaires comme l'inflation monétaire et le Produit intérieur brut.

Les désaccords entre les économistes néo-classiques qui pensent que l'offre rencontre toujours sa demande, et les économistes keynésiens qui pensent que la demande détermine le niveau des échanges, sont finalement très superficiels et secondaires. Car le pouvoir d'achat n'a aucun rapport avec une quelconque « valeur de production ». Il n'y a pas de voile sur les échanges, pas d'égalité entre la fonction de production et la fonction de consommation, pas de raison que l'inflation ajuste les prix lorsque la masse monétaire dépasse la valeur « objective » des biens, c'est-à-dire pas d'inflation monétaire.

La masse d'argent en circulation dépasse la somme totale des biens disponibles dans le monde. Il n'y a jamais eu d'égalité entre la masse monétaire et les biens disponibles, même à l'époque de l'étalon-or. Nous sommes simplement passés d'une époque où la masse d'argent disponible était inférieure à l'ensemble des richesses disponibles, à une époque où cette masse d'argent permet de les acheter plusieurs fois.

Au niveau macro-économique, le pouvoir d'achat d'un citoyen de n'importe quel pays ne dépend pas non plus de la « valeur » produite dans ce pays, mais du rapport entre les prix et les revenus locaux. Pour les produits exportés et importés, le taux de change de la monnaie a également une grande importance.

La combinaison du taux de change et des revenus locaux, qu'on appelle le taux de change réel, est ce qui détermine la capacité d'un pays à consommer des produits importés. La « production » nationale n'y est pour rien.

*

Notons également que même si la production et le pouvoir d'achat évoluaient en permanence de la même manière, cela ne dit rien de la « valeur » objective de ce qui est vendu et du mécanisme de formation du prix.

Les économistes veulent obliger chacun à reconnaître une valeur unique et collective aux choses : la valeur d'échange à travers le prix, passant pour quantité négligeable la valeur d'usage subjective des individus. Pire : ils voudraient que le prix reflète une valeur « objective ».

La réalité est qu'il n'existe pas de valeur intrinsèque aux biens, et que la valeur d'échange est toujours arbitraire. **Les choses ont la valeur qu'on veut bien leur accorder.** Très nombreux sont ceux qui ne s'intéressent pas à la possession d'une voiture de sport ou d'un château au bord de la Loire. La valeur qu'ils accordent personnellement à ces choses est assez faible.

Le fait de vivre en société crée un semi consensus qui amène la société à déterminer une valeur un peu plus ferme aux choses. Dans une société matérialiste, cette valeur est déterminée par la quantité des biens et par un consensus sur leur qualité. Les valeurs sont alors définitivement établies selon une échelle commune : le prix.

La science économique sert à faire apparaître ces valeurs et leur échelle, plus imposées que librement acceptées par chacun, comme naturelles.
Le prix serait objectif parce que le marché serait neutre, et parce que ses déterminants auraient des effets mécaniques : la valeur des choses serait ainsi selon les cas fonction de leur rareté, de leur utilité, de la quantité de travail nécessaire pour les produire ou de la loi de l'offre et de la demande, Parfois ces théories peuvent expliquer en partie un prix, mais elles sont surtout globalement incompatibles entre elles.

Une fois les prix rationalisés, on viendra les additionner pour définir une valeur globale à la production du pays, le Produit intérieur brut.

Les recherches sur l'origine de la valeur - comprendre le prix - sont en réalité vouées à l'échec car cette origine n'existe pas. Elles finissent toujours par un décret de type dogmatique identifiant le marché ou le travail comme cette

origine. Ces recherches concernent les biens mais aussi la monnaie chez ceux qui recherchent la valeur « intrinsèque » de la monnaie par la valeur de la production nationale ou par l'étalon monétaire.

Tous les concepts liés à la notion de prix, comme la croissance ou le PIB, n'ont de sens que dans ce référentiel de pensée économique. Ils ne sont pas réels.
Les économistes sont comme ces mathématiciens qui tissent des relations entre des objets imaginaires. A ceci près qu'ils ne sont même pas mathématiciens.

Certains économistes vont plus loin que les notions de développement durable ou de croissance soutenable d'un point de vue environnemental. Certains proposent même de modifier le contenu du Produit intérieur brut en pondérant les valeurs des biens en intégrant par exemple des « gains de durabilité ». Cette proposition a été faite dans le cadre de la commission créée par le Président Sarkozy pour définir le contenu de la croissance. Ce faisant ces économistes continuent d'utiliser des mécanismes de valorisation arbitraires, déterminant ce qui mérite de figurer au PIB et ce qui ne peut pas y avoir sa place, et se contentent d'adapter Marx ou Keynes à la marge.

*

A côté du caractère arbitraire de la valeur, il faut se pencher sur les conséquences de l'introduction de la monnaie.

L'être humain dans un environnement de pénurie de biens organise l'échange de biens, de telle manière que chacun obtienne ce qui lui manque.
Pour permettre l'échange, il est convenu d'attribuer une valeur « sociale » à ces biens, unique et différente des valeurs d'usage subjectives à chacun des individus. Cette valeur est la convention, largement arbitraire, que l'on appelle le prix.
Pour échanger des biens de prix différents, les hommes utilisent la monnaie, qui à la différence des biens est fractionnable facilement.
Afin de réaliser l'ensemble des transactions souhaitées, il faut deux choses. La première est que la masse monétaire en circulation soit suffisante. La seconde est de mettre en place un gradient de prix tel que chacun puisse consommer à hauteur de ce qu'il souhaite.
Il en résulte que l'argent n'est pas un facteur limitant, à moins de servir de leurre pour les élites afin de créer une pénurie artificielle qui favoriserait les inégalités. L'industrie a besoin non pas d'argent mais de matières premières, de technologies et de main d'œuvre.

Si l'argent est une invention et qu'il pose plus de problèmes qu'il n'en résout, il est évident qu'il ne fallait pas l'inventer.

Par ailleurs, dans une société d'abondance de biens, chacun est en mesure de consommer ce qu'il souhaite. Or si la société permet que chacun consomme à hauteur de ce qu'il souhaite, l'argent est INUTILE. Le capitalisme et toute forme de comptabilité économique y sont un frein à la consommation.

L'économie prétend souvent à la croissance, au développement, mais elle ne peut pas se passer de la pénurie. Toute comptabilité, de quelque nature que ce soit, prétend mesurer ce qu'on possède et produit, mais ne fait que suggérer ce qui nous manque. Aussi toutes les représentations économiques finissent par être polluées par ce besoin vital de manquer.

L'économie sert donc à maintenir les individus dans l'illusion de la pénurie. Cette pénurie est organisée pour rendre possible une inégalité des possessions, un gradient entre riches et pauvres. Elle peut aussi servir à empêcher des légions de pauvres de consommer de telle manière que la planète pourrait à court terme épuiser ses ressources et ne plus subvenir aux besoins des élites. Cette idée peut sembler surprenante étant donné la propension des élites à faire la publicité de la société de consommation, et à ne tenir aucun compte des problématiques environnementales. Elle est cependant plausible si on tient compte du fait que de nombreux peuples sont sciemment empêchés d'accéder au développement.

Malgré ces artifices, les riches sont contraints par des limites physiques de ne profiter que partiellement de cet écart de richesses. D'une part ils n'utilisent pas tout leur argent, payent plus cher pour des biens et services similaires. D'autre part, leur propre corps n'a pas de meilleures capacités à jouir que celui des pauvres : ils vivent à peine plus longtemps, les expériences à leur disposition sont à peine moins limitées, et leur psychologie n'est pas mieux adaptée au bonheur. Par ailleurs, malgré l'énorme pouvoir accumulé par la concentration du capital, les capitalistes continuent à attacher une importance démesurée à un profit qu'ils ne peuvent pas consommer. Ceci témoigne d'une grande faiblesse humaine qui est de prendre ses désirs pour la réalité.

*

Prolongeons cette réflexion. Si le capitalisme est une convention, **toute comptabilité formelle de l'échange est également une convention**, même les comptabilités qui recourent à la création de monnaie alternative comme au sein des Systèmes d'échange locaux.

Une telle comptabilité est-elle souhaitable ?

Toute comptabilité se justifie comme étant la recherche de l'équité dans l'échange. Le capitalisme a cette prétention d'équité : le résultat est-il pour autant équitable ? Il y a eu renversement : puisqu'il y avait comptabilité, c'est donc qu'elle était équitable, et donc que l'exploitation était équitable. Toute comptabilité risque donc de nous mener à la même naturalisation de l'exploitation.

La plupart sinon toutes les sociétés recourent à des comptabilités plus ou moins formelles, car en l'absence de comptabilité, certains profitent des efforts des autres.
Il suffit de regarder une émission de téléréalité pour voir que dès qu'on soupçonne un colocataire d'en faire un tout petit peu moins que les autres sa place au sein de la communauté est aussitôt contestée. Dans une société de chasseurs-cueilleurs, c'est « Tu mangeras si tu participes à la chasse. »

Les exceptions sont rares et circonscrites à certains groupes de personnes. Seuls les vrais mendiants bénéficiaient de l'aumône au Moyen-âge. Certains le justifiaient par la pratique religieuse, qu'il s'agisse des ordres de moines mendiants chrétiens ou des mystiques soufis.

Mais on constate que la comptabilité capitaliste a largement répandu ce type de comportements au profit d'une élite à travers la rente et le profit alors qu'à l'autre bout de l'échelle sociale, on a au contraire dénoncé comme « profiteurs » les bénéficiaires de l'aide sociale.

On ne risque donc pas de faire pire en se passant de comptabilité.

Il ne s'agit pas nécessairement d'anéantir la notion de propriété et d'échange, comme certains le souhaitent. Il n'est pas dans la nature humaine de donner sans recevoir, même dans les sociétés d'abondance. En l'absence de comptabilité et de monnaie, c'est la valeur d'usage de l'individu qui remplace le prix unique comme valeur d'échange. Nous sommes sortis de l'économie.

Didier LACAPELLE
Avril 2008